



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 21 du 27 juin 2008

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 30 juin 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	394
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	394
CABINET DU PREFET	394
Service interministériel de défense et de protection civile	394
Extrait de l'arrêté n° 14/2008/S.I.D.P.C. du 12 juin 2008 portant prescription de la révision du plan particulier d'intervention de l'usine et du dépôt d'explosifs exploités par la société TITANITE au bois saint Martin, RD 613, à Moutiers	394
Extrait de l'arrêté n° 15/2008/S.I.D.P.C. du 12 juin 2008 portant prescription de la révision du plan particulier d'intervention du stockage d'engrais exploité par la Coopérative agricole Lorraine (C.A.L.) au 1835 route de Paris à Ecrouves	394
Extrait de l'arrêté n° 16/2008/S.I.D.P.C. du 12 juin 2008 portant prescription de la révision du plan particulier d'intervention du stockage souterrain de gaz naturel exploité par Gaz de France sur les sites de Cerville – Trois fontaines, route de Laneuvelotte à Cerville-Velaine	394
Extrait de l'arrêté n° 17/2008/S.I.D.P.C. du 12 juin 2008 portant prescription de la révision du plan particulier d'intervention du stockage de produits chimiques exploité par la société BRENNTAG LORRAINE dans la zone industrielle de la Croix de Metz, 2890 route de Villey-Saint-Etienne à Toul	394
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	394
Bureau des réglementations	394
Extrait de l'arrêté du 20 juin 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel « Ariane », 10 rue de la Saône - 54520 Laxou	394
Extrait de l'arrêté du 20 juin 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel « Kyriad », 338 impasse Berthollet - 54710 Ludres	394
Extrait de l'arrêté du 20 juin 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel « La Renaissance », 31 rue des Cristalleries - 54120 Baccarat	395
Extrait de l'arrêté modificatif du 20 juin 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel « La Résidence », 30 boulevard Jean Jaurès - 54000 Nancy	395
Extrait de l'arrêté modificatif du 20 juin 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel « Les Pages », 5 quai des Petits Bosquets - 54300 Lunéville	395
Extrait de l'arrêté du 20 juin 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel « Suitehôtel », 3 rue de l'armée Patton - 54009 Nancy Cédex	396
Extrait de l'arrêté modificatif du 23 juin 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel « Maison Carrée », 12 rue du bac - 54850 Méréville	396
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	396
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	396
Extrait de l'arrêté du 13 juin 2008 prescrivant des mesures de police des mines à la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est - Mine de sel de Varangéville	396
Extrait de l'arrêté du 16 juin 2008 autorisant la capture de spécimens d'espèces animales protégées	397
Extrait de l'arrêté du 19 juin 2008 portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4112012 « Jarry - Mars-la-Tour »	397
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières	398
Extrait de l'arrêté du 12 juin 2008 portant règlement de co-affectation de la cité administrative de Nancy	398
Arrêté N° 08.BMSSE.50 du 26 juin 2008 accordant délégation de signature à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul	398
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	400
Extrait de l'arrêté du 12 juin 2008 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes du Val-de-Meurthe dans le cadre d'une extension de compétences	400
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	401
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	401
Service actions et établissements de santé	401
Extrait de l'arrêté n° 14 du 13 juin 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE	401
Extrait de l'arrêté n° 20 du 13 juin 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Toul	401
Extrait de l'arrêté n° 24 du 13 juin 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Briey	402
Extrait de l'arrêté n° 28 du 18 juin 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port	402
Extrait de l'arrêté n° 3 du 18 juin 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin	403
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	403
Extrait de l'arrêté D.R.A.S.S. n° 2008-115 en date du 27 mai 2008 portant retrait d'agrément de la Mutuelle de la Brasserie de Champigneulle (MBC)	403
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE LORRAINE	403
Secrétariat des licences	403
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/204 du 1 ^{er} février 2008	403
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/205 du 1 ^{er} février 2008	404
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/206 du 1 ^{er} février 2008	404
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/207 du 1 ^{er} février 2008	404
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/208 du 1 ^{er} février 2008	404
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/209 du 1 ^{er} février 2008	404
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/210 du 1 ^{er} février 2008	404
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/211 du 1 ^{er} février 2008	404
Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/212 du 1 ^{er} février 2008	405
DIRECTION REGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE NANCY	405
Arrêté douanes et droits indirects du 12 juin 2008 portant subdélégation de signature	405
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	405
Division d'exploitation de Metz	405
Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-040 en date du 17 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur la bretelle Rosières/Nancy au diffuseur de Dombasle sur A33 (PR 24+100)	405
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	406
Service actions et établissements de santé	406
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 421-08 du 22 mai 2008 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale, 41 rue de Metz – Médipôle de Frouard – 54390 Frouard - autorisation n° 54-90	406
Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 422-08 du 22 mai 2008 portant radiation du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 2 rue de Nancy - 54390 Frouard - autorisation n° 54-68	406
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC n° 492-08 du 10 juin 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral à responsabilité limitée - SELARL « laboratoires d'analyses de biologie médicale Barthel-Metaizeau-Thieblemont » - SELARL 11 - autorisation n° 54-05 - autorisation n° 54-80 - autorisation n° 54-89 - autorisation n° 54-90	406
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/542-08 du 10 juin 2008 portant agrément n° 172 de l'entreprise de transports sanitaires AMBULANCE CORINNE SARL, 16 rue du Pré Saint Mansuy - 54200 Toul	406
Service solidarité autonomie	407
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 456 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy	407
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 467 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-St-Christophe	407
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 502 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « résidence d'automne » de Laxou	407
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 503 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Ophéliades » de Nancy	407
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 504 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome Hôtel Club de Saint-Max	408

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 505 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les jardins du Charmois » de Vandoeuvre-lès-Nancy	408
Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 506 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey - Lay Saint Christophe	408
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 520 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze	409
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 521 du 13 juin 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre hospitalier de Lunéville	409
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Arrêté DDASS / SSA / N° 522 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la Maison hospitalière de Baccarat	409
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 523 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre J. Parisot à Bainville-sur-Madon géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle	409
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Arrêté DDASS / SSA / N° 524 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et le tarif journalier « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy	409
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 525 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité	409
« établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons	409
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 545 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de BAYON	410
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 546 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES	410
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 547 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES	410
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 548 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE	411
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 549 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE-AU-JARD	411
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 550 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" d' ESSEY-LES-NANCY	411
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 551 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de GERBEVILLER	412
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 552 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Beau Site" de HAROUÉ	412
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 553 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Lilas" de JARNY	412
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 554 du 19 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Le Haut du Bois" de JARVILLE-LA-MALGRANGE	413
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 555 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de JOUDREVILLE	413
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 556 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "J. F. Fidry" de LABRY	413
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 557 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "L'Oseraie" de LAXOU	414
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 558 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Roseraie" de LONGUYON	414
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 559 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de "Saint Louis" de LONGWY	414
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 560 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte Thérèse" de LUDRES	415
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 561 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Dominique" de MARS-LA-TOUR	415
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 562 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE	415
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 563 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Ma Maison" de NANCY	416
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 564 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre Maison" de NANCY	416
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 565 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" de NANCY	416
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 566 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de NANCY	417
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 567 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Sauveur" de NANCY	417
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 568 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de NANCY	417
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 569 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" de ONVILLE	418
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 570 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON	418
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 571 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de PULNOY	418
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 572 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de ROSIERES-AUX-SALINES	419
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 573 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de ROYAUMEIX	419
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 574 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de SAINT-FIRMIN	419
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 575 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sainte Sophie" de THIAUCOURT	420
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 576 du 24 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY	420
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 577 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Charles" de VEZELISE	421
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 578 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Verrière" de VILLERS-LES-NANCY	421

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 579 du 24 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 4 Cantons" de BACCARAT	421
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 580 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 3 Rivières" de BLAINVILLE-SUR-L'EAU	422
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 581 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les Etangs" de EINVILLE-AU-JARD	422
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 582 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON.....	422
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 583 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de JARNY	423
Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 584 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de VEZELISE	423
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 590 du 24 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence Les Cygnes » de NANCY.....	423
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 604 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Roche aux Carmes » à Longwy	424
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	424
Service économie agricole et aménagement foncier.....	424
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - PAREY SAINT CESAIRE - HOUDREVILLE - AUTREY SUR MADON - HOUELMONT - Demande d'autorisation d'exploiter n°2500.....	424
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - PAREY SAINT CESAIRE - HOUDREVILLE - HOUELMONT - AUTREY SUR MADON - Demande d'autorisation d'exploiter n°2595	424
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - HOUDREVILLE - HOUELMONT - AUTREY SUR MADON - PAREY SAINT CESAIRE - Demande d'autorisation d'exploiter n°2532	424
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - HOUDREVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n°2451	425
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - AUTREY SUR MADON - Demande d'autorisation d'exploiter n°2566	425
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - VEZELISE - QUEVILLONCOURT - VRONCOURT - FORCELLES SAINT GORGON - Demande d'autorisation d'exploiter n°2530.....	425
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - VRONCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n°2567	425
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - AINGERAY - SEXEY LES BOIS - VELAIN EN HAYE - AVRAINVILLE - JAILLON - FRANCHEVILLE - FONTENOY SUR MOSELLE - Demande d'autorisation d'exploiter n°2513.....	425
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - SEXEY LES BOIS - VELAIN EN HAYE - AINGERAY - Demande d'autorisation d'exploiter n°2529.....	426
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - SEXEY LES BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n°2531	426
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - SEXEY LES BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n°2536.....	426
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - SEXEY LES BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n°2596.....	426
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - SEXEY LES BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n°2593.....	426
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - VILLE AU MONTOIS - BAZAILLES - Demande d'autorisation d'exploiter n°2537.....	427
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - VILLE AU MONTOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n°2577.....	427
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - VILLE AU MONTOIS - BAZAILLES - Demande d'autorisation d'exploiter n°2576.....	427
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - REHERREY - Demande d'autorisation d'exploiter n°2512	427
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - ANOUX - Demande d'autorisation d'exploiter n°2579	427
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - VANDEVILLE - BATTIGNY - Demande d'autorisation d'exploiter n°2590.....	428
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - PULLIGNY - AUTREY SUR MADON - Demande d'autorisation d'exploiter n°2547.....	428
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - THEZEY SAINT MARTIN - LETRICOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n°2585.....	428
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - THEZEY SAINT MARTIN - Demande d'autorisation d'exploiter n°2578	428
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - HARAUCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n°2562.....	428
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - REMENOVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n°2588.....	428
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - ALLONDRELLE LA MALMAISON - CHARENCEY VEZIN - Demande d'autorisation d'exploiter n°2582.....	429
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - VILCEY SUR TREY - Demande d'autorisation d'exploiter n°2572	429
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - SAINT REMY AUX BOIS - ESSEGNEY - LOROMONTZEY - Demande d'autorisation d'exploiter n°2516.....	429
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - VILLACOURT - SAINT REMY AUX BOIS - BORVILLE - FROVILLE - ESSEGNEY - LOROMONTZEY - Demande d'autorisation d'exploiter n°2209	429
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - BORVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n°2507.....	429
Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - LOROMONTZEY - Demande d'autorisation d'exploiter n°2517.....	429
Service environnement - eau	430
Extrait de l'arrêté du 9 juin 2008 autorisant le système de collecte et la réalisation d'aménagements pour la gestion des eaux pluviales de la commune de Velaine-en-Haye.....	430
Extrait de l'arrêté du 9 juin 2008 autorisant à titre temporaire la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy à réaliser au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement le prélèvement d'eau dans le Dorlon en vue de l'étude d'incidence relative au prélèvement d'eau destinée à l'alimentation en eau potable sur le territoire de la commune de Charencey-Vezin	431
Service forêt, chasse et milieux naturels.....	432
Extrait de l'arrêté n° 2008/192 du 10 juin 2008 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Onville.....	432
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	432
Service santé et protection animales	432
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.059 du 27 mai 2008 attribuant un mandat sanitaire provisoire au docteur Sébastien JAQUINET, vétérinaire à Lunéville.....	432
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.062 du 16 juin 2008 attribuant un mandat sanitaire au docteur Thierry PIRAUX, vétérinaire à Rehon.....	432
Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.063 du 16 juin 2008 attribuant un mandat sanitaire provisoire au docteur Nicolas MOREAUX, vétérinaire à Fromelennes.....	433
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	433
Service habitat.....	433
Programme d'action 2008 de l'ANAH en Meurthe et Moselle - (hors territoires de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, délégataires des aides à la pierre) - Approuvé par la commission d'amélioration de l'habitat lors de sa séance du 29 mai 2008.....	433
AUTRES SERVICES	437
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	437
Délégation de signature du 23 mai 2008	437
SYNDICAT INTERHOSPITALIER NANCEIEN DE LA CHIRURGIE DE L'APPAREIL LOCOMOTEUR	437
Délégation de signature du 1er juin 2008	437
AVIS ET COMMUNICATIONS	438
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	438
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	438

Service aménagement, risques et urbanisme	438
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14530 du 19 juin 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Chanteheux.....	438
AUTRES SERVICES	438
CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES	438
Extrait de l'acte réglementaire du 15 mai 2007 relatif à l'application "Caipro"	438
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY	441
Avis de concours interne sur titres de maître ouvrier du 16 juin 2008.....	441
Avis de concours externe sur titres de maître ouvrier du 16 juin 2008.....	441
Avis de concours sur titres d'ouvrier professionnel qualifié du 16 juin 2008.....	441
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN	442
Extrait de la décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un ergothérapeute du 19 juin 2008	442

LISTE DES CIRCULAIRES A L'ENSEMBLE DES MAIRES

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE CABINET DU PREFET

- Service interministériel de défense et de protection civile
 - Circulaire du 4 juin 2008 relative à l'action des maires dans la gestion d'une crise sanitaire majeure de type "pandémie grippale" : fiches méthodologiques d'aide à l'action
- Bureau des Affaires Politiques
 - Circulaire du 13 juin 2008 relative au 68ème anniversaire de l'Appel du 18 juin 1940 - message de M. BOCKEL, secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens Combattants
 - Circulaire du 20 juin 2008 relative au pavoiement des bâtiments et édifices publics à l'occasion de la présidence Française du Conseil de l'Union Européenne

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

- Bureau de la citoyenneté
 - Circulaire du 18 juin 2008 relative aux actes d'état civile requis pour la délivrance ou le renouvellement du passeport
- Bureau des étrangers
 - Circulaire du 18 juin 2008 relative à l'attestation d'accueil

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

- Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement
 - Circulaire du 24 juin 2008 relative au bilan des enquêtes publiques dans le département et aux interventions des commissaires enquêteurs

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

- Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire
 - Circulaire du 5 juin 2008 relative à la mise en oeuvre du rapport sur le prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement en application du décret n° 2007-675 du 2 mai 2007

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Cabinet du préfet***Service interministériel de défense et de protection civile*

Extrait de l'arrêté n° 14/2008/S.I.D.P.C. du 12 juin 2008 portant prescription de la révision du plan particulier d'intervention de l'usine et du dépôt d'explosifs exploités par la société TITANITE au bois saint Martin, RD 613, à Moutiers

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le plan particulier d'intervention de l'entreprise TITANITE, approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2002/01/S.I.D.P.C. en date du 15 janvier 2002, et mis à jour en mars 2005, doit être révisé ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La révision du plan particulier d'intervention de l'usine et du dépôt d'explosifs exploités par la société TITANITE au bois saint Martin, RD 613, à Moutiers, est prescrite dans les conditions fixées par les textes susvisés.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur du cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Briey, les maires des communes d'Auboué, de Briey, de Moineville, de Moutiers et de Valleroy, le directeur de l'entreprise TITANITE, les chefs des services déconcentrés de l'Etat, et de ses établissements publics, les chefs des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, ainsi que l'ensemble des organismes publics et privés appelés à concourir à l'élaboration du plan particulier d'intervention et/ou à sa mise en œuvre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 juin 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 15/2008/S.I.D.P.C. du 12 juin 2008 portant prescription de la révision du plan particulier d'intervention du stockage d'engrais exploité par la Coopérative agricole Lorraine (C.A.L.) au 1835 route de Paris à Ecrouves

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le plan particulier d'intervention de la Coopérative agricole Lorraine (C.A.L.), approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2002/14/S.I.D.P.C. en date du 15 octobre 2002, doit être révisé ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La révision du plan particulier d'intervention du stockage d'engrais exploité par la Coopérative agricole Lorraine (C.A.L.), au 1835 route de Paris à Ecrouves, est prescrite dans les conditions fixées par les textes susvisés.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur du cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Toul, les maires des communes de Choley-Ménillot, d'Ecrouves, de Foug et de Toul, le directeur de la Coopérative agricole Lorraine (C.A.L.), les chefs des services déconcentrés de l'Etat, et de ses établissements publics, les chefs des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, ainsi que l'ensemble des organismes publics et privés appelés à concourir à l'élaboration du plan particulier d'intervention et/ou à sa mise en œuvre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 juin 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 16/2008/S.I.D.P.C. du 12 juin 2008 portant prescription de la révision du plan particulier d'intervention du stockage souterrain de gaz naturel exploité par Gaz de France sur les sites de Cerville – Trois fontaines, route de Laneuvelotte à Cerville-Velaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le plan particulier d'intervention du stockage souterrain de gaz naturel appartenant à Gaz de France, approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2002/08/S.I.D.P.C. en date du 31 décembre 2002, doit être révisé ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La révision du plan particulier d'intervention du stockage souterrain de gaz naturel exploité par Gaz de France sur les sites de Cerville – Trois fontaines, route de Laneuvelotte à Cerville-Velaine, est prescrite dans les conditions fixées par les textes susvisés.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur du cabinet, le sous-préfet chargé de la cohésion sociale et des affaires économiques, sous-préfet de l'arrondissement de Nancy, les maires des communes de Cerville, de Laneuvelotte, de Pulnoy, de Seichamps et de Velaine-sous-Amance, le directeur de Gaz de France, les chefs des services déconcentrés de l'Etat, et de ses établissements publics, les chefs des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, ainsi que l'ensemble des organismes publics et privés appelés à concourir à l'élaboration du plan particulier d'intervention et/ou à sa mise en œuvre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 juin 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Extrait de l'arrêté n° 17/2008/S.I.D.P.C. du 12 juin 2008 portant prescription de la révision du plan particulier d'intervention du stockage de produits chimiques exploité par la société BRENNTAG LORRAINE dans la zone industrielle de la Croix de Metz, 2890 route de Villey-Saint-Etienne à Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le plan particulier d'intervention de l'entreprise BRENNTAG LORRAINE, approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2003/29/S.I.D.P.C. en date du 28 juillet 2003, doit être révisé ;

ARRETE

Art. 1^{er} : La révision du plan particulier d'intervention du stockage de produits chimiques exploité par la société BRENNTAG LORRAINE dans la zone industrielle de la Croix de Metz, 2890 route de Villey-Saint-Etienne à Toul, est prescrite dans les conditions fixées par les textes susvisés.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet, directeur du cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Toul, le maire de la commune de Toul, le directeur de l'entreprise BRENNTAG LORRAINE, les chefs des services déconcentrés de l'Etat, et de ses établissements publics, les chefs des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, ainsi que l'ensemble des organismes publics et privés appelés à concourir à l'élaboration du plan particulier d'intervention et/ou à sa mise en œuvre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 juin 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Direction de la réglementation et des libertés publiques
Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 20 juin 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel « Ariane », 10 rue de la Saône - 54520 Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'habilitation n°HA.054.08.0002 est délivrée à l'hôtel « Ariane », hébergement classé.

Adresse du siège social: 10 rue de la Saône 54520 Laxou

Raison sociale: SHL

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est madame Catherine PILLOT.

Art. 2 : La garantie financière est apportée par la Banque Populaire de Lorraine, 3 rue François de Curel 57021 Metz cédex 01.

Art. 3 : L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de: GENERALI, 48 avenue Foch 54000 Nancy.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à:

Mme Catherine PILLOT,

M. le délégué régional au tourisme,

M. le président du comité départemental du tourisme,

M. le président de la chambre de commerce et d'industrie,

M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Nancy, le 20 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 20 juin 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel « Kyriad », 338 impasse Berthollet - 54710 Ludres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'habilitation n°HA.054.08.0003 est délivrée à l'hôtel « Kyriad », hébergement classé.

Adresse du siège social: 338 impasse Berthollet 54710 Ludres

Raison sociale: SAS MARIAN

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est monsieur Frédéric HUMBLLOT.

Art. 2 : La garantie financière est apportée par la BNP, agence APAC FEED, 2 rue de Berne – BP 20048 Schiltigheim 67013 Strasbourg cédex.

Art. 3 : L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de: AGF, 21 rue Gustave Simon 54000 Nancy.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à:

M. Frédéric HUMBLLOT,
M. le délégué régional au tourisme,
M. le président du comité départemental du tourisme,
M. le président de la chambre de commerce et d'industrie,
M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Nancy, le 20 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 20 juin 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel « La Renaissance », 31 rue des Cristalleries - 54120 Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'habilitation n°HA.054.08.0004 est délivrée à l'hôtel « La Renaissance », hébergement classé.

Adresse du siège social: 31 rue des Cristalleries 54120 Baccarat

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est monsieur Christophe COLIN.

Art. 2 : La garantie financière est apportée par la banque SNVB, 4 place André Maginot 54074 Nancy cédex.

Art. 3 : L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de: AXA, Résidence du Centre 54120 Baccarat

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à:

M. Christophe COLIN,
M. le délégué régional au tourisme,
M. le président du comité départemental du tourisme,
M. le président de la chambre de commerce et d'industrie,
M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Nancy, le 20 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté modificatif du 20 juin 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel « La Résidence », 30 boulevard Jean Jaurès - 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté du 26 janvier 2004 modifié délivrant l'habilitation n°HA.054.04.0003 à l'hôtel « La Résidence », 30 boulevard Jean Jaurès 54000 Nancy;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1er de l'arrêté du 26 janvier 2004 susvisé est modifié et fixé comme suit:

L'habilitation n° HA 054.04.0003 est délivrée à l'hôtel « La Résidence », hébergement classé:

Adresse du siège social: 30 boulevard Jean Jaurès 54000 Nancy

Raison sociale: S.A.R.L.

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est monsieur Armand GUILLEMINOT

Art. 2 : L'article 2 de l'arrêté du 26 janvier 2004 susvisé est modifié et fixé comme suit:

La garantie financière est apportée par la Banque Populaire de Lorraine, 3 rue François de Cures 57021 Metz cédex 01.

Art. 3 : L'article 3 de l'arrêté du 26 janvier 2004 susvisé est modifié et fixé comme suit:

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de: GAN assurances, 66 rue Stanislas 54011 Nancy cédex.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à:

M. Armand GUILLEMINOT,
M. le délégué régional au tourisme,
M. le président du comité départemental du tourisme,
M. le président de la chambre de commerce et d'industrie,
M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Nancy, le 20 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté modificatif du 20 juin 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel « Les Pages », 5 quai des Petits Bosquets - 54300 Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté du 19 juin 1998 délivrant l'habilitation n°HA.054.98.0002 à l'hôtel « Les Pages », 5 quai des petits bosquets - 54300 LUNEVILLE;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1er de l'arrêté du 19 juin 1998 susvisé est modifié et fixé comme suit:

L'habilitation n° HA 054.08.0001 est délivrée à l'hôtel « Les Pages », hébergement classé:

Adresse du siège social: 5 quai des petits bosquets 54300 LUNEVILLE

Raison sociale: S.A.R.L. ARTEMISIA

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est madame Stéphanie TABOUILLOT

Art. 2 : L'article 3 de l'arrêté du 19 juin 1998 susvisé est modifié et fixé comme suit:

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de: GENERALI Assurances Iard 38 rue d'Alsace 54303 Lunéville.

Art. 3 : Le reste de l'arrêté est sans changement.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à:

Mme Stéphanie TABOUILLOT,
M. le délégué régional au tourisme,
M. le président du comité départemental du tourisme,
M. le président de la chambre de commerce et d'industrie,
M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Nancy, le 20 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 20 juin 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel « Suithôtel », 3 rue de l'armée Patton - 54009 Nancy Cédex

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'habilitation n°HA.054.08.0001 est délivrée à l'hôtel « SUITEHOTEL », hébergement classé.

Adresse du siège social: 3 rue de l'Armée Patton 54009 Nancy cédex

Lieu d'exploitation: 2 allée du Chanoine Drioton 54009 Nancy cédex

Raison sociale: S.A.R.L. COGITAP

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est monsieur Laurent BILLAUD.

Art. 2 : La garantie financière est apportée par la Banque Populaire de Lorraine, 3 rue François de Cures 57021 Metz cédex 01.

Art. 3 : L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de: AGF IART, 1 rue des Arquebusiers 67002 Strasbourg.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à:

M. Philippe GIRARD,

M. le délégué régional au tourisme,

M. le président du comité départemental du tourisme,

M. le président de la chambre de commerce et d'industrie,

M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Nancy, le 20 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté modificatif du 23 juin 2008 délivrant une habilitation à l'hôtel « Maison Carrée », 12 rue du bac - 54850 Méréville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté du 14 février 1997 délivrant l'habilitation n°HA.054.97.0001 à l'hôtel « Maison Carrée », 12 rue du Bac 54850 MERVILLE;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1er de l'arrêté du 14 février 1997 susvisé est modifié et fixé comme suit:

L'habilitation n° HA 054.97.0001 est délivrée à l'« hôtel «Maison Carrée », hébergement classé:

Adresse du siège social: 12 rue du Bac 54850 MERVILLE

Forme juridique: S.A.R.L. FRADIA

La personne désignée pour diriger l'activité réalisée au titre de l'habilitation est madame Nadia SAVONNIERE.

Art. 2 : L'article 2 de l'arrêté du 14 février 1997 susvisé est modifié et fixé comme suit:

La garantie financière est apportée par la Banque Populaire Lorraine Champagne, 3 rue François de Cures 57021 Metz cédex 01.

Art. 3 : L'article 3 de l'arrêté du 14 février 1997 susvisé est modifié et fixé comme suit :

L'assurance de responsabilité civile professionnelle est souscrite auprès de: AVIVA, 6 rue Maurice Barrès 54000 Nancy.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à:

Mme Nadia SAVONNIERE,

M. le délégué régional au tourisme,

M. le président du comité départemental du tourisme,

M. le président de la chambre de commerce et d'industrie,

M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Nancy, le 23 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits:

Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de Mme la Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Nancy – CO 20038 – 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Direction du développement durable et des politiques interministérielles

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté du 13 juin 2008 prescrivant des mesures de police des mines à la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est - Mine de sel de Varangéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant la présence, dans les travaux souterrains de la mine de Varangéville, de déchets résultants de l'exploitation minière passée, mis en évidence lors de l'incendie survenu le 16 juin 2007 dans l'ancien quartier d'exploitation Saint Jean Baptiste ;

Considérant qu'il convient, dans le cadre du respect des contraintes et obligations afférentes à la sécurité et la santé du personnel, à la sécurité et la salubrité publique, aux caractéristiques essentielles du milieu environnant, d'étudier et de mettre en œuvre les solutions les plus pertinentes de gestion des déchets ainsi entreposés au fond afin d'éliminer ou réduire à un niveau acceptable les risques d'incendie et de contamination de l'environnement, ainsi que de renforcer les dispositions encadrant la gestion de tout déchet à l'avenir produit en relation avec l'activité de la mine ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Les travaux souterrains de la mine de sel de Varangéville exploitée par la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est (CSME) sont soumis aux mesures de police des mines spécifiées aux articles suivants.

Art. 2 : Au sens du présent arrêté :

- constitue un déchet tout résidu du processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que l'exploitant minier destine à l'abandon ;
- est ultime un déchet qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux.

Art. 3 : Sous réserve des dispositions de l'article 7, le stockage pérenne au fond de déchets issus de l'activité d'exploitation, au-delà des délais d'entreposage techniquement motivés, avant leur remontée au jour aux fins d'élimination ou de valorisation, est interdit.

Art. 4 : Les déchets résultant de l'exploitation passée, qui ont été déplacés dans le cadre de la lutte contre l'incendie survenu le 16 juin 2007 et font actuellement l'objet d'un entreposage aux abords du puits Saint-Jean-Baptiste, font l'objet d'un tri sélectif selon les modalités préconisées par le plan de gestion des déchets visé à l'article 5.

Dans le délai d'un (1) mois à compter de la validation, par la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, des orientations préconisées par le plan de gestion des déchets visé à l'article 5, l'exploitant soumet à l'approbation de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement le planning prévisionnel de tri des déchets concernés.

Art. 5 : Dans le délai de six (6) mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant établit et soumet à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement un plan de gestion des déchets résultant de l'exploitation passée, comprenant :

- l'étude des risques et d'impact environnemental liés à la présence des déchets dont l'inventaire et la localisation détaillés ont été produits dans le rapport de juillet 2007, « Mine de sel gemme de Varangéville – Incendie du 16 juin 2007 » ;

- l'étude des solutions techniques susceptibles d'éliminer ou à défaut de réduire à un niveau acceptable les risques d'incendie et de contamination de l'environnement ;
- l'analyse de faisabilité technique et d'efficacité (rapport bénéfice/contraintes) des différentes solutions identifiées, dont les durées de mise en œuvre et la compatibilité avec l'activité de production, ainsi que leur classement par degré de pertinence ;
- l'analyse économique des solutions les plus pertinentes.

Art. 6 : L'exploitation minière est conduite à telle fin de prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets qui en résulte.

L'exploitant procède à l'évacuation régulière des déchets du fond.

Un tri sélectif des déchets d'exploitation est réalisé au fond et une comptabilité des déchets produits et évacués est mise en place. Les filières d'enlèvement et d'élimination des déchets issus de l'exploitation minière peuvent être intégrées aux filières de collecte et d'élimination des déchets issus de l'exploitation de la raffinerie, agréées au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'élimination des déchets ultimes ou la valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir à partir des déchets des matériaux réutilisables ou de l'énergie, s'effectuent dans des installations dûment autorisées à cet effet.

Les justificatifs d'élimination ou de valorisation sont tenus à la disposition de l'administration pendant une durée minimale de cinq (5) ans.

Une consigne relative à la gestion des déchets est établie, portée à la connaissance du personnel, et affichée sur les différents lieux de travail.

Dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant établit et soumet à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement un plan de gestion des déchets qui résulteront de l'exploitation à venir.

Art. 7 : Par dérogation au principe d'interdiction tel que défini à l'article 3, peuvent limitativement être laissés au fond en vue de leur stockage pérenne, les déchets :

- soit susceptibles d'utilisation in situ en contexte minier, notamment les fines résultant de l'abattage du sel ;
- soit pour lesquels il serait justifié de difficultés particulières de remontée au jour dans les conditions techniques et économiques de l'exploitation, notamment les gros matériels imposant d'importantes contraintes de démantèlement.

Ne peuvent rentrer dans le cadre de la présente dérogation que les déchets pour lesquels l'exploitant démontre une absence d'impact sur l'environnement et la sécurité.

Les justifications techniques, économiques et environnementales susvisées font l'objet d'études préalables soumises à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement. Ces études définissent également les conditions de stockage propres à chacun des produits concernés.

Les matériels roulants et parties d'installations fixes laissés au fond sont, au préalable, dépollués de toutes matières dangereuses ou toxiques (huiles, graisses, batteries, produits chimiques,...).

Les déchets laissés au fond sont stockés dans des galeries sélectionnées à cet effet, maintenues accessibles et repérées sur un plan tenu à la disposition de l'administration.

Au sein de ces galeries, les zones de stockage sont signalées et délimitées.

Les galeries de stockage sont implantées dans des secteurs de la mine situés en aval aérage de toute concentration de personnel (front de taille, ateliers, ...) et sécurisés.

Dans ces secteurs, il est interdit d'utiliser une flamme nue et d'exécuter des travaux pouvant présenter un risque d'inflammation, sauf autorisation accordée par le responsable de l'exploitation, motivée par les activités de la mine et délivrée moyennant toutes les précautions requises au regard du risque d'incendie.

Cette interdiction est ostensiblement affichée à chaque accès.

Une comptabilité précise des déchets stockés au fond est tenue à jour. Cette comptabilité, accompagnée du plan de localisation, est adressée annuellement à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Toute activité exercée à proximité des galeries de stockage de déchets est réalisée en accompagnant celle-ci de moyens propres à combattre un éventuel début d'incendie dès lors qu'elle est porteuse d'un tel risque.

Un moyen de communication avec la surface rapidement accessible est implanté dans le voisinage immédiat et en amont aérage de ces zones.

Les conditions d'accès aux zones de stockage sont clairement définies par l'exploitant et portées à la connaissance de l'ensemble du personnel de la mine.

Art. 8 : Chaque zone ou groupe de zones de stockage de déchets, existante ou future, est équipée d'un dispositif de détection d'incendie et d'un système d'alarme.

Les données relatives à la détection sont transmises, en temps réel, au poste de garde de l'usine où une permanence est assurée 24h/24 et 7j/7 toute l'année.

Une procédure relative aux situations d'incendie est établie et régulièrement tenue à jour, définissant le rôle exact des différents intervenants. « Cette procédure est élaborée en concertation avec le service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle et précise les plans devant être tenus à la disposition de ce service en cas d'alerte ».

L'exploitant soumet à l'approbation préalable de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement les caractéristiques et l'étude d'implantation du dispositif de détection, justifiant au plan technique son efficacité prévisionnelle.

Le projet d'implantation et les caractéristiques de détection incendie sont présentés pour approbation dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification du présent arrêté, pour les zones où sont entreposés des déchets résultant de l'activité minière passée. Le dispositif est opérationnel dans le

délai de six (6) mois à compter de la date d'approbation par la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement. Pour les futures zones de stockage, autorisées dans les conditions prévues à l'article 7 susvisé, le dispositif doit être opérationnel préalablement à toute mise en dépôt.

Art. 9 : Le présent arrêté préfectoral, dans le délai de deux (2) mois, à compter de sa date de notification, pourra faire l'objet d'un recours :

- hiérarchique, devant le ministre chargé des mines, par courrier motivé ;
- contentieux, devant le tribunal administratif de Nancy.

Art. 10 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 11 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la Compagnie des Salins du Midi et des Salines de l'Est (établissement de Varangéville) et transmis à titre d'information à :

- M. le directeur départemental de l'équipement ;
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
- Mme la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;
- M. le directeur régional de l'environnement ;
- M. le directeur régional des affaires culturelles ;
- M. le général commandant la 6^{ème} région militaire ;
- M. le directeur départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 16 juin 2008 autorisant la capture de spécimens d'espèces animales protégées

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : M. Julien DABRY est autorisé à capturer définitivement à des fins scientifiques 20 spécimens d'Azuré des paluds et 10 spécimens d'Azuré de la sanguisorbe, au stade chenille et premiers stades dans inflorescence, sur les communes de Baccarat et Jolivet.

Art. 2 : Ces opérations auront uniquement comme but l'étude génétique

Art. 3 : M. Julien DABRY transmettra un rapport de ces activités à la Direction Régionale de l'Environnement Lorraine et au Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire Direction de la Nature et des Paysages, Sous-direction de la Chasse, de la Faune et de la Flore Sauvages.

Art. 4 : La présente autorisation est valable jusqu'au 31 août 2008.

Art. 5 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Julien DABRY, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera par ailleurs adressée à MM. le Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, Direction de la Nature et des Paysages, le Sous-Préfet de Lunéville, le Directeur régional de l'environnement, le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le Directeur du service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage, le Directeur territorial de l'Office National des Forêts, le Directeur départemental de la sécurité publique et le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 19 juin 2008 portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4112012 « Jarny - Mars-la-Tour »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est créé un comité de pilotage chargé de conduire l'élaboration du document d'objectifs du site Natura 2000 FR4112012 « Jarny-Mars-la-Tour » et sa mise en œuvre.

Art. 2 : Le comité de pilotage est composé ainsi qu'il suit :

- Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés
- le Président du Conseil Régional de Lorraine ou son représentant,
- le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le Président du Parc Naturel Régional de Lorraine ou son représentant,
- le Président de la communauté de communes du Jarnisy ou son représentant,
- le Président de la communauté de communes du Mad à l'Yron ou son représentant,
- le Maire de Bruville ou son représentant,
- le Maire de Doncourt-lès-Conflans ou son représentant,
- le Maire de Hannonville-Suzémont ou son représentant,
- le Maire de Jarny ou son représentant,
- le Maire de Mars-la-Tour ou son représentant,
- le Maire de Saint-Marcel ou son représentant,
- le Maire de Sponville ou son représentant,
- le Maire de Tronville ou son représentant,
- le Maire de Ville-sur-Yron ou son représentant,
- Représentants de propriétaires, exploitants, usagers, associations de protection de la nature, scientifiques
- le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,

- le Président de la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le Président de la Chambre Départementale d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le Président de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le Président des Jeunes Agriculteurs de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le Président de la Chambre Régionale d'Agriculture de Lorraine, au titre du Réseau Agrifaune ou son représentant,
- le Président du Syndicat Départemental de la Propriété Privée Rurale de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le Président du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel ou son représentant,
- le Président du Conservatoire des Sites Lorrains ou son représentant,
- le Président du Centre Ornithologique Lorrain ou son représentant,
- le Président de la Ligue de Protection des Oiseaux - Meurthe-et-Moselle Nord ou son représentant,

Représentants de l'Etat participant aux travaux du comité de pilotage à titre consultatif

- le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le Directeur Régional de l'Environnement ou son représentant,
- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le Directeur de la Délégation Régionale de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage Alsace-Lorraine ou son représentant,
- le Directeur de la Délégation Interrégionale de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ou son représentant,
- le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse ou son représentant,
- le Directeur Départemental de l'Equipement de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,

Art. 3 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle convoque et préside, lui-même ou son représentant, la première réunion du comité de pilotage Natura 2000.

A cette occasion, les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent, parmi eux, le président du comité de pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs et du suivi de sa mise en œuvre.

A défaut, la présidence du comité est assurée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

Ces désignations interviennent initialement pour la durée d'élaboration du document d'objectifs puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Art. 4 : Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de Briey, le Directeur Régional de l'Environnement de Lorraine, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux membres.

Nancy, le 19 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Extrait de l'arrêté du 12 juin 2008 portant règlement de co-affectation de la cité administrative de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le règlement de co-affectation de l'immeuble domanial bâti, situé dans le département de Meurthe-et-Moselle à Nancy, rue Sainte Catherine, numéro 45, cadastré section AO n° 115 pour 19 095 m², est adopté après examen par les membres du conseil de cité.

Art. 2 : Les services co-affectataires des lots de parties privatives sont les suivants :

- ⇒ Direction des services fiscaux
- ⇒ Trésorerie générale
- ⇒ Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt
- ⇒ Ministère de l'Intérieur – Préfecture de Meurthe-et-Moselle
- ⇒ Ministère de l'Intérieur – Service Zonal des Systèmes d'Information et de Communication
- ⇒ Direction Régionale des Douanes

Art. 3 : Le règlement de co-affectation annexé au présent arrêté précise la division de la cité et les règles de partage de des charges de fonctionnement et de gros entretien de la cité, ainsi que les conditions dans lesquelles les services occupant de la cité utilisent l'ensemble immobilier.

Ce règlement de co-affectation fait également l'objet de 5 annexes :

- I Plan
- II Etats descriptifs de division
- III Etat d'affectation : mise à jour
- IV Détermination des surfaces pondérées de chaque occupant.
- V Etat d'occupation : mise à jour.

Ces 5 annexes sont tenues à jour par le trésorerie générale, service gestionnaire de la cité administrative, et seront soumises chaque année à la validation du conseil de cité, de sorte qu'un avenant annuel entérine les modifications apportées au règlement de l'année n-1.

Art. 4 : Les charges de fonctionnement des parties communes et privatives sont réparties entre les co-affectataires de l'ensemble immobilier,

proportionnellement à la surface pondérée des locaux et dépendances dont ils ont l'usage.

Art. 5 : Par décision du conseil de cité, le Service Zonal des Systèmes d'Information et de Communication du Ministère de l'Intérieur conserve son compteur d'électricité individuel et s'acquitte, sur son budget propre, des factures correspondantes.

Art. 6 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont les annexes seront disponibles en préfecture.

Une ampliation sera adressée à :

- M. le Directeur des Services Fiscaux de Meurthe-et-Moselle
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt
- M. le Directeur Régional des Douanes
- M. le Directeur du Service Zonal des Systèmes d'Information et de Communication de Metz
- M. le Trésorier Payeur Général
- Mme la Directrice des Archives Départementales

Nancy, le 12 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Arrêté N° 08.BMSSE.50 du 26 juin 2008 accordant délégation de signature à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de l'arrondissement de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

Vu la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 10 mars 2005, nommant Monsieur Philippe RONSSIN sous-préfet de l'arrondissement de Briey ;

Vu le décret du président de la République en date du 28 juillet 2006 nommant Monsieur Jérôme NORMAND en qualité de sous-préfet, chargé de mission auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 11 septembre 2006 nommant Monsieur Jacques RANCHERE en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 14 mars 2007 nommant Monsieur Jean-Michel MOUGARD secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant Monsieur Philippe SAFFREY sous-préfet de Lunéville ;

Vu le décret du président de la République en date du 4 juin 2008 nommant Monsieur Bernard BREYTON sous-préfet de Toul ;

Vu la circulaire NOR INT A00072C du 10 juin 2004 relative à la suppléance et l'intérim des fonctions préfectorales aux absences et congés des préfets et des sous-préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à Monsieur Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, à compter du 30 juin 2008, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE

1) Octroi du concours de la force publique :

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

2) Réquisition de logements

3) Police des débits de boissons :

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

4) Police des armes :

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)

- délivrance des permis de chasser
 - visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France
 5) Manifestations sportives sur la voie publique :
 - arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
 - réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
 - récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball trap
 6) Police funéraire :
 - création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire-enquêteur
 - autorisation de transport de corps en territoire étranger
 7) Professions et activités réglementées :
 - agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers
 - autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (code du Commerce, articles L.310-1 à L.310-7)
 - délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret N° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
 - carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.
 II - ETAT- CIVIL ET ASSOCIATIONS
 1) carte nationales d'identité (autorisations de sortie de territoire pour les mineurs, laissez-passer)
 2) passeports
 3) associations (délivrance des récépissés de déclaration)
 III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE
 - suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route
 IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES
 1) Affaires électorales
 - créations ou suppressions de bureaux de vote
 - constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
 - fixation des dates limites :
 du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
 de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
 de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche
 2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints
 3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Toul
 4) Limites territoriales :
 - prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
 - prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune
 5) Intercommunalité :
 - création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement
 - autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
 - autres modifications statutaires desdits E.P.C.I
 - décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
 - création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
 - acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement
 6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs
 7) Divers :
 - délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques, utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990
 V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF
 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales
 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)
 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :
 - signature des recours gracieux et lettres d'observation
 - information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif
 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
 - saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.
 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes
 6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004
 VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME
 1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif
 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques
 3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement
 4) Arrêtés de composition du conseil d'administration de l'Office Public HLM.
 VII - ENVIRONNEMENT
 Police des forêts
 - distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et L.141-1 et R.141-3 à L.141-8 du code forestier)
 - soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
 - avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
 - approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
 - présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R.134-8 DU Code Forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)
 - décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du code rural)
 VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS :
 ♦ "accusé réception" aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subvention au titre :
 - des fonds structurels européens
 - des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), FISAC (Fonds d'Intervention pour la Sauvegarde de l'Artisanat et du Commerce), Dotation Globale d'Équipement des Communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)
 ♦ arrêtés attributifs de subventions pour la dotation globale d'équipement (DGE) des communes
 IX - ADMINISTRATION GÉNÉRALE
 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis
 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement
 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (articles R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)
 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux
 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance
 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées
 X - SOCIAL
 - Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement
 Art. 2 : Délégation est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de Toul pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de Toul pour l'accessibilité aux personnes handicapées.
 En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard BREYTON, sous-préfet, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mlle Jacqueline THOUVENIN, attaché principal, chargée d'une mission auprès du sous-préfet de Toul et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à Mme Danièle THIRION, secrétaire administrative de classe normale à la sous-préfecture de Toul.
 Art. 3 : Délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, au titre des dépenses de fonctionnement (programme administration territoriale 108) relevant de ses centres de responsabilité (résidence et services administratifs) et pour les lignes budgétaires dont il a la responsabilité.
 Art. 4 : Délégation de signature est donnée à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :
 - délivrance des primata et duplicata :

de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
de permis étrangers dont la conversion est possible
de permis internationaux

- délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul

- délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage

Art. 5 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard BREYTON, sous-préfet, cette délégation de signature est donnée à Mademoiselle Jacqueline THOUVENIN, attaché principal, chargée d'une mission auprès du sous-préfet de Toul et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par Madame Sylvie ZANDER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Art. 6 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)

- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire

- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence

- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)

- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;

- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;

- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;

- les décisions portant :

refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
retrait de récépissé de carte de séjour ou d'autorisation provisoire de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Art. 7 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres,

3°) aux parlementaires,

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général.

Art. 8 : Délégation permanente de signature est donnée à Mlle Jacqueline THOUVENIN, attaché principal, chargée d'une mission auprès du sous-préfet de Toul, à l'effet de signer, au nom du sous-préfet, les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous les documents dans le cadre de la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale se rapportant à l'article 3 du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mlle Jacqueline THOUVENIN, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie ZANDER, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

Art. 9 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard BREYTON, sous-préfet de Toul, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont exercées par Monsieur Jean-Michel MOUGARD, secrétaire général de la préfecture, par Monsieur Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, par Monsieur Philippe RONSSIN, sous-préfet de Briey et, à défaut de ces derniers, par Monsieur Jérôme NORMAND, sous-préfet, chargé de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Monsieur Jacques RANCHERE, sous-préfet, directeur de cabinet.

Art. 10 : L'arrêté préfectoral n°08.BMSSE.08 du 25 février 2008 accordant délégation de signature à M. SAFFREY, sous-préfet de Lunéville chargé d'assurer l'intérim de la vacance des fonctions de sous-préfet de Toul, est abrogé à compter du 29 juin 2008.

Art. 11 : Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Toul sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et à la sous-préfecture de Toul et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une ampliation sera adressée à M. le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 juin 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Sous-préfecture de Lunéville

Extrait de l'arrêté du 12 juin 2008 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes du Val-de-Meurthe dans le cadre d'une extension de compétences

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, les conditions de majorité sont atteintes ;

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 3 des statuts est rédigé comme suit :

La communauté de communes a pour objet la mise en œuvre de toute politique destinée à assurer le développement et l'aménagement du territoire des communes adhérentes.

La communauté de communes exerce les compétences suivantes :

Au titre des compétences obligatoires

En matière de développement économique

Appui aux entreprises :

- Accueil, information et orientation des porteurs de projets économiques

- Adhésion à la plate-forme d'initiatives locales du Lunévillois

- Adhésion au CAPEMM

- Etablissement et gestion d'un fichier des locaux et terrains économiques vacants

- Soutien aux initiatives collectives des acteurs économiques (commerçants, artisans, agriculteurs, industriels)

- Action pour le maintien et une présence efficace des services publics de proximité

- Réalisation d'une étude sur les possibilités de création de nouvelles zones d'activités économiques sur le territoire communautaire

- Participation à la pépinière d'entreprise de Pays

Développement touristique :

- Participation aux actions de promotion touristique, notamment par :

. L'adhésion à l'Office de Tourisme du Pays Lunévillois, et participation aux actions de promotion

. L'adhésion au Comité Départemental du Tourisme

Actions en faveur de l'emploi

- Accueil et accompagnement des demandeurs d'emploi par la gestion d'un dispositif de permanences emploi - formation sur le territoire communautaire, en liaison avec les partenaires compétents (associations et service public de l'emploi) notamment par le soutien à l'association Entr'aide chômeurs

- Adhésion à la Mission Locale pour l'emploi des jeunes du Lunévillois

En matière d'aménagement de l'espace communautaire

- Elaboration d'un projet de développement du territoire communautaire

- Participation à l'élaboration, approbation, suivi et gestion de la Charte de Pays au sens de la Loi précisant la notion de Pays

- Adhésion au syndicat mixte du Pays du Lunévillois

- Participation à l'élaboration d'un Schéma de Cohérence Territoriale et adhésion au Syndicat Mixte pour la gestion du SCOT Sud 54

- Soutien aux projets de valorisation de l'environnement, par l'appui au montage de dossiers et la recherche de financements

- Aménagement des affluents de la Meurthe (selon la liste et dans les conditions ci-après) :

Ruisseau de la Fontaine Bénite Rehainviller

Ruisseau Le Chéri Mont sur Meurthe

Ruisseau des Etangs (se jette dans la Mortagne) Mont sur Meurthe

La Mortagne Mont sur Meurthe

Ruisseau St Claude St Antoine Blainville sur l'Eau

Ruisseau du Clos Pré Damelevières

Ruisseau de Charmois (se jette dans le Chauffontaine) Charmois

Ruisseau du Corbeau, venant de la Ferme des Corbeaux Barbonville

(se jette dans le Chauffontaine) Charmois

Ruisseau des Petites Fontaines, à l'entrée de Damelevières

venant de Barbonville et du plateau de Saffais Barbonville

(se jette dans le Chauffontaine) Damelevières

Ruisseau du Breuil Barbonville

(se jette dans le Chauffontaine) Damelevières

Ruisseau de Chauffontaine Charmois Damelevières

Ruisseau du Breuil Rau Vigneulles

Cet aménagement, proposé par la ou les commune(s) concernée(s), consiste en des opérations ponctuelles (étude, travaux de restauration), excluant l'entretien courant des ruisseaux.

L'objectif d'un tel aménagement est :

- La protection de l'environnement, des personnes et des biens (notamment la lutte contre les inondations, la restauration des berges, la préservation de la qualité des eaux)

Cet aménagement inclut :

- la maîtrise d'ouvrage par la CCVM pour les études et les travaux (incluant notamment les demandes de subventions et les consultations d'entreprises)

- la participation financière de la CCVM à hauteur des subventions qui lui sont accordées, le résiduel hors taxes restant à la charge de la ou des commune(s) concernée(s).

Les conditions de participation respectives de la Communauté de Communes du Val de Meurthe et de la ou des communes sont définies par convention.

Au titre des compétences facultatives

Habitat et cadre de vie

- Conduite d'Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat

- Mise en place d'une politique d'amélioration de l'habitat en complément des dispositifs traditionnels selon des règlements soumis à l'approbation du Conseil Communautaire.

- Etude pour la création de logements d'urgence.

Environnement

- Collecte des déchets ménagers et assimilés, traitement par tout procédé respectant la législation en vigueur

- Gestion de la déchetterie située entre Damelevières et Haussenville

Equipements sportifs, socio-culturels et sportifs

Action culturelle et socioculturelle :

- Organisation :

- de manifestations culturelles intercommunales, (exemple : Journées Découverte du territoire en 2005)
- de spectacles professionnels élaborés en partenariat avec les acteurs du territoire de la CCVM, avec la participation matérielle et humaine de toutes les communes.
- Diffusion de spectacles professionnels auprès des scolaires, accompagnés d'animations pédagogiques
- Mise en place d'une politique de soutien ponctuel aux projets culturels intéressant au moins 4 communes, selon des règlements soumis à l'approbation du Conseil Communautaire.
- Aide financière, accueil et organisation de sessions de formation aux métiers de l'animation :
 - . pour des personnes résidant sur le territoire de la CCVM
 - . ou concernant des actions ayant des retombées pour le territoire.

Equipements sportifs :

- Gestion, extension et rénovation du gymnase du Haut des Places à Blainville sur l'Eau
 - Etude sur les besoins d'utilisation d'équipements sportifs
 - Mise en réseau d'infrastructures sportives publiques ou privées, aux normes, en bon état d'entretien et d'utilisation.
- Les conditions de mise en réseau sont régies par convention entre la CCVM et les propriétaires des équipements. L'entretien courant est à la charge de la CCVM, les propriétaires des installations sportives assurant les investissements nécessaires à leur maintien en parfait état de fonctionnement.

Action sociale

- Réflexion sur l'extension du service d'accompagnement à la scolarité à toutes les communes du territoire.
- Accueil et Permanence d'information juridique pour les familles (CIDF-F)
- Soutien à des actions favorisant les échanges entre les générations, concernant des personnes issues de 4 communes au moins.

Autres compétences

- Distribution publique d'énergie électrique à l'exception de la maîtrise d'ouvrage des travaux de premier établissement, de renforcement, d'amélioration et de perfectionnement des ouvrages de distribution d'énergie électrique ; adhésion au syndicat départemental d'électricité.
- Conduite d'études sur l'amélioration des systèmes de transports publics, en lien avec le Pays Lunévillois et le Conseil Général. Le Conseil Régional
- Conduite d'une politique de communication favorisant la participation des habitants au développement du territoire communautaire :
 - . Création et gestion d'un site Internet,
 - . Publication d'un bulletin d'information communautaire
 - . Actions favorisant la communication de la CCVM
- Gestion d'une régie de service d'ouvriers intercommunaux pour :
 - . Assurer un service de propreté des voiries et des avaloirs
 - . Réaliser de menus travaux sur le patrimoine intercommunal
 - . Assister les communes pour l'entretien des espaces publics et pour divers travaux de maintenance sur le bâti
- Réalisation du bilan carbone sur le territoire de la CCVM – approche patrimoine et services
- Etude diagnostic et prospective sur les services de la petite enfance et de la jeunesse

Maîtrises d'ouvrage déléguées

La communauté pourra sous certaines conditions établies par le Conseil Communautaire, et à la demande des communes membres, assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux propres à ces communes. Une convention de délégation fixera les conditions techniques et financières de cette prestation. La communauté pourra, sous certaines conditions, fournir des prestations de service à toute commune ou tout groupement de commune, dans le respect de la réglementation en vigueur. Une convention de prestation de services en fixera les conditions techniques et financières.

Art. 2 : Les statuts modifiés ci-joints sont approuvés.

Art. 3 : Le sous-préfet de Lunéville et la présidente de la communauté de communes du Val-de-Meurthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 12 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Philippe SAFFREY

Les statuts sont consultables à la sous-préfecture de Lunéville.

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 14 du 13 juin 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : Le Président du Conseil d'Administration élu parmi le collège de personnalités qualifiées en la personne de Monsieur Bernard MULLER.

Art. 2 : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE est fixée comme suit :

1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant six membres :

- a) Cinq représentants des Communes de rattachement dont un représentant au moins de la Commune siège :
 - Monsieur René ACREMENT, Conseiller Municipal de la Ville de Cirey-sur-Vezouze (fin du mandat en mars 2014).
 - Monsieur Jean-Pierre LATZER, Conseiller Municipal de la Ville de Cirey-sur-Vezouze (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Jean-Marc VILLA, Adjoint au Maire de la Ville de Blâmont (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Olivier BAPTISTE, Conseiller Municipal de la Ville de Blâmont (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Michel LAURENT, Conseiller Municipal de la Ville de Badonviller (fin du mandat en mars 2014).

b) Un représentant du Département dans lequel est située la commune :

- Madame Josiane TALLOTTE, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

2) Un collège des personnels comportant six membres :

- a) Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur le Docteur Jean-Michel MATHIAS, Médecin (fin du mandat en décembre 2011).
- b) Deux autres membres de la Commission Médicale d'Etablissement :
 - Monsieur Jean-Sébastien TRESCHER, Vice-Président de la CME, Pharmacien (fin du mandat en décembre 2011),
 - Monsieur le Docteur Yves KENNEL, Médecin (fin du mandat en décembre 2011).

c) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :

- Mademoiselle Monique MILLER, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en janvier 2009).

d) Deux représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Madame Angélique KAUTZ, Aide-Soignante, représentant le syndicat FO (fin du mandat en décembre 2011),
- Madame Muriel ADRIAN, Aide-Soignante, représentant le syndicat CGT (fin du mandat en décembre 2011).

3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :

- a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
 - Monsieur Bernard MULLER, Maire de la Ville de Badonviller (fin du mandat en mai 2011),
 - Madame Danièle TEPINIER, Infirmière Libérale (fin du mandat en mai 2011),
 - Monsieur le Docteur René THOMAS, Médecin non hospitalier en retraite (fin du mandat en mai 2011).

b) Trois représentants des usagers :

- Madame Marie-Hélène CAMAILLE, représentant l'Association "Familles Rurales" (fin du mandat en janvier 2010),
- Monsieur André CHATELAIN, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mai 2011),
- Représentant des Usagers en attente de désignation.

4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée :

- Madame Marie MILLOT (fin du mandat en juin 2011).

Art. 3 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 13 du 7 Mai 2008.

Art. 4 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 juin 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,
La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 20 du 13 juin 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Toul

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de TOUL est fixée comme suit :

1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :

- a) Le Maire de la Commune, Président de droit :
 - Madame Lucette LALEVEE, Adjointe au Maire de la Ville de Toul (fin du mandat en mars 2014).
- b) Trois représentants de la Commune :
 - Monsieur Gérard HOWALD, Adjoint au Maire de la Ville de Toul (fin du mandat en mars 2014),
 - Madame Lydie LE PIOUFF, Conseillère Municipale de la Ville de Toul (fin du mandat en mars 2014),
 - Monsieur Alain ANSTETT, Conseiller Municipal de la Ville de Toul (fin du mandat en mars 2014).

c) Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :

- Madame Pâquerette TROUSSON, Adjointe au Maire de la Ville d'ECROUVES (fin du mandat en mars 2014),
- Monsieur Julien HEZARD, Conseiller Municipal de la Ville de Foug (fin du mandat en mars 2014).

d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :

- Madame Michèle PILOT, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :

- Madame Annie VILLA, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).

2) Un collège des personnels comportant huit membres :

- a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :

- Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente (fin du mandat en mars 2010),

- Madame le Docteur Marie-Catherine FROSSARD, Vice-Présidente (fin du mandat en mars 2010),

- Madame BARDIN, Pédiatre (fin du mandat en mars 2010),

- Madame le Docteur CHARPENTIER (fin du mandat en mars 2010).

- b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :

- Madame Evelyne MELAT, Aide-soignante (fin du mandat en décembre 2010).

c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Madame Marianne PIERSON, Aide-soignante, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),

- Madame Angèle RICO, Infirmière, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),

- Madame Sylvie BERNARD, Aide-soignante, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).

3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :

- a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :

- Madame Colette DE NARDO (fin du mandat en mai 2010),

- Monsieur le Docteur Bernard LAUER, Médecin Généraliste non hospitalier (fin du mandat en mai 2009),

- Monsieur Didier HENRY, Infirmier Libéral (fin du mandat en mai 2009).

- b) Trois représentants des usagers :

- Madame Denise ALLAIT, représentant l'Association "Pour le Droit de Mourir dans la Dignité" (fin du mandat en janvier 2011),

- Monsieur Daniel D'HIVER, Président de l'UDAF de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mai 2010),

- Monsieur Maurice JORROT, représentant le Centre Technique Régional de la Consommation (fin du mandat en janvier 2011).

4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée :

- Monsieur Gérard GOLFOUSE (fin du mandat en juin 2011).

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 19 du 7 Mai 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de TOUL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 juin 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 24 du 13 juin 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Briey

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de BRIEY est fixée comme suit :

1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :

- a) Le Maire de la Commune, Président de droit :

- Monsieur Guy VATTIER, Maire de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014).

- b) Trois représentants de la Commune :

- Monsieur François DIETSCH, Conseiller Municipal de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014),

- Monsieur Jean WOJDACKI, Adjoint au Maire de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014),

- Madame Martine BELLARIA, Conseillère Municipale de la Ville de Briey (fin du mandat en mars 2014).

c) Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :

- Monsieur TONIOLLO Jean, Adjoint au Maire de la Ville d'Homécourt (fin du mandat en mars 2014),

- Monsieur le Docteur Jean-Jacques GOTTINI, Conseiller Municipal de la Ville de Joeuf (fin du mandat en mars 2014).

d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :

- Monsieur André CORZANI, Maire de la Ville de Joeuf, Vice-Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2014).

e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :

- Monsieur Christian ECKERT, Conseiller Régional de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).

2) Un collège des personnels comportant huit membres :

- a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :

- Monsieur Jean-Marie DOLLARD, Président, Praticien Hospitalier (fin du mandat en mai 2011),

- Monsieur Antoine AL HALABY, Cardiologue (fin du mandat en mai 2011),

- Monsieur Laurent MARTIN, Chirurgien (fin du mandat en mai 2011),

- Monsieur Jean-Xavier PAUTOT, Médecin (fin du mandat en mai 2011).

- b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :

- Madame Mireille GRANDMAIRE, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en juin 2010).

c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Madame Rosette BOUDIN, Administrateur, représentant le Syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),

- Madame Martine LEPAGE, Aide-soignante, représentant le Syndicat CGT (fin du mandat le 31 décembre 2011),

- Monsieur Lionel SANTOLINI, représentant le Syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).

3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :

- a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :

- Maître Pierre LACROIX, Bâtonnier (fin du mandat en juin 2010),

- Monsieur le Docteur Dominique RICHTER, Médecin Généraliste non Hospitalier (fin du mandat en janvier 2009),

- Madame Geneviève VIBERT, Infirmière Libérale (fin du mandat en février 2009).

- b) Trois représentants des usagers :

- Monsieur Bernard CREHANGE, Administrateur et Secrétaire Général de la Ligue contre le Cancer - Comité Départemental 54 (fin du mandat en juin 2010),

- Monsieur Michel CORRADI, représentant l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en juin 2011),

- Représentant des usagers en attente de désignation.

4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée :

- Madame Josette EDFRENNES (fin du mandat en octobre 2009).

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 23 du 15 Mai 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 juin 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation
et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 28 du 18 juin 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixée comme suit :

1) Un collège de représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :

- a) Le Maire de la Commune, Président de droit :

- Monsieur Luc BINSINGER, Maire de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014).

- b) Trois représentants de la Commune :

- Madame Josette LECOMTE, Adjointe au Maire de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014),

- Monsieur Patrick LAUGEL, Conseiller Municipal de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014),

- Monsieur Marc VIEVILLE, Conseiller Municipal de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014).

c) Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :

- Monsieur Gérard SPEISSMANN, Conseiller Municipal de la Ville de Jarville la Malgrange (fin du mandat en mars 2014),

- Madame Anne-Marie SPUCK, représentant la commune de Dombasle sur Meurthe (fin du mandat en mars 2014).

d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :

- Monsieur Jean-Claude PISSENE, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011).

e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :

- Madame Solange DUCAMIN, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).

2) Un collège des personnels comportant huit membres :

a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :

- Monsieur le Docteur Pierre WOURMS, Pharmacien (fin du mandat en juin 2011),

- Madame le Docteur Laurence COCHART, Praticien Hospitalier, Chef de Service (fin du mandat en juin 2011),

- Monsieur le Docteur Rémy CURE, Praticien Hospitalier (fin du mandat en juin 2011),

- Madame le Docteur Odile STREIFF-GILLES, Praticien Hospitalier (fin du mandat en juin 2011).

b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :

- Madame Béatrice CHAMBRE, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en décembre 2010).

c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :

- Madame Henriette SALTEL-ISELLA, Infirmière, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),

- Madame Nadine BEYDON, Adjoint Administratif, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),

- Monsieur Didier LAVOT, Cadre de santé, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).

3) Un collège de personnalités qualifiées et de représentants des usagers comportant six membres :

a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :

- Monsieur Jean DEMETTRE, personne qualifiée (fin du mandat en mars 2010),

- Monsieur le Docteur Christophe LAINE, Médecin Généraliste (fin du mandat en septembre 2010),

- Monsieur Paul LETE, Masseuse-Kinésithérapeute, représentant non hospitalier des professions paramédicales (fin du mandat en mai 2011).

b) Trois représentants des usagers :

- Madame Nicole DOLLER, représentant l'Association ESPOIR 54 (fin du mandat en janvier 2011),

- Madame Véronique ALASSEUR, représentant l'UNAFAM de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en janvier 2011),

- Monsieur Michel KLING, représentant de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en juin 2011).

4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée :

- Monsieur Lionel DEBIEMME, Manipulateur en radiologie (fin du mandat en mai 2011).

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 27 du 27 Mai 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juin 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 3 du 18 juin 2008 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin est fixée comme suit :

1) Le représentant de l'Etat dans le département :

- Monsieur Hugues PARANT, Préfet de Meurthe-et-Moselle.

2) Le Directeur de l'Unité de Formation et de Recherche de Médecine :

- Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Doyen de la Faculté de Médecine de Nancy (fin de mandat en mars 2013).

3) Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire :

- Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHR de Nancy.

4) Une personnalité scientifique désignée par l'Institut National du Cancer :

- Madame Christiane BRANLANT, Directeur de recherche au CNRS (fin de mandat en mai 2010).

5) Un représentant du Conseil Economique et Social Régional (CESR) :

- Monsieur Patrice SANGNIER, Vice-Président du Conseil Economique et Social de Lorraine (fin de mandat en février 2009).

6) Quatre représentants des personnels du Centre, dont deux désignés par la Commission Médicale et deux par le Comité d'Entreprise dont un ayant le statut de cadre :

- Monsieur le Docteur VERHAEGHE, représentant la Commission Médicale d'Etablissement (fin de mandat en juin 2009),

- Monsieur le Professeur CONROY, représentant la Commission Médicale d'Etablissement (fin de mandat en juin 2009),

- Madame Dominique VOLFF, Cadre, représentante du Comité d'Entreprise (fin de mandat en mai 2009),

- Madame Magda MARI, représentante du Comité d'Entreprise (fin de mandat en mai 2009).

7) Quatre personnalités qualifiées, dont au moins un médecin :

- Monsieur André ROSSINOT, Maire de la ville de Nancy, Président de la Communauté Régionale de Lorraine (fin de mandat en mai 2010),

- Madame Daouia BEZAZ, Conseillère Régionale de Lorraine (fin de mandat en juin 2011),

- Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin de mandat en mai 2011),

- Un médecin en attente de désignation.

8) Deux représentants des usagers :

- Monsieur André HUMBERT, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer (fin de mandat en mai 2010),

- Monsieur le Docteur Roger SAFFROY, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer (fin de mandat en mai 2010).

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 2 du 14 Avril 2008.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juin 2008

Pour le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

Christiane PERNET

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Direction régionale des affaires sanitaires et sociales

Extrait de l'arrêté D.R.A.S.S. n° 2008-115 en date du 27 mai 2008 portant retrait d'agrément de la Mutuelle de la Brasserie de Champigneulle (MBC)

Le préfet de la Région Lorraine

Préfet de la zone de défense Est

Préfet de la Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La Mutuelle de la Brasserie de Champigneulle (MBC), inscrite au registre national des mutuelles sous le numéro 383 987 666, dont le siège social se situait à Champigneulle (54250), 2 rue Gabriel Bour, fait l'objet, au vu de sa cessation d'activité au 1^{er} avril 2007, d'un retrait d'agrément pour pratiquer les opérations relevant des branches ou sous-branches suivantes mentionnées à l'article R.211-2 du code précité :

1 - Accidents (y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles) ;

2 - Maladie ;

Art. 2 : Le Secrétaire général pour les affaires régionales, la Directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de l'Union européenne, au journal officiel de la République Française, au bulletin officiel de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Pour le préfet de la Région Lorraine et par délégation,

La Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et sociales,

Mireille WILLAUME

Direction régionale des affaires culturelles de Lorraine

Secrétariat des licences

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/204 du 1^{er} février 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 2-1012095 et 3-1012096 sont accordées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Olivier BELLO, « BSM PRODUCTION », 27, rue de la Libération, 54700 Villers-sous-Preny.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} février 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur régional des affaires culturelles,

Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/205 du 1^{er} février 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1012083 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Jérôme BONDONI, « ACCORDANSE » 5, rue de la Mairie, 54150 Avril.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/206 du 1^{er} février 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{re} et 3^e catégorie portant les numéros 54-0409 et 54-0410 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur Gérard HOWALD, Mairie de Toul, 13, rue de Rigny, 54200 Toul.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/207 du 1^{er} février 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 54-0459 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Nadine LEDRU, « La Salamandre » 13, rue Lecreulx, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/208 du 1^{er} février 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 2-1012085 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Sylvie MAILLARD, « TAC'THEATRE », 32, Bd de Baudricourt, 54600 Villers-lès-Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/209 du 1^{er} février 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 2^e catégorie portant le numéro 54-0027 est renouvelée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Bernadette MEYER, « Etonnants Messieurs Durand » 92, rue Stanislas, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/210 du 1^{er} février 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 1^{re}, 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 54-0131, 54-0298 et 54-0299 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Patricia POETTE, « Form' Actions Théâtre », 11, Grand rue, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/211 du 1^{er} février 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : Les licences d'entrepreneur de spectacles de 2^e et 3^e catégorie portant les numéros 54-0467 et 54-0468 sont renouvelées pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Monsieur François ROUSSEAU, Association WAF, 21, rue du pont Mouja, 54000 Nancy.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} février 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Extrait de l'arrêté DRAC-LICENCES 54/2008/212 du 1^{er} février 2008

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le candidat remplit les conditions exigées par la législation en vigueur,

ARRETE

Art. 1^{er} : La licence d'entrepreneur de spectacles de 3^e catégorie portant le numéro 3-1012089 est accordée pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté à :

Madame Marie TOUSSAINT, « LOLLYPOPS » 1, lot des Prunelliers, 54230 Chavigny.

Art. 2 : Les infractions à la législation relative aux spectacles, visée ci-dessus, ainsi notamment qu'aux lois sociales, peuvent entraîner l'application des mesures prévues à l'article 11 de l'ordonnance du 13 Octobre 1945 modifiée.

Art. 3 : Pour chaque spectacle, les supports publicitaires destinés au public devront porter l'indication de l'identité, la raison sociale et la référence de la (ou des) licence(s) d'entrepreneur de spectacle citée(s) à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 1^{er} février 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Luc BREDEL

Direction régionale des douanes et droits indirects de Nancy**Arrêté douanes et droits indirects du 12 juin 2008 portant subdélégation de signature**

Le directeur régional des douanes et droits indirects de la direction régionale de lorraine

Vu le décret n°2008-158 du 22 février 2008

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu l'arrêté ministériel du 17 avril 2008 nommant M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects à Nancy à compter du 1^{er} juin 2008

Vu l'arrêté préfectoral N° 08.BMSSE.46 en date du 05 juin 2008 donnant délégation de signature à M. Joseph SCHWARTZ

ARRETE

Art. 1^{er} : En application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 08.BMSSE.46 en date du 05 juin 2008 accordant délégation de signature à M. Joseph SCHWARTZ, directeur régional des douanes et droits indirects à Nancy, délégation est donnée, à l'effet de signer, pour les matières relevant de la gestion courante du personnel, du matériel et des locaux abritant ses services, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Luc PERIGNE, directeur des services douaniers, exerçant les fonctions de chef du pôle orientation des contrôles,
- Mme Anne-Françoise DUBOIS, inspectrice principale, exerçant les fonctions de chef du pôle action économique,
- M. Stanislas NIEWMIERZYCKI, inspecteur régional de 1^{ère} classe, exerçant les fonctions de secrétaire général,
- M. Dominique LAURAIN, inspecteur régional de 3^e classe, exerçant en l'absence du titulaire les fonctions de secrétaire général intérimaire,
- Mme Florence WALLER-LEITNER, inspectrice, exerçant en l'absence du titulaire les fonctions de secrétaire général intérimaire.

Art. 2 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur régional des douanes et droits indirects de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à M. le trésorier payeur général.

Nancy, le 12 juin 2008
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur régional des douanes et droits indirects,
Joseph SCHWARTZ

Direction interdépartementale des routes – Est
Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté n° 2008-DIR-Est-M-54-040 en date du 17 juin 2008 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur la bretelle Rosières/Nancy au diffuseur de Dombasle sur A33 (PR 24+100)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Art. 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A33 bretelle Rosières/Nancy du diffuseur de Dombasle sens Strasbourg/Nancy	
PR + SENS	PR 24+100	
SECTION	Bretelle Rosières/Nancy	
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement	
PERIODE GLOBALE (date à date)	La journée du 18 juin 2008	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VD sens Strasbourg vers Nancy Fermeture Bretelle Rosières/Nancy du diffuseur de Dombasle Limitation de vitesse à 90Km/h au droit de la neutralisation de la voie de droite sens Strasbourg/Nancy au PR 25+000 Schéma N° cf 113 a	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	MISE EN PLACE PAR : DIR-Est/DE de Metz	SOUS LA RESPONSABILITE DE : District de Nancy-CEI de Fléville

Art. 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

	Date à date	PR. et SENS	Description des travaux	Déviation
	18 juin 2008 de 9h à 16h	Sur A33 PR 25+000	Neutralisation de la voie de droite sens Strasbourg/Fléville Fermeture bretelle Rosières/Nancy	Les usagers sont invités à rester sur la section courante de la RD 116 avenue de Rosières, puis prendre l'avenue des Vosges, Route de Blainville et accès Nancy par la bretelle Dombasle/Nancy de l'échangeur des sables. Les usagers sortant de Dombasle pour la direction de Nancy seront invités à prendre la route de Blainville et accès Nancy par la bretelle de Dombasle/Nancy de l'échangeur des sables.

Art. 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle,
- affichage du présent arrêté au sein de la commune de Dombasle,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un message Radio sur Radio Bleu,
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.

Art. 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté..

Art. 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Art. 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Art. 10 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2008-DIR-Est -M-54-037 du 12 juin 2008.

Art. 11 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle et Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Dombasle.
- Une ampliation sera adressée pour information à :
- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
 - Monsieur le Directeur de l'entreprise SCREG Est /COLAS Est
 Moulins-lès-Metz, le 17 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
 Le chef de la division d'exploitation de Metz,
 David MAZOYER

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 421-08 du 22 mai 2008 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale, 41 rue de Metz – Médipôle de Frouard – 54390 Frouard - autorisation n° 54-90

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : la SELARL « Laboratoires d'analyses de biologie médicale BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT », agréée sous le numéro 11, sise 2 rue de la Commanderie – 54000 Nancy, est autorisée à exploiter, à compter du 21 mai 2008, un laboratoire d'analyses de biologie médicale au 41 rue de Metz – Médipôle de Frouard – 54390 FROUARD, dans les conditions ci-après :

Raison sociale :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

41 rue de Metz

Médipôle de Frouard

54390 FROUARD

Directeur : Monsieur Sébastien FOUGNOT, médecin biologiste, autorisé à effectuer les actes de : biochimie, microbiologie, mycologie, parasitologie, hématologie, immunologie, prélèvements de sang veineux ou capillaire.

Art. 2 : le présent arrêté sera notifié à Monsieur Sébastien FOUGNOT, directeur du laboratoire.

Art. 3 : le présent arrêté fera l'objet d'un affichage à la mairie de la commune de Frouard et sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Art. 4 : Cette décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Art. 5 : le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- SELARL « L.A.B.M. BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT »,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de FROUARD,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens Section G,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'ordre des Médecins,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 22 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/AES n° 422-08 du 22 mai 2008 portant radiation du laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 2 rue de Nancy - 54390 Frouard - autorisation n° 54-68

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : est radié de la liste des laboratoires d'analyses de biologie médicale en exercice dans le département de Meurthe-et-Moselle, à compter du 21 mai 2008, le laboratoire d'analyses de biologie médicale sis 2 rue de Nancy agréé sous le numéro 54-68.

Art. 2 : le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont un exemplaire sera adressé à :

- Monsieur Sébastien FOUGNOT ;
- SELARL « L.A.B.M. BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT »,
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
- Madame la Directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie,
- Monsieur le Maire de FROUARD,
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens Section G,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'ordre des Médecins,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,
- Madame la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY,
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 22 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC n° 492-08 du 10 juin 2008 portant modification de l'autorisation de fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de société d'exercice libéral à responsabilité limitée - SELARL « laboratoires d'analyses de biologie médicale Barthel-Metaizeau-Thieblemont » - SELARL 11 - autorisation n° 54-05 - autorisation n° 54-80 - autorisation n° 54-89 - autorisation n° 54-90

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté modifié du 8 septembre 1995 autorisant le fonctionnement de laboratoires d'analyses de biologie médicale sous forme de SELARL « Laboratoires d'analyses de biologie médicale BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT », agréée sous le n° 11, constituée pour l'exploitation de laboratoires d'analyses de biologie médicale, est modifié comme suit :

Raison sociale :

"Laboratoire d'analyses de biologie médicale BARTHEL-METAIZEAU-THIEBLEMONT"

2, rue de la Commanderie

54000 NANCY

Laboratoires exploités :

Laboratoire d'analyses de biologie médicale

2, rue de la Commanderie

54000 NANCY

Autorisation n° 54-05

Laboratoire d'analyses médicales du Saintois

5, rue de la Carrière

54330 VEZELISE

Autorisation n° 54-80

Laboratoire d'analyses de biologie médicale ANABIO

75 boulevard des Technologies

54710 LUDRES

Autorisation n° 54-89

Laboratoire d'analyses de biologie médicale BIOANALYS

41 rue de Metz

54390 FROUARD

Autorisation n° 54-90

Cogérants :

Monsieur Michel BARTHEL, Pharmacien biologiste,

Madame Dominique PETIT-METAIZEAU, Pharmacien biologiste,

Monsieur Jean-Luc THIEBLEMONT, Pharmacien biologiste,

Monsieur Sébastien FOUGNOT, médecin biologiste,

Madame Michèle COLIN, Pharmacien biologiste.

Objet de la société :

- l'exploitation d'un ou plusieurs laboratoires d'analyses de biologie médicale ;
- l'accomplissement de toutes opérations juridiques, économiques ou financières, industrielles, civiles ou commerciales, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet ci-dessus, de nature à favoriser son extension ou son développement, sous réserve du respect des dispositions relatives à l'exercice professionnel de directeur de laboratoire d'analyses de biologie médicale.

Art. 2 : Toute modification survenant postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un gérant, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur Michel BARTHEL pour notification ;
- Madame Michèle COLIN pour notification ;
- Monsieur Sébastien FOUGNOT pour notification ;
- Madame Dominique PETIT-METAIZEAU pour notification ;
- Monsieur Jean-Luc THIEBLEMONT pour notification ;
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, Inspection de la Pharmacie ;
- Monsieur le Maire de NANCY pour affichage ;
- Monsieur le Maire de FROUARD pour affichage ;
- Monsieur le Maire de LUDRES pour affichage ;
- Monsieur le Maire de VEZELISE pour affichage ;
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens Section G ;
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
- Madame le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Archives.

Nancy, le 10 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,
 Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/542-08 du 10 juin 2008 portant agrément n° 172 de l'entreprise de transports sanitaires AMBULANCE CORINNE SARL, 16 rue du Pré Saint Mansuy - 54200 Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le dossier déposé à l'appui de la demande de Mademoiselle Corinne DELOCHE est conforme à l'article R 6312-13 du code de santé publique ;

Considérant que les locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;
Considérant que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Est agréée, à titre provisoire pour un mois, pour l'accomplissement des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente, de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

Dénomination sociale : AMBULANCE CORINNE TOUL

Forme : société à responsabilité limitée

Capital : 15 000 €

Siège social : 16 rue du Pré Saint Mansuy - 54200 TOUL

Gérante : Mademoiselle Corinne DELOCHE.

Art. 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Art. 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Art. 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Art. 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Art. 6 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont un exemplaire sera adressé :

- au titulaire de l'agrément,

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 10 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Service solidarité autonomie

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 456 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2008 de l'activité « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Association Hospitalière du Bassin de Longwy à Mont-Saint-Martin :

N° FINESS (EJ) 54 000 0866

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 599 611,33 euros

- Prix de journée de soins : 31,44 euros

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière du bassin de Longwy.

Nancy, le 13 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 467 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-St-Christophe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

H.L.I. DE POMPEY / LAY-ST-CHRISTOPHE :

N° FINESS (EJ) 54 000 009 8

Dotation globale de financement « soins » : 3 301 993,27 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 40,46 €

pour les GIR 3 et 4 : 30,59 €

pour les GIR 5 et 6 : 20,72 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe.

Nancy, le 13 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 502 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « résidence d'automne » de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Résidence d'automne » - 1 allée de la Saulx - 54520 LAXOU. - N° FINESS : 54 001 8686

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 107,57	444 664,11
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	440 189,96	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 366,58	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	438 201,12	444 664,11
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	6 462,99	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 6 462,99 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite « Résidence d'automne » de Laxou est fixée à 438 201,12 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,13 euros

GIR 3 et 4 : 14,90 euros

GIR 5 et 6 : 9,67 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « Les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence d'automne » de LAXOU

Nancy, le 13 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 503 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les Ophéliades » de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les Ophéliades » - 12 boulevard du 21^{ème} R.A. - 54000 NANCY. - N° FINESS : 54 001 3323

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 446,80	721 901,68

	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	692 168,67	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	17 399,39	
	Déficit reporté	6 886,82	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	721 901,68	721 901,68
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 6 886,82 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite « Les Ophéliades » de NANCY est fixée à 721 901,68 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 26,15 euros

GIR 3 et 4 : 19,97 euros

GIR 5 et 6 : 13,79 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Les Ophéliades » de NANCY.

Nancy, le 13 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 504 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome Hôtel Club de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite Hôtel club - 1 rue du maquis de Ranzey – 54130 SAINT-MAX. - N° FINESS : 54 000 6400

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 048,00	627 844,98
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	619 716,98	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5 080,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	627 844,98	627 844,98
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite Hôtel club de SAINT-MAX est fixée à 627 844,98 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,10 euros

GIR 3 et 4 : 18,05 euros

GIR 5 et 6 : 11,99 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne,

de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite Hôtel club de SAINT-MAX.

Nancy, le 13 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 505 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Les jardins du Charmois » de Vandoeuvre-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Les jardins du Charmois » - 1 rue du Charmois – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY. - N° FINESS : 54 000 3779

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 900,00	570 775,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	566 875,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 000,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	570 775,00	570 775,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite « Les jardins du Charmois » de VANDOEUVRE-LES-NANCY est fixée à 570 775,00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,98 euros

GIR 3 et 4 : 17,20 euros

GIR 5 et 6 : 11,42 euros

Art. 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Les jardins du Charmois » de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Nancy, le 13 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 506 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée de soins du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'hôpital local intercommunal de Pompey - Lay Saint Christophe

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale et le prix de journée de soins 2007 du budget annexe « service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » de l'établissement de santé ci-après désigné, sont modifiés ainsi qu'il suit :

Hôpital Local Intercommunal de POMPEY / LAY SAINT CHRISTOPHE :

N° FINESS (EJ) 54 000 339 9

« Service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées » :

- Dotation globale de soins : 451 057,17 euros

- Prix de journée de soins : 34,17 euros

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'Hôpital local intercommunal de Pompey-Lay St Christophe.

Nancy, le 13 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 520 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'hôpital local intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Hôpital Local Intercommunal 3 H Santé à Cirey-sur-Vezouze :

N° FINESS (EJ) 54 001 9007

Dotation globale de financement « soins » : 1 544 583,78 euros

Tarifs journaliers de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 33,82 €

pour les GIR 3 et 4 : 26,11 €

pour les GIR 5 et 6 : 18,40 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'hôpital local intercommunal 3H Santé à Cirey-sur-Vezouze.

Nancy, le 13 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 521 du 13 juin 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre hospitalier de Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 du compte de résultat prévisionnel annexe « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre hospitalier de LUNEVILLE : N° FINESS (EJ) 54 000 0080

Dotation globale de financement « soins » : 2 682 919,57 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 42,82 €

pour les GIR 3 et 4 : 33,10 €

pour les GIR 5 et 6 : 23,37 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au centre hospitalier de Lunéville.

Nancy, le 13 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Arrêté DDASS / SSA / N° 522 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la Maison hospitalière de Baccarat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière de BACCARAT : N° FINESS (EJ) 54 001 4081

Dotation globale de financement « soins » : 1 377 060,49 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 40,41 €

pour les GIR 3 et 4 : 34,11 €

pour les GIR 5 et 6 : 27,98 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison hospitalière de Baccarat.

Nancy, le 13 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 523 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) du Centre J. Parisot à Bainville-sur-Madon géré par l'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe et Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Centre Jacques Parisot – 78 rue J. Callot – 54550 BAINVILLE-SUR-MADON :

N° FINESS (EJ) 54 001 9148

Dotation globale de financement « soins » : 1 020 797,75 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 36,85 €

pour les GIR 3 et 4 : 27,87 €

pour les GIR 5 et 6 : 18,90 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE-SUR-MADON.

Nancy, le 13 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Arrêté DDASS / SSA / N° 524 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et le tarif journalier « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et le tarif journalier de soins 2008 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Maison hospitalière Saint-Charles à NANCY :

N° FINESS (EJ) 54 000 012 2

Dotation globale de financement « soins » : 912 873,36 euros

Tarif journalier de soins :

pour les GIR 1 et 2 : 32,78 €

pour les GIR 3 et 4 : 24,83 €

pour les GIR 5 et 6 : 16,88 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison hospitalière St Charles à Nancy.

Nancy, le 13 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 525 du 13 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale de financement et les tarifs journaliers « soins » de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves-Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La dotation globale de financement et les tarifs journaliers de soins 2008 de l'activité « établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes » (maison de retraite) de l'établissement de santé ci-après désigné, sont fixés ainsi qu'il suit :

Association hospitalière St Eloi à NEUVES-MAISONS :

N° FINESS (EJ) 54 000 0437

Dotation globale de financement « soins » : 427 670,23 euros

Tarifs journaliers « soins » :

pour les GIR 1 et 2 : 44,73 €

pour les GIR 3 et 4 : 40,23 €

Art. 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nancy, Immeuble « Les Thiers » C.O. n° 071- 54036- NANCY CEDEX , dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes ou organismes auxquels il a été notifié, à compter de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à l'association hospitalière Saint Eloi à Neuves Maisons. Nancy, le 13 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 545 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de BAYON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" - 23 Grande Rue – 54290 BAYON

N° FINESS : 54 0003134

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants euros	en	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	9 879,79		1 581 254,42
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 508 866,61		
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	37 088,41		
	Déficit reporté	25 419,61		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 581 254,42		1 581 254,42
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0		
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0		
	Excédent reporté	0		

Article 2- Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 25 419,61 euros (déficit)

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Charles" de BAYON est fixée à 1 581 254,42 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 38,07 euros

GIR 3 et 4 : 27,59 euros

GIR 5 et 6 : 17,37 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de BAYON.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 546 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Résidence Poincaré" – rue Poincaré – 54136 BOUXIERES-AUX-DAMES

N° FINESS : 54 0004611

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 082,94	383 579,86
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	381 251,30	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 245,62	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	371 496,26	383 579,86
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	12 083,60	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 12 083,60 euros (excédent)

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES est fixée à 371 496,26 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 17,19 euros

GIR 3 et 4 : 12,79 euros

GIR 5 et 6 : 8,39 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Résidence Poincaré" de BOUXIERES-AUX-DAMES.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 547 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Grands Jardins" – 4 rue de la Gare – 54170 COLOMBEY-LES-BELLES

N° FINESS : 54 0012994

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	19 000,00	415 596,55
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	386 771,73	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	3 869,00	
	Déficit reporté	5 955,82	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	410 672,05	415 596,55
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 924,50	

Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 5 955,82 euros (déficit)

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Grand Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES à 410 672,05 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,20 euros

GIR 3 et 4 : 24,04 euros

GIR 5 et 6 : 16,88 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Grands Jardins" de COLOMBEY-LES-BELLES.

Nancy, le 17 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 548 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" – 30 rue Collot – 54110 DOMBASLE-SUR-MEURTHE

N° FINESS : 54 0002219

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 774,46	609 460,37
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	592 138,32	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 114,80	
	Déficit reporté	6 432,79	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	609 460,37	609 460,37
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 6 432,79 euros (déficit)

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE est fixée à 609 460,37 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,41 euros

GIR 3 et 4 : 21,41 euros

GIR 5 et 6 : 15,41 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de DOMBASLE-SUR-MEURTHE.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 549 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE-AU-JARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" – 9 rue du Puits Gros Yeux – 54370 EINVILLE-AU-JARD

N° FINESS : 54 0013315

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 034,00	264 008,02
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	256 194,76	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 779,26	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	230 736,41	264 008,02
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	33 271,61	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 33 271,61 euros (excédent)

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE-AU-JARD est fixée à 230 736,41 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,91 euros

GIR 3 et 4 : 18,95 euros

GIR 5 et 6 : 13,99 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Fontaine de Lincourt" de EINVILLE-AU-JARD.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 550 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" d' ESSEY-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Joseph" – 2 Rue de Dommartemont – 54270 ESSEY-LES-NANCY

N° FINESS : 54 0008703

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 855,21	826 999,35
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	809 780,90	

Recettes	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 363,24	826 999,35
	Déficit reporté	0	
	Groupe I Produits de la tarification	786 999,35	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	40 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Joseph" d'ESSEY-LES- NANCY est fixée à 786 999,35 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,07 euros

GIR 3 et 4 : 20,34 euros

GIR 5 et 6 : 13,61 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Joseph" d'ESSEY-LES-NANCY.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 551 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de GERBEVILLER

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite de Gerbéviller – 14 rue Maurice Barrès – 54830 GERBEVILLER

N° FINESS : 54 0002573

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 614,67	902 089,50
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	875 086,59	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 388,24	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	902 089,50	902 089,50
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite de GERBEVILLER est fixée à 902 089,50 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 36,50 euros

GIR 3 et 4 : 25,90 euros

GIR 5 et 6 : 15,30 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX,

dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de GERBEVILLER.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 552 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Beau Site" de HAROUÉ

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Beau Site" – 1 Chemin d'Ormes – 54740 HAROUÉ

N° FINESS : 54 0003209

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	23 435,00	625 810,84
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	579 565,25	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	22 810,59	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	625 810,84	625 810,84
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Beau Site" de HAROUÉ est fixée à 625 810,84 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,30 euros

GIR 3 et 4 : 19,15 euros

GIR 5 et 6 : 13,00 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Beau Site" de HAROUÉ.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 553 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Lilas" de JARNY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Lilas" – 65 rue Emile Zola – 54800 JARNY

N° FINESS : 54 0000775

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 201,35	466 973,74

	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	457 376,41	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5 395,98	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	466 973,74	466 973,74
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Lilas" de JARNY est fixée à 466 973,74 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,06 euros

GIR 3 et 4 : 17,37 euros

GIR 5 et 6 : 11,90 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Lilas" de JARNY.

Nancy, le 17 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 554 du 19 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Le Haut du Bois" de JARVILLE-LA-MALGRANGE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Le Haut du Bois" – 23 Avenue du Général de Gaulle – 54140 JARVILLE-LA-MALGRANGE

N° FINESS : 54 0012838

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	18 943,65	302 121,93
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	282 304,32	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	873,96	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	258 329,45	302 121,93
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	3 792,48	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	40 000,00	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 40 000,00 euros (excédent)

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE-MALGRANGE est fixée à 258 329,45 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,46 euros

GIR 3 et 4 : 13,53 euros

GIR 5 et 6 : 6,59 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Le Haut du Bois" de JARVILLE-LA-MALGRANGE.

Nancy, le 19 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 555 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Bruyères" de JOUDREVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Bruyères" – rue de la Piscine – 54490 JOUDREVILLE

N° FINESS : 54 0019585

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 710,40	406 767,63
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	398 594,28	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 462,95	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	406 767,63	406 767,63
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Bruyères" de JOUDREVILLE est fixée à 406 767,63 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,28 euros

GIR 3 et 4 : 15,06 euros

GIR 5 et 6 : 9,84 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Bruyères" de JOUDREVILLE.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 556 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "J. F. Fidry" de LABRY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "J. F. Fidry" – 26 rue Roland Daret – 54800 LABRY

N° FINESS : 54 0002581

sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
----------------------	-------------------	----------------

Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 949,00	574 174,71
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	551 371,57	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 854,14	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	574 174,71	574 174,71
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "J. F. Fidry" de LABRY est fixée à 574 174,71 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 31,80 euros

GIR 3 et 4 : 23,61 euros

GIR 5 et 6 : 15,43 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "J. F. Fidry" de LABRY.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 557 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "L'Oseraie" de LAXOU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "L'Oseraie" – 27 rue de Maréville – 54520 LAXOU

N° FINESS : 54 0014008

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 511,00	339 443,93
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	329 540,57	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 803,01	
	Déficit reporté	3 589,35	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	319 443,93	339 443,93
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	20 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 3 589,35 euros (déficit)

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU est fixée à 319 443,93 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,81 euros

GIR 3 et 4 : 20,88 euros

GIR 5 et 6 : 13,94 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "L'Oseraie" de LAXOU.

Nancy, le 17 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 558 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "La Roseraie" de LONGUYON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Roseraie" – 29 rue Louis Quinquet – 54260 LONGUYON

N° FINESS : 54 0000791

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 636,00	538 067,91
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	508 730,91	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	20 701,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	535 578,91	538 067,91
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	2 489,00	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 2 489,00 euros (excédent).

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON est fixée à 535 578,91 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,61 euros

GIR 3 et 4 : 17,88 euros

GIR 5 et 6 : 12,15 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Roseraie" de LONGUYON.

Nancy, le 17 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 559 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de "Saint Louis" de LONGWY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Louis" – 2 rue Saint Louis – 54400 LONGWY

N° FINESS : 54 0002607

sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
----------------------	-------------------	----------------

Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 080,00	608 348,05
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	579 235,59	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	24 032,46	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	593 849,78	608 348,35
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	14 498,27	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 14 498,27 euros (excédent).

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY est fixée à 593 849,78 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 22,19 euros

GIR 3 et 4 : 16,34 euros

GIR 5 et 6 : 10,49 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Louis" de LONGWY.

Nancy, le 17 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 560 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte Thérèse" de LUDRES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Thérèse" – 50 rue de la Gare – 54710 LUDRES

N° FINESS : 54 0003142

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 637,66	1 185 204,78
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 150 169,85	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	27 432,00	
	Déficit reporté	965,27	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 185 204,78	1 185 204,78
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 965,27 euros (déficit).

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES est fixée à 1 185 204,78 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 32,23 euros

GIR 3 et 4 : 23,51 euros

GIR 5 et 6 : 14,79 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 561 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Dominique" de MARS-LA-TOUR

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Dominique" – 70 rue de Metz – 54800 MARS-LA-TOUR

N° FINESS : 54 0002615

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	14 158,98	570 988,99
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	538 225,42	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	18 604,59	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	570 988,99	570 988,99
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Dominique" de MARS-LA-TOUR est fixée à 570 988,99 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 34,64 euros

GIR 3 et 4 : 25,16 euros

GIR 5 et 6 : 15,68 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Dominique" de MARS-LA-TOUR.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 562 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" – 34 rue du Général Leclerc – 54320 MAXEVILLE

N° FINESS : 54 0003167

sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
----------------------	-------------------	----------------

		euros	
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 500,00	1 380 805,77
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 258 358,17	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	68 141,83	
	Déficit reporté	45 805,77	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 380 805,77	1 380 805,77
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 45 805,77 euros (déficit).

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE est fixée à 1 380 805,77 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 36,94 euros

GIR 3 et 4 : 29,12 euros

GIR 5 et 6 : 21,29 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Dame du Bon Repos" de MAXEVILLE.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 563 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Ma Maison" de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Ma Maison" – 119 Avenue de Strasbourg – 54000 NANCY N° FINESS : 54 0008208

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 660,00	330 586,93
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	323 191,43	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 735,50	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	298 307,48	330 586,93
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	32 279,45	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 32 279,45 euros (excédent).

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY est fixée à 298 307,48 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 17,26 euros

GIR 3 et 4 : 12,52 euros

GIR 5 et 6 : 7,79 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Ma Maison" de NANCY.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 564 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Notre Maison" de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Notre Maison" – 52 rue des Jardiniers – 54000 NANCY N° FINESS : 54 0004520

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 600,00	944 075,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	919 735,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	17 740,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	933 761,13	944 075,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	500,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	9 813,87	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 9 813,87 euros (excédent).

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY est fixée à 933 761,13 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,16 euros

GIR 3 et 4 : 18,17 euros

GIR 5 et 6 : 12,18 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Notre Maison" de NANCY.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait d'ARRETE DDASS / SSA / n° 565 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Joseph" de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Joseph" – 113 Avenue de Strasbourg – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0003498

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 522,53	698 982,14
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	642 550,50	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 458,61	
	Déficit reporté	46 450,50	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	698 982,14	698 982,14
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 46 450,50 euros (déficit).

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY est fixée à 698 982,14 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,67 euros

GIR 3 et 4 : 18,15 euros

GIR 5 et 6 : 11,92 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Joseph" de NANCY.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 566 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Rémy" de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Rémy" – 14 rue du Chanoine Jacob – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0003118

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 954,00	917 275,52
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	802 106,10	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 008,03	
	Déficit reporté	91 207,39	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	917 275,52	917 275,52
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 91 207,39 euros (déficit).

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY est fixée à 917 275,52 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,90 euros

GIR 3 et 4 : 19,22 euros

GIR 5 et 6 : 13,55 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Rémy" de NANCY.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 567 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Saint Sauveur" de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Sauveur" – 35 rue Victor Prouvé – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0008372

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 385,55	520 511,41
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	502 407,64	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 718,22	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	512 098,16	520 511,41
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	8 413,25	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 8 413,25 euros (excédent).

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Sauveur" de NANCY est fixée à 512 098,16 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,11 euros

GIR 3 et 4 : 19,09 euros

GIR 5 et 6 : 13,08 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Sauveur" de NANCY.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 568 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Simon Bénichou" de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Simon Bénichou" – 53 rue du Général Hoche – 54000 NANCY

N° FINESS : 54 0002656

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 032,00	510 301,31
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	496 926,17	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5 833,95	
	Déficit reporté	5 509,19	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	480 301,31	510 301,31
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	30 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 5 509,19 euros (déficit).

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY est fixée à 480 301,31 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 23,39 euros

GIR 3 et 4 : 17,78 euros

GIR 5 et 6 : 12,17 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Simon Bénichou" de NANCY.

Nancy, le 17 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 569 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Iris" de ONVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Iris" – 8 Grande Rue – 54890 ONVILLE

N° FINESS : 54 0004579

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 300,00	437 641,04
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	431 275,45	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 065,59	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	437 641,04	437 641,04
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE est fixée à 437 641,04 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 20,44 euros

GIR 3 et 4 : 15,27 euros

GIR 5 et 6 : 10,55 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Iris" de ONVILLE.

Nancy, le 17 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 570 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint François d'Assise" – 69 Avenue du Général Leclerc – 54700 PONT-A-MOUSSON

N° FINESS : 54 0002623

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	13 387,07	707 549,19
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	670 278,32	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	20 182,21	
	Déficit reporté	3 701,59	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	703 549,19	707 549,19
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	4 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 3 701,59 euros (déficit).

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint François d'Assise" de

PONT-A-MOUSSON est fixée à 703 549,19 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 28,40 euros

GIR 3 et 4 : 17,00 euros

GIR 5 et 6 : 9,02 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint François d'Assise" de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 571 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Les Sablons" de PULNOY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Les Sablons" – 34 rue de Saulxures – 54425 PULNOY

N° FINESS : 54 0004512

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 844,40	759 779,47
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	693 101,74	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	15 891,34	
	Déficit reporté	46 941,99	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	759 779,47	759 779,47
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 46 941,99 euros (déficit).

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY est fixée à 759 779,47 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 30,51 euros

GIR 3 et 4 : 23,42 euros

GIR 5 et 6 : 16,81 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Les Sablons" de PULNOY.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 572 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome de ROSIERES-AUX-SALINES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite - 54 Rue du Paquis des Toiles – 54110 ROSIERES-AUX-SALINES

N° FINESS : 54 0002466

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 857,95	1 492 109,44
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 471 476,36	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 775,13	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 492 109,44	1 492 109,44
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES est fixée à 1 492 109,44 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 45,59 euros

GIR 3 et 4 : 32,63 euros

GIR 5 et 6 : 19,68 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite de ROSIERES-AUX-SALINES.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 573 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Centre Brancion" de ROYAUMEIX

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Centre Brancion" – 11 rue Carnot – 54200 ROYAUMEIX

N° FINESS : 54 0018983

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 447,04	634 316,97
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	575 120,04	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	20 631,53	
	Déficit reporté	32 118,36	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	634 316,97	634 316,97
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 32 118,36 euros (déficit).

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX est fixée à 634 316,97 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 34,56 euros

GIR 3 et 4 : 27,89 euros

GIR 5 et 6 : 21,23 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Centre Brancion" de ROYAUMEIX.

Nancy, le 17 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 574 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Compassion" de SAINT-FIRMIN

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Compassion" – 5 rue de la Barre – 54930 SAINT-FIRMIN

N° FINESS : 54 0008539

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	1 300,00	469 694,78
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	459 320,15	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 074,63	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	469 694,78	469 694,78
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN est fixée à 469 694,78 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,49 euros

GIR 3 et 4 : 19,59 euros

GIR 5 et 6 : 13,69 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Compassion" de SAINT-FIRMIN.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 575 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Sainte Sophie" de THIAUCOURT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Sophie" – 2 rue Henri Poulet – 54470 THIAUCOURT

N° FINESS : 54 0002631

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	6 600,00	791 423,33
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	754 523,33	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	30 300,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	778 014,78	791 423,33
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	8 200,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Excédent reporté

5 208,55

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 5 208,55 euros (excédent).

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT est fixée à 778 014,78 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 29,80 euros

GIR 3 et 4 : 22,50 euros

GIR 5 et 6 : 15,20 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Sophie" de THIAUCOURT.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 576 du 24 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Sainte Famille" – 17 rue du Bois le Duc – 54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

N° FINESS : 54 0003126

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	322,00	518 917,14
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	516 040,14	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	2 555,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	518 917,14	518 917,14
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY est fixée à 518 917,14 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 25,61 euros

GIR 3 et 4 : 17,65 euros

GIR 5 et 6 : 9,70 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Sainte Famille" de VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Nancy, le 24 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 577 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite publique autonome "Saint Charles" de VEZELISE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Saint Charles" – rue Notre Dame – 54330 VEZELISE

N° FINESS : 54 0002342

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	20 000,00	578 772,39
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	551 679,09	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 093,30	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	568 772,39	578 772,39
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	10 000,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE est fixée à 568 772,39 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 27,09 euros

GIR 3 et 4 : 20,05 euros

GIR 5 et 6 : 13,02 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Saint Charles" de VEZELISE.

Nancy, le 17 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 578 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "La Verrière" de VILLERS-LES-NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "La Verrière" – 6 rue Albert 1^{er} – 54600 VILLERS-LES-NANCY

N° FINESS : 54 0018975

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 318,00	390 252,23
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	381 200,69	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	4 733,54	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	390 252,23	390 252,23
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	

Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "La Verrière" de VILLERS-LES-NANCY est fixée à 390 252,23 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 24,39 euros

GIR 3 et 4 : 18,07 euros

GIR 5 et 6 : 11,76 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "La Verrière" de VILLERS-LES-NANCY.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 579 du 24 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 4 Cantons" de BACCARAT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD "Les 4 Cantons" – 11 rue des Moulins – 54120 BACCARAT

N° FINESS : 54 0010592

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	110 105,80	549 787,23
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	379 348,16	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	11 021,57	
	Déficit reporté	49 311,70	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	547 410,23	549 787,23
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	2 377,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 49 311,70 euros (déficit).

Article 3-

La dotation globale soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les 4 cantons" de BACCARAT est fixée à 547 410,23 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 35,61 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les 4 Cantons" de BACCARAT.

Nancy, le 24 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPTE

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 580 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les 3 Rivières" de BLAINVILLE-SUR-L'EAU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :
SSIAD "Les 3 Rivières" – 1 rue du Presbytère – 54360 BLAINVILLE-SUR-L'EAU

N° FINESS : 54 0012788

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	213 227,90	617 591,53
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	397 231,04	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 132,59	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	617 591,53	617 591,53
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les 3 Rivières" de BLAINVILLE-SUR-L'EAU est fixée à 617 591,53 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 34,43 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les 3 Rivières" de BLAINVILLE-SUR-L'EAU.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 581 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Les Etangs" de EINVILLE-AU-JARD

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :
SSIAD "Les Etangs" – 7 place de la Fontaine – 54370 EINVILLE-AU-JARD
N° FINESS : 54 0013018

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	198 210,00	610 387,70
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	404 686,85	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	7 490,85	
	Déficit reporté	0	
	Groupe I Produits de la tarification	610 387,70	

Recettes	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	610 387,70
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Les Etangs" de EINVILLE-AU-JARD est fixée à 610 387,70 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 31,47 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Les Etangs" de EINVILLE-AU-JARD.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 582 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut privé autonome "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :
SSIAD "Val de Lorraine" – 36 bis avenue du Général Leclerc – 54700 PONT-A-MOUSSON
N° FINESS : 54 0013851

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	196 526,00	546 172,89
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	340 075,89	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	9 571,00	
	Déficit reporté	0	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	546 172,89	546 172,89
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 0 euros.

Article 3-

La dotation globale soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON est fixée à 546 172,89 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 37,31 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées "Val de Lorraine" de PONT-A-MOUSSON.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,

L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 583 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de JARNY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de Jarny – 5 rue Clément Humbert – 54802 JARNY CEDEX

N° FINESS : 54 0012853

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	91 123,15	535 119,25
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	365 328,25	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	54 670,96	
	Déficit reporté	23 996,89	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	477 741,25	535 119,25
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	57 378,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 23 996,89 euros (déficit).

Article 3-

La dotation globale soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de JARNY est fixée à 477 741,25 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 31,92 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées de JARNY.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Extrait de l'ARRETE DDASS / SSA / n° 584 du 23 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le prix de journée soins du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de statut public autonome de VEZELISE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées ci-dessous désigné :

SSIAD de Vézélise – rue Notre Dame – 54330 VEZELISE

N° FINESS : 54 0007283

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	57 119,17	299 329,45
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	221 250,66	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 127,76	
	Déficit reporté	19 831,86	
	Groupe I Produits de la tarification	298 362,78	

Recettes	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	966,67	299 329,45
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent reporté	0	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 19 831,86 euros (déficit).

Article 3-

La dotation globale soins 2008 du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de VEZELISE est fixée à 298 362,78 euros.

Le prix de journée de soins est fixé à : 31,13 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au service de soins à domicile pour personnes âgées de VEZELISE.

Nancy, le 23 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 590 du 24 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « Résidence Les Cygnes » de NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1-

Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « Résidence Les Cygnes » - 2 rue J. Délivré – 54000 NANCY

N° FINESS ET : 54 001 4198

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	892,15	210 417,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	207 709,50	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 815,35	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	210 417,00	210 417,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Article 2-

Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Article 3-

La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite « Résidence Les Cygnes » de NANCY est fixée à 210 417,00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 13,99 euros

GIR 3 et 4 : 11,21 euros

GIR 5 et 6 : 8,44 euros

Article 4-

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5-

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « Résidence Les Cygnes » de NANCY.

Nancy, le 24 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,

Brigitte DEMPT

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / N° 604 du 17 juin 2008 fixant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome « La Roche aux Carmes » à Longwy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite « La Roche aux Carmes » - 9 rue des Carmes - 54401 LONGWY CEDEX - N° FINESS ET : 54 000 8232
sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	12 400,00	121 036,00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	103 636,00	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	5 000,00	
	Déficit reporté	0,00	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	121 036,00	121 036,00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00	
	Excédent reporté	0,00	

Art. 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de : 0,00 euros.

Art. 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite « La Roche aux Carmes » à LONGWY est fixée à 121 036,00 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à : 8,73 euros.

Art. 4 : Les objectifs à atteindre par l'établissement sont les suivants :

1°) Mise en œuvre du règlement de fonctionnement prévu à l'article L.311-7 du code de l'action sociale et des familles,

2°) Rédaction du livret d'accueil et du contrat de séjour prévus à l'article L.311-4 du même code,

3°) Mise en place d'un conseil de la vie sociale dans les conditions fixées notamment par les articles L.311-6, D.311-3a D.311-5 et D.311-27 du même code,

4°) Présence d'un médecin coordonnateur mentionné au V de l'article L.313-12 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues aux articles D.312-156 à D.312-159 du même code,

5°) Constitution du dossier permettant de recueillir l'avis du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale nécessaire à la délivrance de l'autorisation de dispenser des soins mentionné au deuxième alinéa du IV de l'article L.313-12 dudit code.

Art. 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 - 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite « La Roche aux Carmes » à LONGWY.

Nancy, le 17 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspectrice hors classe,
Brigitte DEMPT

*Direction départementale de l'agriculture et de la forêt
Service économie agricole et aménagement foncier*

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - PAREY SAINT CESAIRE - HOUDREVILLE - AUTREY SUR MADON - Demande d'autorisation d'exploiter n°2500

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les projets d'installation avec les aides de l'Etat qui motivent les demandes du GAEC JEAN CHARLES (VILLAUME Céline et Francis, TROMBINI David), de M. Jean CHAMPIGNEUL, de M. JEANDEL Cédric (priorité 1), sont prioritaires par rapport au projet d'installation sans les aides de l'Etat de Mme PHILIPPE dans le GAEC JEAN CHARLES (priorité 5) et au projet d'agrandissement de l'EARL du Puisot (priorité 6),

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC JEAN CHARLES composé de Mesdames PHILIPPE Maryse, BOUVIER Céline, Monsieur VILLAUME Francis n'est pas autorisé à exploiter 135,08 ha objets de la demande qu'il a déposée.

Les parcelles concernées par ce refus sont les suivantes :

Autrey sur Madon : ZA 61/89-U78-Z35

Houdelmont : C 97-

Houdreville : S4 - T51/79/80/81/85/90/91/98/101/103- X69/142/163/168

- Y12/28/29/48/52/72/75 - Z 2/10/12/24/42/43/54/61/62

Parey Saint Cezaire ZC 24/25/51/52/53/54.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L. 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mesdames, PHILIPPE Maryse, BOUVIER Céline, Monsieur VILLAUME Francis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - PAREY SAINT CESAIRE - HOUDREVILLE - AUTREY SUR MADON - HOUELMONT pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - PAREY SAINT CESAIRE - HOUDREVILLE - HOUELMONT - AUTREY SUR MADON - Demande d'autorisation d'exploiter n°2595

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les projets d'installation avec les aides de l'Etat qui motivent les demandes du GAEC JEAN CHARLES (VILLAUME Céline et Francis, TROMBINI David), de M. Jean CHAMPIGNEUL, de M. JEANDEL Cédric (priorité 1), sont prioritaires par rapport au projet d'installation sans les aides de l'Etat de Mme PHILIPPE dans le GAEC JEAN CHARLES (priorité 5) et au projet d'agrandissement de l'EARL du Puisot (priorité 6),

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC JEAN CHARLES composé de Madame BOUVIER épouse VILLAUME Céline et Messieurs VILLAUME Francis, TROMBINI David est autorisé à exploiter 135,08 ha sous réserve d'installation avec les aides de l'Etat de David TROMBINI avant le 31/12/2009 conformément à la demande qu'il a déposée.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Autrey sur Madon : ZA 61/89-U78-Z35

Houdelmont : C 97-

Houdreville : S4 - T51/79/80/81/85/90/91/98/101/103- X69/142/163/168

- Y12/28/29/48/52/72/75 - Z 2/10/12/24/42/43/54/61/62

Parey Saint Cezaire ZC 24/25/51/52/53/54).

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L. 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC JEAN CHARLES (Madame, Messieurs VILLAUME Céline et Francis, TROMBINI David).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs VILLAUME Céline et Francis, TROMBINI David, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - PAREY SAINT CESAIRE - HOUDREVILLE - HOUELMONT - AUTREY SUR MADON pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - HOUDREVILLE - HOUELMONT - AUTREY SUR MADON - PAREY SAINT CESAIRE - Demande d'autorisation d'exploiter n°2532

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les projets d'installation avec les aides de l'Etat qui motivent les demandes du GAEC JEAN CHARLES (VILLAUME Céline et Francis, TROMBINI David), de M. Jean CHAMPIGNEUL, de M. JEANDEL Cédric (priorité 1), sont prioritaires par rapport au projet d'installation sans les aides de l'Etat de Mme PHILIPPE dans le GAEC JEAN CHARLES (priorité 5) et au projet d'agrandissement de l'EARL du Puisot (priorité 6),

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur CHAMPIGNEUL Jean est autorisé à exploiter 134.2 ha sous réserve d'installation avec les aides de l'Etat avant le 31/12/2009 conformément à la demande qu'il a déposée.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Autrey sur Madon : ZA 61/89-U78-Z35

Houdelmont : C 97-

Houdreville : AB19 - D18 - S4 - T51/79/80/81/90/91/98/101/103/114-
X32/69/142/163/168 - Y12/28/29/48/52/72/75 - Z 10/12/42/43/54/61/62
Parey Saint Cezaire ZC 24/25/51/52/53/54.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CHAMPIGNEUL Jean.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CHAMPIGNEUL Jean, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - HOUDREVILLE - HOUELDMONT - AUTREY SUR MADON - PAREY SAINT CESAIRE pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - HOUDREVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n°2451

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les projets d'installation avec les aides de l'Etat qui motivent les demandes du GAEC JEAN CHARLES (VILLAUME Céline et Francis, TROMBINI David), de M. Jean CHAMPIGNEUL (priorité 1), sont prioritaires par rapport au projet d'installation sans les aides de l'Etat de Mme PHILIPPE dans le GAEC JEAN CHARLES (priorité 5) et au projet d'agrandissement de l'EARL du Puisot (priorité 6),

Considérant l'absence de demande concurrente sur 3.53 ha (parcelles Y74 et Z14 à HOUDREVILLE),

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL DU PUISOT composée de Monsieur CANEL David : n'est pas autorisée à exploiter 49.87 ha (parcelles C97 à Houdelmont - Y52/72/75 - X142 - Z10/12/42/43 à Houdreville),

est autorisé à exploiter 3.53 ha (parcelles Y74 et Z14 à Houdreville), objets de la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU PUISOT (Monsieur CANEL David).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CANEL David, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - HOUDREVILLE pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - AUTREY SUR MADON - Demande d'autorisation d'exploiter n°2566

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les projets d'installation avec les aides de l'Etat qui motivent les demandes du GAEC JEAN CHARLES (VILLAUME Céline et Francis, TROMBINI David), de M. Jean CHAMPIGNEUL (priorité 1), sont prioritaires par rapport au projet d'installation sans les aides de l'Etat de Mme PHILIPPE dans le GAEC JEAN CHARLES (priorité 5),

Considérant l'absence de demande concurrente sur 0.66 ha (parcelle ZA 57 à Autrey sur Madon),

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur JEANDEL Cédric est autorisé à exploiter 9.66 ha sous réserve d'installation avec les aides de l'Etat avant le 31/12/2009 (parcelles ZA 57 et 89 à Autrey sur Madon) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur JEANDEL Cédric.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur JEANDEL Cédric, au(x)

propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - AUTREY SUR MADON pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - VEZELISE - QUEVILLONCOURT - VRONCOURT - FORCELLES SAINT GORGON - Demande d'autorisation d'exploiter n°2530

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que le projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. BERNE Mathieu, sur une exploitation dont la taille économique sera inférieure à 150 utés SCOP/UMO, est plus prioritaire (priorité 1) que la demande d'agrandissement de l'EARL du Puisot dont la taille économique est inférieure au même seuil (priorité 6),

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BERNE Matthieu est autorisé à exploiter 42.60 ha sous réserve d'installation avant le 31/12/2009 (parcelles ZA22 à Forcelles Saint Gorgon, D46/47/78/79 à Quevilloncourt - ZC126 à Vezelise - A1/27/54 V3/4/5/52 X11/12/38/39 - Y9/17/20/26/27/28/48/49/72/74/75/163 à Vroncourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BERNE Mathieu.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BERNE Matthieu, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VEZELISE - QUEVILLONCOURT - VRONCOURT - FORCELLES SAINT GORGON pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - VRONCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n°2567

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que le projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. BERNE Mathieu, sur une exploitation dont la taille économique sera inférieure à 150 utés SCOP/UMO, est plus prioritaire (priorité 1) que la demande d'agrandissement de l'EARL du Puisot dont la taille économique est inférieure au même seuil (priorité 6),

Considérant l'absence de demande concurrente sur la parcelle Y 149 (0.20 ha) à Vroncourt,

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL du Puisot composée de Monsieur CANEL David : n'est pas autorisée à exploiter 22.39 ha (parcelles V3/4/5 - X12 - Y 9/20/26/27/48/49/72/163 à Vroncourt),

est autorisée à exploiter 0.20 ha (parcelle Y149 à Vroncourt), objets de la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL du Puisot (Monsieur CANEL David).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CANEL David, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VRONCOURT pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - AINGERAY - SEXEY LES BOIS - VELAIN EN HAYE - AVRAINVILLE - JAILLON - FRANCHEVILLE - FONTENOY SUR MOSELLE - Demande d'autorisation d'exploiter n°2513

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que le projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. LOUVARD Jean Marie et le projet d'agrandissement de M. Marcel GUILLAUME en vue de l'installation aidée de son fils, sont plus prioritaires (priorité 1) que les différentes demandes d'agrandissement (priorité 6) et la demande d'installation sans les aides de l'Etat de M. RAGON Jean Marc (priorité 6),

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur RAGON Jean Marc est autorisé à exploiter 54,06 ha :

AD149/172/181/200/211/259 - ZA 126/127- ZB 73/75 à Aingeray
 ZK 20 à Avrainville
 ZA68 à Fontenoy sur Moselle
 ZC46 à Francheville
 ZA34 - ZC48 - ZH56 à Jaillon
 AB262 ZA4/10/30/32/42/57 ZB5/7/8/68/78 ZC17/33/60/84/87 à Sexey les Bois
 ZA3/ 4 à Velaine en Haye, conformément à la demande qu'il a déposée.

Monsieur RAGON Jean Marc n'est pas autorisé 5,19 ha (parcelle D1 à Sexey les Bois) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur RAGON Jean Marc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur RAGON Jean Marc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - AINGERAY - SEXEY LES BOIS - VELAINES EN HAYE - AVRANVILLE - JAILLON - FRANCHEVILLE - FONTENOY SUR MOSELLE pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
 Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - SEXEY LES BOIS - VELAINES EN HAYE - AINGERAY - Demande d'autorisation d'exploiter n°2529

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que le projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. LOUVARD Jean Marie et le projet d'agrandissement de M. Marcel GUILLAUME en vue de l'installation aidée de son fils sont plus prioritaires (priorité 1) que les différentes demandes d'agrandissement (priorité 6) et la demande d'installation sans les aides de l'Etat de M. RAGON Jean Marc (priorité 6),

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur MANGENOT Cédric est autorisé à exploiter 6,22 ha (parcelles AD 201/258 à Aingeray, ZA 15 - ZC27 à Sexey les Bois, ZA 6 à Velaines en Haye) conformément à la demande qu'il a déposée.

Monsieur MANGENOT Cédric n'est pas autorisé à exploiter 5,19 ha (parcelle D1 à Sexey les Bois) objet de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur MANGENOT Cédric.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MANGENOT Cédric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SEXEY LES BOIS - VELAINES EN HAYE - AINGERAY pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
 Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - SEXEY LES BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n°2531

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que le projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. LOUVARD Jean Marie et le projet d'agrandissement de M. Marcel GUILLAUME en vue de l'installation aidée de son fils sont plus prioritaires (priorité 1) que les différentes demandes d'agrandissement (priorité 6) et la demande d'installation sans les aides de l'Etat de M. RAGON Jean Marc (priorité 6),

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC de la Commanderie composé de Messieurs PARISSE Marc, Luc, MANGIN Jacques n'est pas autorisé à exploiter 5,18 ha (parcelle D 1 à Sexey les Bois) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs PARISSE Marc, Luc, MANGIN Jacques, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SEXEY LES BOIS pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
 Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - SEXEY LES BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n°2536

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que le projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. LOUVARD Jean Marie et le projet d'agrandissement de M. Marcel GUILLAUME en vue de l'installation aidée de son fils sont plus prioritaires (priorité 1) que les différentes demandes d'agrandissement (priorité 6) et la demande d'installation sans les aides de l'Etat de M. RAGON Jean Marc (priorité 6),

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL des Templiers composée de Madame, Monsieur PARISSE Isabelle et François n'est pas autorisée à exploiter 5,19 ha (parcelle D1 à Sexey les Bois) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur PARISSE Isabelle et François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SEXEY LES BOIS pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
 Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - SEXEY LES BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n°2596

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que le projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. LOUVARD Jean Marie et le projet d'agrandissement de M. Marcel GUILLAUME en vue de l'installation aidée de son fils sont plus prioritaires (priorité 1) que les différentes demandes d'agrandissement (priorité 6) et la demande d'installation sans les aides de l'Etat de M. RAGON Jean Marc (priorité 6),

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur LOUVARD Jean Marie est autorisé à exploiter 5,19 ha sous réserve d'installation avec les aides de l'Etat avant le 31/12/2009 (parcelle D1 à Sexey les Bois) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LOUVARD Jean Marie.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LOUVARD Jean Marie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SEXEY LES BOIS pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
 Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - SEXEY LES BOIS - Demande d'autorisation d'exploiter n°2593

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que le projet d'installation avec les aides de l'Etat de M. LOUVARD Jean Marie et le projet d'agrandissement de M. Marcel GUILLAUME en vue de l'installation aidée de son fils sont plus prioritaires (priorité 1) que les différentes demandes d'agrandissement (priorité 6) et la demande d'installation sans les aides de l'Etat de M. RAGON Jean Marc (priorité 6),

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur RICHARD Philippe n'est pas autorisé à exploiter 5,19 ha (parcelle D 1 à Sexey les Bois) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur RICHARD Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SEXEY LES BOIS pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - VILLE AU MONTAIS – BAZAILLES - Demande d'autorisation d'exploiter n°2537

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé par M. FERY est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les dossiers de M. DEMUTH et de Mme BLONDIN en concurrence sur 6,93 ha (parcelles ZC12 à Bazailles, ZD7 - ZL17/18/19 à Ville au Montois), motivés par des agrandissements d'exploitations dont la taille économique est inférieure à 150 UE/UMO et par ailleurs assez semblable, relèvent du même rang de priorité 6,

Considérant que parmi les dossiers en concurrence sur la parcelle ZE5 (1,94 ha) à Ville au Montois, la demande de l'EARL du Menillet motivée par une installation sans les aides de l'Etat est plus prioritaire (priorité 5) que la demande de M. DEMUTH motivée par un agrandissement (priorité 6),

Considérant que la taille économique de l'exploitation de M. DEMUTH après reprise des terrains familiaux, sera significativement supérieure à celle de l'EARL, tout en restant inférieure à 150UE/UMO,

Considérant enfin l'absence de concurrence sur les parcelles AE 20/30/49 et ZE 5 (pour partie : 2 ha sur 3,94 ha demandés) à Ville au Montois,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur DEMUTH Jean Pierre est autorisé à exploiter 11,88 ha (parcelles ZC12 à Bazailles – AE 20/30/49 -ZD7- ZE 5 (pour partie : 2 ha sur 3,94 ha demandés) - ZL17/18/19 à Ville au Montois) conformément à la demande qu'il a déposée.

Monsieur DEMUTH Jean Pierre n'est pas autorisé à exploiter 1,94 ha (parcelle ZE 5 : 1,94 ha sur 3,94 ha à Ville au Montois) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DEMUTH Jean Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DEMUTH Jean Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VILLE AU MONTAIS - BAZAILLES pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - VILLE AU MONTAIS - Demande d'autorisation d'exploiter n°2577

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé par M. FERY est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que parmi les dossiers en concurrence sur la parcelle ZE 5 (1,94 ha) à Ville au Montois, la demande de l'EARL du Menillet motivée par une installation sans les aides de l'Etat est plus prioritaire (priorité 5) que la demande de M. DEMUTH motivée par un agrandissement (priorité 6),

Considérant que la taille économique de l'exploitation de M. DEMUTH après reprise des terrains familiaux, sera significativement supérieure à celle de l'EARL tout en restant inférieure à 150UE/UMO,

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL du Menillet composée de Monsieur RENAULD Gérald est autorisée à exploiter 1,94 ha sous réserve d'installation avant le 31/12/2009

(parcelle ZE 5 à Ville au Montois) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL du Menillet (Monsieur RENAULD Gérald).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur RENAULD Gérald, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VILLE AU MONTAIS pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant L'exploitation d'un bien agricole à - VILLE AU MONTAIS – BAZAILLES - Demande d'autorisation d'exploiter n°2576

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la surface du bien cédé par M. FERY est supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures,

Considérant que les dossiers de M. DEMUTH et de Mme BLONDIN en concurrence sur 6,93 ha (parcelles ZC12 à Bazailles, ZD7 - ZL17/18/19 à Ville au Montois), motivés par des agrandissements d'exploitations dont la taille économique est inférieure à 150 UE/UMO et par ailleurs assez semblable, relèvent du même rang de priorité 6,

DECIDE

Art. 1^{er} : Madame BLONDIN LANA Marie Pierre est autorisée à exploiter 6,93 ha (parcelles ZC 12 à Bazailles - ZD 7 - ZL17/18/19 à Ville au Montois) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame BLONDIN LANA Marie Pierre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame BLONDIN LANA Marie Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VILLE AU MONTAIS - BAZAILLES pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - REHERREY - Demande d'autorisation d'exploiter n°2512

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL de HADOMEY composée de Monsieur DUMAS Bernard est autorisée à exploiter 9,58 ha (parcelles ZA25 - ZC 106 - ZE8/10/60 à Reherrey) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL de HADOMEY (Monsieur DUMAS Bernard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DUMAS Bernard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - REHERREY pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - ANOUX - Demande d'autorisation d'exploiter n°2579

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL SAINT PAULIN composée de Monsieur DEMAISON Eric est autorisée à exploiter 1,2 ha (parcelles ZE 60/61 et ZE 92 à Anoux) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL SAINT PAULIN (Monsieur DEMAISON Eric).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DEMAISON Eric, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ANOUX pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - VANDELEVILLE - BATTIGNY - Demande d'autorisation d'exploiter n°2590

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL du Pré Coteil composée de Messieurs JEANDEL Aymeric et Alain est autorisée à exploiter 9,23 ha (parcelles ZA21/22 à Battigny - ZE 3/5/8/9/10 à Vandeleuille) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL du Pré Coteil (Messieurs JEANDEL Aymeric et Alain).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs JEANDEL Aymeric et Alain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VANDELEVILLE - BATTIGNY pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - PULLIGNY - AUTREY SUR MADON - Demande d'autorisation d'exploiter n°2547

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur THOUVENIN Philippe est autorisé à exploiter 0,78 ha (parcelles X 33 à Autrey sur Madon et E557 à Pulligny) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur THOUVENIN Philippe.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur THOUVENIN Philippe, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - PULLIGNY - AUTREY SUR MADON pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - THEZEY SAINT MARTIN - LETRICOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n°2585

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le bail au nom de M. Roger FRANCOIS a été résilié à son départ en retraite,

Considérant la situation du GAEC de Savignon dont la taille économique (104 UE/UMO avant reprise) sera vraisemblablement peu affectée par cette perte de foncier (diminution de 6.3UE/UMO en cas de perte de 39000 l de lait, perte qui reste à confirmer) et qu'elle restera de même niveau que celles du GAEC du Barrage et de M.CHOIRFER,

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DU BARRAGE composé de Messieurs CERUTTI Alain et Jérôme est autorisé à exploiter 6,23 ha (parcelles AC 13 à Letricourt - ZH 44 à Thezey Saint Martin) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU BARRAGE (Messieurs CERUTTI Alain et Jérôme).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs CERUTTI Alain et Jérôme, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - THEZEY SAINT MARTIN - LETRICOURT pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - THEZEY SAINT MARTIN - Demande d'autorisation d'exploiter n°2578

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que le bail au nom de M. Roger FRANCOIS ayant été résilié à son départ en retraite, le GAEC ne peut se prévaloir de la qualité de preneur en place,

Considérant la situation du GAEC de Savignon dont la taille économique (104 UE/UMO avant reprise) sera vraisemblablement peu affectée par cette perte de foncier (diminution de 6.3UE/UMO en cas de perte de 39000 l de lait, perte qui reste à confirmer) et qu'elle restera de même niveau que celles du GAEC du Barrage et de M.CHOIRFER,

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur CHOIRFER Michel est autorisé à exploiter 1,63 ha (parcelles ZI 23 à Thezey Saint Martin) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur CHOIRFER Michel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CHOIRFER Michel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - THEZEY SAINT MARTIN pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - HARAUCOURT - Demande d'autorisation d'exploiter n°2562

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur LEROY GARNIER Jérôme est autorisé à exploiter 0,85 ha (parcelles ZB 56 - ZD 21 et ZO 51 à Haraucourt) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur LEROY GARNIER Jérôme.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur LEROY GARNIER Jérôme, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - HARAUCOURT pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - REMENOVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n°2588

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC du Prey composé de Messieurs VIRIAT François, Georges et Jean François est autorisé à exploiter 2,92 ha (parcelles ZD 11 et ZI 44 Remenoville) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC du Prey (Messieurs VIRIAT François, Georges et Jean François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs VIRIAT François, Georges et Jean François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - REMENOVILLE pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - ALLONDRELLE LA MALMAISON - CHARENCY VEZIN - Demande d'autorisation d'exploiter n°2582

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur GUERIN Alexandre est autorisé à exploiter 22,95 ha (parcelles C66 et 69 - Y 43 - Z 44 à Allondrelle la Malmaison - ZB73 et ZC21 à Charency Vezin) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur GUERIN Alexandre.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur GUERIN Alexandre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - ALLONDRELLE LA MALMAISON - CHARENCY VEZIN pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - VILCEY SUR TREY - Demande d'autorisation d'exploiter n°2572

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'INDIVISION HOLLINGER composée de Mesdames HOLLINGER Catherine et Fleur est autorisée à exploiter 47,8 ha temporairement jusqu'au 11 novembre 2009 (parcelles A12/15/90/91/112/113/197/995/999 - ZA18 à Vilcey sur Trey) conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'INDIVISION HOLLINGER (Mesdames HOLLINGER Catherine et Fleur).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Mesdames HOLLINGER Catherine et Fleur, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VILCEY SUR TREY pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - SAINT REMY AUX BOIS - ESSEGNEY - LOROMONTZEY - Demande d'autorisation d'exploiter n°2516

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que pour les terrains situés en Meurthe-et-Moselle, la surface du bien cédé étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures de Meurthe-et-Moselle, Considérant que l'installation de jeune agriculteur ne pouvant pas prétendre à l'octroi des aides à l'installation (pour la constitution d'une exploitation pouvant atteindre une capacité de production dans la limite de 150 utés SCOP/UTH) est plus prioritaire (priorité 5) que les agrandissements en vue d'atteindre la même capacité de production (priorité 6),

Considérant que pour les terrains situés dans les Vosges, les priorités définies par le Schéma Directeur Départemental des Structures des Vosges favorisent l'installation par rapport à l'agrandissement,

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL du PAQUIS LOUIS composée de Messieurs CORBE Jérôme et Gérard n'est pas autorisée à exploiter 19,43 ha (parcelles ZC 30 à Loromontzey - ZA 5 à Saint Remy aux Bois - ZB71 à Essegney) objets de la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL du PAQUIS LOUIS (Messieurs CORBE Jérôme et Gérard).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs CORBE Jérôme et Gérard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - SAINT REMY AUX BOIS - ESSEGNEY - LOROMONTZEY pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - VILLACOURT - SAINT REMY AUX BOIS - BORVILLE - FROVILLE - ESSEGNEY - LOROMONTZEY - Demande d'autorisation d'exploiter n°2209

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que pour les terrains situés en Meurthe-et-Moselle, la surface du bien cédé étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures de Meurthe-et-Moselle, Considérant que l'installation de jeune agriculteur ne pouvant pas prétendre à l'octroi des aides à l'installation (pour la constitution d'une exploitation pouvant atteindre une capacité de production dans la limite de 150 utés SCOP/UTH) est plus prioritaire (priorité 5) que les agrandissements en vue d'atteindre la même capacité de production (priorité 6),

Considérant que pour les terrains situés dans les Vosges, les priorités définies par le Schéma Directeur Départemental des Structures des Vosges favorisent l'installation par rapport à l'agrandissement

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DU RAYEUX composé de Madame, SCHMITT Isabelle, Messieurs Georges et Jean Pierre JACQUOT est autorisé à exploiter 59,9 ha sous réserve d'installation de Mme SCHMITT avant le 31/12/2009

ZB 19/36 - ZC 12/14/34/49/71 à Borville

ZL 33/34 à Froville

ZC30 à Loromontzey

ZA 5 à Saint Remy aux Bois

ZD56/57 à Villacourt

ZA14/19/20/21/22/27/38/59/60/61/62/141 - ZB 57/70/71/76/78/80 à 83 - ZC 92 à Essegney conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DU RAYEUX (Madame, Messieurs SCHMITT Isabelle, Georges et Jean Pierre JACQUOT).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Messieurs SCHMITT Isabelle, Georges et Jean Pierre JACQUOT, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - VILLACOURT - SAINT REMY AUX BOIS - BORVILLE - FROVILLE - ESSEGNEY - LOROMONTZEY pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - BORVILLE - Demande d'autorisation d'exploiter n°2507

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que pour les terrains situés en Meurthe-et-Moselle, la surface du bien cédé étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures de Meurthe-et-Moselle, Considérant que l'installation de jeune agriculteur ne pouvant pas prétendre à l'octroi des aides à l'installation (pour la constitution d'une exploitation pouvant atteindre une capacité de production dans la limite de 150 utés SCOP/UTH) est plus prioritaire (priorité 5) que les agrandissements en vue d'atteindre la même capacité de production (priorité 6),

DECIDE

Art. 1^{er} : Le GAEC DE VAHAIE composé de Messieurs EURIAT Gérard et Denis n'est pas autorisé à exploiter 11,59 ha (parcelles ZB 19/36 - ZC 12/14/34/71 à Borville) objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE VAHAIE (Messieurs EURIAT Gérard et Denis).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs EURIAT Gérard et Denis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - BORVILLE pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision du 11 juin 2008 concernant l'exploitation d'un bien agricole à - LOROMONTZEY - Demande d'autorisation d'exploiter n°2517

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que pour les terrains situés en Meurthe-et-Moselle, la surface du bien cédé étant supérieure à 18 ha, les rangs de priorité observés sont ceux de l'article 2B du Schéma Départemental des Structures de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que l'installation de jeune agriculteur ne pouvant pas prétendre à l'octroi des aides à l'installation (pour la constitution d'une exploitation pouvant atteindre une capacité de production dans la limite de 150 utés SCOP/UTH) est plus prioritaire (priorité 5) que les agrandissements en vue d'atteindre la même capacité de production (priorité 6),

DECIDE

Art. 1^{er} : L'EARL du Pré des Roses composée de Madame, Monsieur DIDIER n'est pas autorisée à exploiter 12,1 ha (parcelle ZC30 à Loromontzey) objets de la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame, Monsieur DIDIER, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de - LOROMONTZEY pour affichage.

Nancy, le 11 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – C.O.38 – 54036 NANCY CEDEX.

Service environnement - eau

Extrait de l'arrêté du 9 juin 2008 autorisant le système de collecte et la réalisation d'aménagements pour la gestion des eaux pluviales de la commune de Velaine-en-Haye

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

ARRETE

Art. 1^{er} : objet

Le système de collecte des eaux usées et pluviales, ainsi que les rejets des eaux pluviales de la commune de Velaine-en-Haye sont autorisés, dans les conditions du présent arrêté et conformément au dossier soumis à enquête.

Cette autorisation, au profit de la commune de Velaine-en-Haye, annule et intègre les prescriptions du récépissé du 1er juillet 2002 qui déclarait le dispositif d'infiltration des eaux pluviales (DI n°2) au profit du Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement de Velaine-Sexey-Aingeray.

Art. 2 : rubriques concernées par les ouvrages et travaux

Rubrique	Intitulé	Seuil	Régime	Volume du projet
2.1.2.0	Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier étant	Supérieur à 12 kg de DBO ₅ , mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO ₅	Déclaration	nouveau déversoir d'orage de 57 kg/j de DBO ₅ DO2 de 47 kg/j de DBO ₅ DO3 de 84 kg/j de DBO ₅
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant	Supérieure ou égale à 20 ha	Autorisation	129,3 ha

Art. 3 : situation des ouvrages et travaux

Les travaux seront réalisés sur la commune de Velaine-en-Haye.

Art. 4 : caractéristiques des ouvrages et travaux

La gestion des eaux pluviales sur la commune de Velaine-en-Haye sera réalisée conformément au projet déposé et soumis à enquête publique. Elle comprend notamment :

4.1 : la gestion des eaux pluviales dans la commune

Le réseau de la commune Velaine-en-Haye s'organise en trois zones de collecte (annexe 1).

Zone de collecte 1 :

La zone de collecte 1 correspond au Nord et Centre de la commune et représente 40 hectares.

Cette zone est desservie par un réseau de collecte unitaire.

Après travaux, les eaux pluviales seront dirigées vers un bassin de rétention-infiltration (DI n°1).

Zone de collecte 2 :

La zone 2 correspond au Sud de la commune et représente 48 hectares.

Les eaux pluviales actuellement dirigées vers le dispositif d'infiltration des eaux pluviales (DI n°2) qui a fait l'objet d'une déclaration au titre de la loi sur l'eau le 1^{er} juillet 2002.

Zone de collecte 3 :

La zone 3 correspond à l'Est de la commune et représente à 41,30 hectares.

Seule la zone urbanisée de la ZAC du Relais est actuellement desservie et infiltrée au niveau du dispositif d'infiltration (DI n°3).

Ce dispositif a été réalisé en 1982.

4.2 : les travaux

Les travaux concernent la zone de collecte 1 et seront réalisés conformément au dossier présenté.

Afin de fiabiliser la gestion des eaux pluviales de cette zone et ne plus utiliser le ruisseau du Breuil comme lieu d'infiltration, la commune réalisera les travaux suivants (voir annexe 2) :

- le réglage du déversoir d'orage n°3 pour laisser passer 15 l/s dans la canalisation aval ;

- la création d'un bassin de pollution qui récupérera la surverse du DO n°3. Ce bassin permettra de stocker les eaux usées surversées en cas de fortes pluies et de les rediriger vers la station d'épuration. Le bassin de pollution fera 200 m³ et permettra le transfert des eaux usées vers la station à raison de 6 l/s et la surverse ira vers la canalisation d'eaux pluviales décrite ci-après ;

- la création d'un réel dispositif d'infiltration qui récupérera les eaux pluviales de l'ensemble de la zone 1. Ce dispositif de rétention-infiltration sera réalisé sous forme d'un bassin de rétention de 4 800 m³ relié avec une canalisation de pente nulle à une zone d'infiltration de 1240 m³ ;

- la création d'un nouveau déversoir au niveau de la future ZAC (chemin de la poste) avec la création d'une canalisation permettant d'amener directement les eaux pluviales au dispositif d'infiltration. Cette canalisation aura un diamètre de 1 000 mm sur 150 m, puis un diamètre de 1 200 mm sur 400 m.

4.3 : les caractéristiques des ouvrages de collecte et rejet des eaux pluviales

4.3.1 Les points caractéristiques du réseau de collecte

Les points de déversement potentiel sur le réseau de collecte sont les suivants :

Type de point	Numéro	Localisation	Commune	Surverse	Charge en kg DBO ₅ /j	Débit de référence ou fréquence de pluie provoquant la surverse
Ouvrage de délestage	1	Croisement de la rue de Nancy et de la rue du Relais X 872.27 Y 2 416.76	Velaine-en-Haye	Canalisation d'eaux pluviales de la rue du Relais		Débit conservé dans la canalisation route de Toul de 438 l/s
Déversoir d'orage	2	Croisement du chemin de la poste et du chemin de l'école X 871.88 Y 2 417.31	Velaine-en-Haye	Fossé du chemin d'exploitation n°17.	47	Calé à 237 l/s Déversement pour une pluie de retour supérieur à un an.
Déversoir d'orage	3	Lieu-dit le Breuil Parcelle AA47 X 871.34 Y 2 418.16	Velaine-en-Haye	Bassin de pollution	84	Calé à 15 l/s Déversement pour tout type de pluie.
Déversoir d'orage	4 Nouveau	Croisement du chemin de la poste et de la résidence de la Haye X 871.61 Y 2 417.58	Velaine-en-Haye	Bassin de rétention-infiltration n°1 via une canalisation d'eaux pluviales	57	Calé à 150 l/s Déversement pour pluie critique de retour mensuel.
Poste de refoulement		Au Nord du hameau de Grandchamp, parcelle 16 X 870.79 Y 2 416.95	Velaine-en-Haye			

4.3.2 Les caractéristiques des ouvrages de stockage et d'infiltration des eaux pluviales

Les ouvrages sont les suivants :

Type d'ouvrage	Numéro	Localisation	Commune	Dimension	Surface totale collectée (ha)
Dispositif infiltration	1	Lieu dit le Breuil Parcelles 21, 23 et 24	Velaine-en-Haye	Ouvrage de stockage : Volume 4 800 m ³ Ouvrage d'infiltration : Volume 1 240 m ³ Les deux ouvrages sont reliés par une canalisation de diamètre 500 mm et de pente nulle Les ouvrages sont clôturés.	
Dispositif infiltration	2	Nord du hameau de Grandchamp Lieu-dit Chauxfour Parcelles 14 et 15	Velaine-en-Haye	Forme allongée Volume 700 m ³ maximum Infiltration maximum de 3 700 m ³ /j Longueur 180 m Largeur amont	48

				au sommet 5 m Largeur aval au sommet 10 m	
Dispositif infiltration	3	Nord de la ZAC du Relais entre l'allée Taille Michaud et la voie ferrée	Velaine-en-Haye	Fossé d'infiltration busé sur 80 ml avec une cana- lisation en demi- lune de diamètre 800 mm Volume 40 m3	41.3
Bassin de pollution		Lieu-dit le Breuil Parcelle AA47	Velaine-en-Haye	Bassin enterré Volume de 200 m3 Débit de vidange 6 l/s	

Art. 5 : mesures de sauvegarde

Conformément au dossier présenté, les différents ouvrages seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire et tenu en bon état de fonctionnement.

Un cahier d'entretien sera tenu à jour par le pétitionnaire et sera mis à la disposition du service de police de l'eau et des milieux aquatiques à la demande de ce dernier.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Les ouvrages et leur suivi devront notamment répondre aux prescriptions générales édictées par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.

Art. 6 : contrôle des ouvrages

A toute époque, le pétitionnaire est tenu de donner aux agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques accès à ces ouvrages afin de permettre tout contrôle inopiné.

Art. 7 : mesures de sécurité publique

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Art. 8 : réserve du droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 9 : autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Art. 10 : clause de précarité

Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des ressources piscicoles, de la police et de la répartition des eaux des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent arrêté.

Art. 11 : modification des ouvrages

Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du préfet de Meurthe-et-Moselle.

Art. 12 : recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du Code de l'Environnement).

Art. 13 : publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Velaine-en-Haye et le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Une copie sera transmise pour information au directeur interdépartemental du service de la navigation du nord est, à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle, au chef du service départemental de l'O.N.E.M.A de Meurthe-et-Moselle.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Velaine-en-Haye.

Nancy, le 9 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 9 juin 2008 autorisant à titre temporaire la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy à réaliser au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement le prélèvement d'eau dans le Dorlon en vue de l'étude d'incidence relative au prélèvement d'eau destinée à l'alimentation en eau potable sur le territoire de la commune de Charency-Vezin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la demande de prélèvement temporaire est nécessaire à l'étude d'impact au titre de la loi sur l'eau concernant la dérivation du Dorlon en vue du prélèvement en eau potable projeté par la Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy ;

Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau

Que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis;

ARRETE**TITRE 1 - OBJET DE L'AUTORISATION TEMPORAIRE****Art. 1^{er} : Objet de l'autorisation temporaire**

La Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy (CCAL), représentée par Monsieur le Président, est autorisée en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : autorisation temporaire de prélèvement dans Le Dorlon dans le cadre de l'étude d'impact du projet de prélèvement d'eau à destination d'eau potable sur la commune de Charency-Vezin,

Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
1.2.1.0	Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m3/heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau	Autorisation

Art. 2 : Date et Durée des prélèvements

La CCAL est autorisée à débuter ce prélèvement temporaire d'une durée maximale de 3 jours, dès la date de signature de cet arrêté, sous réserve des prescriptions mentionnées à l'article 4.

Si cette première période de 3 jours n'avait pas permis de tester les débits souhaités, la CCAL est autorisée à réaliser un second prélèvement temporaire dès que les débits le permettent, sous réserve de l'application des prescriptions décrites ci-dessous.

La présente autorisation a une durée maximale de 6 mois renouvelable 1 fois sur la demande du pétitionnaire. Cette demande doit être parvenue au service chargé de la police de l'eau au minimum 1 mois avant la fin de la présente autorisation.

Art. 3 : Caractéristiques des ouvrages

Trois débits peuvent être testés :

- Un prélèvement jusqu'à 1/10^{ème} du module,
- Deux prélèvements entre le 1/10^{ème} et le 1/2 du module.

L'impact du pompage sera étudié selon deux approches quantitatives réglementaires :

- la méthode d'évaluation de la qualité physique des cours d'eau proposée par la Délégation Régionale de l'ONEMA de Lyon puis développée par TELEOS et SIALIS. Cette méthode permet la mise en évidence de relations entre une mosaïque d'habitats et un peuplement pisciaire.
- la méthode STATHAB (Evaluation par des méthodes statistiques de l'habitat des poissons en rivière) qui permet de définir parmi plusieurs valeurs de débit, la plus favorable pour la faune aquatique.

Deux stations de mesures sont retenues a priori pour caractériser les secteurs les plus représentatifs du Dorlon entre l'aval de l'étang de l'ancienne usine et La Chiers.

L'indice d'attractivité morphologique sera calculé sur chaque station de mesure et pour chaque débit testé.

Titre I : PRESCRIPTIONS**Art. 4 : Prescriptions spécifiques**

Le service de police de l'eau de la DDAF ou le Service Départemental de l'Office National de l'Eau (ONEMA) et des Milieux Aquatiques imposera si nécessaire, avant la date de début des prélèvements envisagés, de nouvelles stations de mesure de l'impact, en plus des 2 déjà retenues ci-dessus.

Les agents du service police de l'eau de la DDAF, ceux des services de la DDASS et ceux du service départemental de l'ONEMA seront prévenus au minimum une semaine avant le début du premier prélèvement de la date et de l'heure retenues pour débuter les pompages.

Les agents du service police de l'eau de la DDAF et / ou ceux du service départemental de l'ONEMA seront présents au moment du démarrage des pompages afin d'apprécier l'incidence du démarrage du prélèvement.

Le pétitionnaire transmettra au service chargé de la police de l'eau au maximum 1 mois après le / les prélèvements :

- le relevé de l'index initial et final du compteur volumétrique mis en place sur le pompage,
- les dates et horaires de début et de fin de pompage (à chaque démarrage et arrêt de pompes),
- pour chaque période de prélèvement le débit instantané du Dorlon en amont du prélèvement et le débit prélevé.

A titre conservatoire, un prélèvement sera réalisé en début de pompage sur les eaux brutes afin de réaliser une analyse de type RS, dont les résultats seront transmis aux services départementaux de la DDASS et de la police de l'eau.

Art. 5 : Prescriptions générales relatives à certaines rubriques

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L 214-1 et L214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R 214-1 du ode de l'environnement et joint à la présente autorisation.

Titre II : DISPOSITIONS GENERALES**Art. 6 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 214-18 du code de l'environnement.

Art. 7 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Art. 8 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement. Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier. Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Art. 9 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Art. 10 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Art. 11 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 12 : Autres réglementations

Cette autorisation ne dispense en aucun cas le pétitionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations (code de la santé publique, code de l'environnement,...).

Art. 13 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié par la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affichée dans la mairie de Charency-Vezin pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation temporaire sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de Charency-Vezin.

Art. 14 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L 214-10 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Art. 15 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de Briey, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle, le chef du service départemental de l'ONEMA et le maire de la commune de Charency-Vezin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et mis à la disposition du public sur le site internet de la Préfecture.

Copie du présent arrêté sera également transmise:

- au Président de la fédération départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique,
- au gestionnaire de la station de traitement d'eau potable de la CCAL.
- à l'exploitant de la station de traitement d'eau potable de la CCAL située à Cosnes-et-Romain.

Nancy, le 9 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service forêt, chasse et milieux naturels

Extrait de l'arrêté n° 2008/192 du 10 juin 2008 prononçant une application du régime forestier dans la commune de Onville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Onville	Onville	Perrières	A	194	2.6848
		Chenois	D	495	1.5418
		Chenois	D	504	0.8653
		Fonds de Chenois	D	586	1.1446
		Fonds de Chenois	D	587	1.1972
		Les Mansards	D	425	11.61
		Les Mansards	D	426	0.2265
		Les Mansards	D	427	0.2265
		Persion	D	428	0.1516
		Persion	D	429	0.4798
		Persion	D	431	2.5798
		Persion	D	432	2.2176
		Persion	D	433	0.1205
		Persion	D	434	0.7635
		Total			25.8095 ha

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle nord de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une ampliation sera adressée au maire de la commune de Onville.

Nancy, le 10 juin 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Direction départementale des services vétérinaires

Service santé et protection animales

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.059 du 27 mai 2008 attribuant un mandat sanitaire provisoire au docteur Sébastien JAQUINET, vétérinaire à Lunéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à :

Docteur Sébastien JAQUINET

Docteur Vétérinaire

6, rue Jean-Baptiste Anet

54300 LUNEVILLE

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 27 mai 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Jean-Yves CHOLLET

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.062 du 16 juin 2008 attribuant un mandat sanitaire au docteur Thierry PIRAUX, vétérinaire à Rehon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué à :

Docteur Thierry PIRAUX

Docteur vétérinaire

72, rue de Longwy

54430 REHON

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 16 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Jean-Yves CHOLLET

Extrait de l'arrêté n° 08.DDSV.063 du 16 juin 2008 attribuant un mandat sanitaire provisoire au docteur Nicolas MOREAUX, vétérinaire à Fromelennes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Art. 1^{er} : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée d'un an à :

Docteur Nicolas MOREAUX
Docteur Vétérinaire
TECHNIVET S.E.L.A.R.L.
20, rue Bel Air
08600 FROMELENNES

Art. 2 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine.

Art. 3 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité du directeur départemental des services vétérinaires pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'Etat et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Art. 4 : En cas d'inobservation des instructions du directeur départemental des services vétérinaires ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le directeur départemental des services vétérinaires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 16 juin 2008 Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Jean-Yves CHOLLET

**Direction départementale de l'équipement
Service habitat**

Programme d'action 2008 de l'ANAH en Meurthe et Moselle - (hors territoires de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, délégataires des aides à la pierre) - Approuvé par la commission d'amélioration de l'habitat lors de sa séance du 29 mai 2008

SOMMAIRE

Introduction

1^{ère} partie : Eléments de contexte

1.1 Enjeux et objectifs du territoire pour le logement privé

1.2 Bilan des actions menées en 2007

1.3 Objectifs et dotation 2008

2^{ème} partie : Dispositions du programme d'action

2.1 La hiérarchisation des priorités

2.2 L'optimisation de la dotation budgétaire

2.3 La modulation des loyers

2.4 L'ingénierie et les programmes

2.5 La lutte contre l'habitat indigne

2.6 La communication et la formation

2.7 La gestion de la qualité et les contrôles

2.8 Les partenariats

Introduction :

L'élaboration de programmes d'action départementaux (PAD) est instituée par les décrets de 2001 et de 2005 et confirmée depuis par les circulaires de programmation de l'ANAH.

L'objectif premier de ce programme est la définition de la politique pour l'habitat privé et de ses conditions de mise en œuvre. Ces orientations guident le fonctionnement de la délégation tout au long de l'année. Ce programme doit permettre aux propriétaires d'appréhender au mieux les aides auxquelles ils peuvent prétendre.

Ce programme d'action doit tout d'abord rappeler les enjeux et les objectifs locaux du logement privé, comporter un bilan de la politique menée et des actions engagées l'année précédente, préciser les objectifs de l'année notamment fixés par le Plan de cohésion sociale.

Il doit ensuite porter sur la définition des principales dispositions, actions et mesures à mettre en œuvre au cours de l'année pour atteindre ces objectifs, compte tenu des crédits et moyens disponibles.

Enfin, il faut préciser que ce plan d'action concerne le département de Meurthe-et-Moselle auquel il faut soustraire le territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et celui de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, délégataires des aides à la pierre, exception faite de l'adaptation des loyers en cas de conventionnement sans travaux.

1. Eléments de contexte

1.1 Enjeux et objectifs du territoire pour le logement privé

Le département de Meurthe-et-Moselle est caractérisé par des zones urbaines et des zones plus rurales sur lesquels les enjeux au niveau de l'habitat diffèrent.

Le sillon lorrain, du bassin d'habitat du Grand Nancy au secteur de Pont-à-Mousson, concentre des enjeux importants par une concentration d'activité et de population élevée.

Les secteurs de Toul, Vézelize-Bayon, Saint-Nicolas de Port ont pour point commun d'être traversés par des infrastructures routières et par des sites d'activité qui influent sur leur développement. La proximité relative du bassin d'habitat du Grand Nancy contribue à un report de population en raison de la pression foncière sensible sur l'agglomération. Ils font l'objet d'un nombre conséquent de migrations alternantes (domicile-travail).

Le territoire frontalier avec le Luxembourg connaît une tension importante sur l'immobilier du fait de l'emploi transfrontalier et d'un marché de l'immobilier luxembourgeois dont le niveau est très élevé. Enfin, le secteur de Briey est sous l'influence de l'agglomération messine.

L'arrivée du TGV Est influe sur les territoires plus ruraux situés à proximité de la gare lorraine (secteur de Pont-à-Mousson, Vandières, Jarny).

Sur ces territoires, les enjeux sont de différents ordres :

- le développement de l'offre locative à caractère social
- l'éradication de logements indignes
- le développement d'une offre adaptée au vieillissement et aux situations de handicap.

Les deux dernières thématiques touchent également directement les zones plus rurales concernées par un vieillissement de la population et par un potentiel fiscal plus bas que la moyenne départementale.

1.2 Bilan des actions menées en 2007

La dotation du territoire hors délégations de compétence s'est élevée en 2007 à 5 334 998 €, soit une augmentation de 13,70 % par rapport à 2006.

Les chiffres-clés :

Le bilan reprenant les chiffres clés de la délégation se décompose de la façon suivante :

- Bilan au regard des objectifs de l'Agence pour 2007
- Bilan 2007 propriétaires occupants par programme
- Bilan 2007 propriétaires bailleurs et propriétaires occupants adaptation
- Bilan 2007 propriétaires occupants maintien à domicile (programme exceptionnel).

Ce bilan est annexé au présent document (annexe 1). Ces chiffres excluent les aides accordées sur le périmètre de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et le périmètre de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, délégataires des aides à la pierre.

Les objectifs sont dépassés pour ce qui concerne les logements à loyers maîtrisés, grâce aux actions mises en œuvre notamment à travers le Programme d'Intérêt Général "Plan de cohésion sociale" qui a été prorogé en 2007. Les résultats sont très bons pour les propriétaires bailleurs dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne grâce à la réhabilitation des façades de la Cité Radieuse de Briey, mais encore mauvais pour les propriétaires occupants, ceci confirmant la difficulté de faire aboutir les dossiers (réticence des propriétaires, équilibre financier difficile des opérations...) et l'importance des partenariats à mettre en place. Le travail partenarial instauré dans le département et le lancement effectif de l'application extranet prévu en 2008 devraient contribuer à améliorer ces résultats.

L'objectif a été atteint en ce qui concerne les travaux d'adaptation des logements occupés par leurs propriétaires et de maintien à domicile du programme exceptionnel.

A noter enfin que la délégation locale a participé aux Rencontres de l'Habitat organisées par la Communauté Urbaine le 2 juillet, et à une réunion d'information organisée par l'Unpi sur Pompey le 11 septembre.

1.3 Objectifs et dotation 2008

L'action de l'ANAH s'inscrit dans le cadre du volet logement du Plan de cohésion sociale dont 2008 correspond à la quatrième année de mise en œuvre.

Les objectifs chiffrés de la délégation de Meurthe-et-Moselle pour l'année 2008 (hors territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et du territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, délégataire des aides à la pierre) sont joints en annexe 2.

Ils restent constants par rapport à ceux de 2007.

Pour la mise en œuvre de sa politique et l'atteinte des objectifs assignés, la délégation locale de l'ANAH dispose d'une dotation de 4,7 millions d'euros.

2. Dispositions du programme d'action

2.1 La hiérarchisation des priorités

Chaque délégation locale doit disposer d'une grille de priorités dans son programme d'actions en cohérence avec les priorités de Plan de cohésion sociale et la circulaire relative à la programmation de l'action et des crédits de l'ANAH.

Pour rappel :

- Les subventions de l'ANAH ne sont pas un droit.
- L'article 11 du RGA (Règlement Général de l'ANAH) prévoit que la CAH ou le président du département ou de l'EPCI délégataire apprécie l'opportunité de la prise en compte des travaux envisagés en fonction de l'intérêt économique, social, environnemental et technique du projet, de la situation du marché locatif local, des secteurs programmés, des orientations définies par les PLH ainsi que des Programmes d'Actions ... et que des refus motivés peuvent être notifiés sur ces bases.

- Les engagements se font au fur et à mesure des CAH. Il convient dès lors de définir préalablement les règles de priorité qui contribueront à l'opposabilité des décisions prises et de les inclure dans le Programme d'Actions.

Les critères de sélectivité pour l'année 2008 hors territoire des délégataires figurent dans l'annexe 3 du présent programme.

2.2 L'optimisation de la dotation budgétaire

Pour rappel :

- Certaines dotations peuvent se révéler insuffisantes pour faire face aux besoins du territoire,
- Le règlement général de l'ANAH autorise la CAH à limiter les plafonnements et le montant des subventions dont le coût est jugé excessif, afin d'ajuster les moyens disponibles aux objectifs du territoire. Il permet encore d'augmenter la durée du conventionnement de 9 ans à 12 ou 15 ans .

- Ces règles doivent être précisées dans le Programme d'Actions.

Au regard de ces dispositions et du nombre de dossiers en stock à début 2008, il est nécessaire d'optimiser la dotation budgétaire et de décider de dispositions spécifiques. Celles-ci sont proposées dans l'annexe 4 qui reprend également les dispositions décidées en 2007 en ce qui concerne la maîtrise des subventions accordées dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne.

Enfin, il est rappelé que les taux de subventions de l'ANAH sont des taux maximums qui peuvent être minorés en fonction de l'intérêt économique, social, environnemental et technique du projet envisagé.

2.3 La modulation des loyers

Le dispositif du conventionnement ANAH en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2006 doit aujourd'hui faire l'objet d'ajustements des niveaux de loyers selon la délibération du conseil d'administration de l'ANAH du 6 décembre 2007 commentée dans l'instruction n° 2007-04 du 31 décembre 2007. Ces ajustements sont fonction de la tension réelle et observable du marché local.

Ainsi, les commissions d'amélioration de l'habitat doivent fixer les loyers plafonds en appliquant, dans le respect des plafonds de zones définis annuellement par circulaire, des règles particulières selon le type de loyers et le conventionnement avec ou sans travaux.

En Meurthe-et-Moselle, une réflexion sur le niveau des loyers a été menée sur la base du bilan du Programme d'Intérêt Général "Plan de cohésion sociale", des études préalables aux OPAH et de leurs bilans, et de dires d'experts.

Les niveaux de loyers maîtrisés ainsi que les communes concernées par les dispositions introduites figurent en annexe 5.

2.4 L'ingénierie et les programmes

Pour rappel :

- Plus de 30 ans de politique de réhabilitation urbaine menée, en particulier grâce aux opérations programmées de l'habitat (OPAH), ont montré l'efficacité des dispositifs mis en place et la pertinence du partenariat collectivités territoriales – Etat – Agence Nationale de l'Habitat pour déclencher chez les acteurs privés des dynamiques de réinvestissement.

- Le Programme d'Actions doit s'interroger sur les OPAH, PIG, PST, Plan de sauvegarde, OPAH copropriétés dégradées en cours ou à mettre en œuvre sur le territoire pour réaliser les objectifs de l'habitat privé.

- Les circulaires de novembre 2002, de mars et de juillet 2005 donnent à chacune des délégations et chacun des délégataires les dispositifs nécessaires pour conduire, en partenariat avec les collectivités territoriales concernées, une véritable politique de l'habitat privé sur le territoire.

Ce mode d'intervention est en effet le plus adapté pour donner toute efficacité aux interventions sur le parc privé du fait de l'implication de la collectivité maître d'ouvrage et de l'action de l'équipe d'animation.

Les actions menées en 2007 auprès des collectivités locales ont porté leurs fruits. Plusieurs études ont été lancées sur différents territoires. Elles vont désormais aboutir à la phase opérationnelle ce qui va augmenter le nombre d'OPAH à terme et permettra d'assurer la mobilisation des collectivités locales autour de la problématique du parc privé en général et de l'éradication de l'habitat indigne en particulier.

Les programmes en cours à ce jour sont les suivants (hors territoire de la CUGN et de la CCBP) :

OPAH :

- Communauté de Communes Moselle et Madon
- Communauté de Communes du Cristal
- Commune de Longuyon
- Communauté de Communes du Pays du Sanon
- Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois
- Communauté de Communes de la Vallée de la Plaine
- Communauté de Communes du pays de Colombey et du Sud Toulais
- Communauté de Communes de la Vezouze
- Communauté de Communes du Val de Meurthe

PST :

- PST départemental dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Départemental pour le Logement des Personnes Défavorisées.

Le programme prévisionnel des OPAH, PST, PIG est le suivant (hors territoire de la CUGN et de la CCBP) :

Etudes d'OPAH en cours :

- Communauté de communes du Pays de Brie
- Communauté de communes du Pays de l'Orne
- Communauté de communes du pays de Pont à Mousson
- Communauté de Communes du Saintois au Vermois
- Communauté de Communes entre Meurthe et Verdurette
- Communauté de Communes du Badonvillois
- Lunéville centre ancien
- Communes des anciens fonds de vallées sidérurgiques et d'Hussigny-Godbrange

Etudes d'OPAH qui pourraient être lancées en 2008 :

- Communauté de communes de la Mortagne

Le nombre important de programmes en cours et à venir conduit la délégation à ralentir le lancement de nouvelles études afin de pouvoir continuer à gérer au mieux la dotation budgétaire mise à disposition.

2.5 La lutte contre l'habitat indigne

La lutte contre l'habitat indigne est un objectif prioritaire du Plan de cohésion sociale. Afin d'améliorer les résultats en la matière ont été mises en place diverses actions.

Ainsi, toutes les nouvelles OPAH en cours d'étude contiennent un volet habitat indigne qui consiste en l'identification du parc concerné et en la politique particulière à mettre en place sur le territoire.

Par ailleurs, une politique partenariale est développée afin d'agir au mieux sur cette thématique. Ce dispositif de lutte contre la non-décence du logement repose sur des partenaires aux compétences complémentaires, la CAF étant le guichet unique des signalements. Ce dispositif est basé sur une négociation avec le propriétaire qui peut aboutir à des travaux pouvant être financés par

l'ANAH. Si la démarche amiable échoue et qu'aucun travaux n'est réalisé, l'occupant est accompagné dans une démarche contentieuse contre le propriétaire. Le recensement efficace du signalement aboutit à un observatoire du logement indigne et non décent reposant sur le développement d'une base de données nominative partenariale via les technologies internet.

2.6 La communication et la formation

Une attention particulière est à accorder à la communication vis-à-vis des bénéficiaires des aides de l'ANAH que sont les propriétaires. Ils doivent avoir accès à une information claire et précise pour connaître au mieux les modalités d'intervention de l'ANAH et les conditions en vigueur localement. Cette communication est le travail quotidien du personnel de la délégation locale de l'ANAH et repose sur une maîtrise de la réglementation. La généralisation à l'ensemble des secteurs programmés des fiches d'information introduites en 2006 dans le cadre du PIG PCS pour présenter au mieux les dispositions applicables en matière de loyer maîtrisé va être poursuivie. La communication verbale est en effet bien souvent insuffisante pour permettre un accès aisé à une information qui se révèle par définition vaste et complexe d'un premier abord.

Le plan de communication et de formation de la délégation pour l'année 2008 se trouve en annexe 6.

2.7 La gestion de la qualité et les contrôles

Pour rappel :

- Les subventions de l'ANAH proviennent d'une dotation budgétaire attribuée chaque année par l'Etat, ce qui impose, s'agissant de fonds publics, une utilisation la plus rigoureuse possible.

- L'attribution de subventions en contrepartie d'engagements significatifs des propriétaires bailleurs sur une longue durée confère à l'ANAH une vocation sociale qu'il convient de faire respecter.

Au vu de ces enjeux, une des missions de la délégation de l'ANAH est :

- de vérifier l'usage efficient de l'argent public,
- d'assurer le plus grand respect de la déontologie,
- de veiller à l'image de marque de l'ANAH afin que sa crédibilité ne soit pas remise en cause.

La politique de contrôle menée au sein de la délégation locale de l'ANAH repose sur :

- une charte des dossiers sensibles sur la base de laquelle l'instruction de certains dossiers est assurée de façon spécifique
- un contrôle hiérarchique effectué par le délégué local et la déléguée locale adjointe sur les dossiers instruits à l'engagement et au paiement
- un contrôle des engagements d'occupation réalisés par sondage sur les dossiers soldés 3 années auparavant.

Une réflexion sur la charte des dossiers sensibles est à engager pour adapter au mieux cette charte aux données actuelles (critères définissant les dossiers sensibles, moyens en personnel de la délégation...).

Les contrôles reposent également sur des partenariats extérieurs instaurés pour certains depuis de nombreuses années. Ainsi, la Brigade de Contrôle et de Recherche des Impôts a un droit de communication sur les dossiers ANAH. Par ailleurs, les contrôles des logements réalisés par la CAF dans le cadre du versement de l'allocation logement constituent une source d'information à exploiter.

Ils doivent être poursuivis, voire développés pour ce qui concerne le conventionnement sans travaux. Ainsi, en sus de la vérification systématique des niveaux de loyer et de ressources des locataires réalisée pour toute convention conclue avec l'ANAH, un contrôle de la décence sera fait sur des dossiers choisis en s'appuyant sur la connaissance des contextes locaux.

Enfin, une organisation spécifique a été mise en place pour traiter au mieux les signalements relatifs aux logements très sociaux financés par l'ANAH.

2.8 Les partenariats

L'action de la délégation locale de l'ANAH menée pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés repose en grande partie sur des partenariats. Outre les partenariats instaurés avec les collectivités locales dans le cadre d'opérations programmées et les relations qui se développent avec les instances représentatives des propriétaires, la délégation locale est en lien avec différents partenaires extérieurs dont les principaux sont les suivants :

- Sur la base d'une convention conclue avec EDF, les projets comportant du chauffage électrique sont soumis pour leur recevabilité à la production d'un Bilan de Rénovation Électrique et pour leur paiement au label Promotelec, pour garantir la maîtrise des charges.

- La délégation est amenée à travailler régulièrement avec la DDASS pour les dossiers d'insalubrité et ceux concernées par des risques d'exposition au plomb. Le partenariat développé avec la CAF pour lutter contre le logement non décent est en train d'aboutir à la mise en place d'une base extranet commune aux différents partenaires.

- Une intervention concertée est également en œuvre au niveau de la production de logements très sociaux, dans le cadre du Programme Social Thématique conclu avec le département. Il s'agit de mobiliser les subventions majorées du PST après s'être assuré de l'opportunité foncière du projet. Cette opportunité foncière, co-validée par le Conseil Général et l'Etat, co-pilotes du Plan Départemental pour le Logement des Personnes Défavorisées, permet de s'assurer au mieux du besoin de logement très social au regard des familles en attente de ce type d'habitat adapté.

ANNEXES

- annexe 1 : les chiffres clés 2007
- annexe 2 : objectifs du Plan de cohésion sociale 2008
- annexe 3 : grille de priorités
- annexe 4 : dispositions particulières pour l'instruction des dossiers
- annexe 5 : adaptation des loyers conventionnés
- annexe 6 : plan de communication et de formation

Les annexes 1, 2, 6 sont consultables à la Direction Départementale de l'Équipement, délégation locale de l'ANAH, place des Ducs de Bar à Nancy.

ANNEXE 3

GRILLE DE PRIORITES

Pour les dossiers déposés à compter du 01 juin 2008

hors territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et hors territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey (délégataires des aides à la pierre)

PROPRIETAIRES BAILLEURS

Priorité 1 : Travaux de sortie d'insalubrité, de saturnisme, de péril si le logement est conventionné (loyer social, très social, intermédiaire)

Priorité 2 : Travaux liés à la remise sur le marché de logements vacants depuis au moins 12 mois si le logement est conventionné (loyer social, très social, intermédiaire), plus particulièrement en zone tendue conformément à la circulaire de programmation 2008

Priorité 3 : Interventions spécifiques à caractère social (travaux d'accessibilité et d'adaptation, propriétaires bailleurs de ressources modestes, organismes agréés, locataires défavorisés) si le logement est conventionné (loyer social, très social, intermédiaire)

Priorité 4 : Travaux portant sur les logements soumis à la loi de 1948 (après travaux)

Priorité 5 : Autres travaux liés à la réalisation d'un logement à loyer conventionné (loyer social, très social, intermédiaire)

Priorité 6 : Autres travaux en secteur OPAH (conventions d'opération signées avant le 01/01/08)

PROPRIETAIRES OCCUPANTS

Priorité 1.1 : Travaux de sortie d'insalubrité, de saturnisme, de péril

Priorité 1.2 : Interventions spécifiques à caractère social (travaux d'accessibilité et d'adaptation)

Priorité 1.3 : Logements occupés par un propriétaire « très social »

Priorité 1.4 : Travaux répondant aux thématiques prioritaires en secteur programmé (OPAH, PIG)

Priorité 2.1 : Mise aux normes de confort de logements ne possédant pas les 3 éléments de confort

Priorité 2.2 : Travaux de mise en sécurité : électricité, gaz, prévention des risques d'accidents, mise aux normes d'ascenseur...

Priorité 2.3 : Travaux d'amélioration de logements au profit de la santé des habitants : présence de radon, amiante, humidité, lutte contre le bruit, qualité de l'air intérieur, solutions passives pour le confort thermique d'été...

Priorité 2.4 : Travaux permettant des économies d'énergie et d'eau, de développement des énergies renouvelables

Priorité 3 : Autres travaux en secteur OPAH

Priorité 4 : Autres travaux en secteur diffus

ANNEXE 4

Dispositions particulières annexées aux critères de priorité pour les dossiers déposés à compter du 01 juin 2008

hors territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy et hors territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey (délégataires des aides à la pierre)

1. Ne sont plus subventionnés :

- les logements à loyer libre en secteur diffus,
- les projets qui ne correspondent pas à une demande sociale certaine, par la localisation et la taille des logements,
- les projets qui ne sont pas conformes au développement durable en raison notamment de leur mauvaise desserte ou d'un défaut de mixité sociale,
- les projets dont la qualité d'usage serait, au stade de l'instruction du dossier ou à terme, insuffisante;

2. Prime de vacance :

La circulaire de programmation 2008 précise que la remise sur le marché de logements vacants est une priorité en zone tendue : la prime de vacance ne sera plus accordée systématiquement en zone C dès lors que le projet de réhabilitation est situé dans une commune où le loyer conventionné n'est pas dérogatoire.

3. Concernant les OPAH :

- Les OPAH en cours : si la convention d'opération prévoit le financement de logements locatifs à loyer libre, ces dossiers seront considérés comme non prioritaires et le délégué local de l'ANAH les proposera en engagement à la CAH en fin d'exercice en fonction des crédits disponibles sur l'enveloppe budgétaire réservée à l'OPAH.

- Les nouvelles OPAH : les conventions d'opération ne permettront plus le financement de travaux de réhabilitation dans des logements locatifs à loyers libres.

4. Les logements existants ou créés par transformation d'usage, restructuration, division ou extension, ainsi que les opérations ayant un montant de travaux moyen par logement de 40 000 € sont soumis pour avis préalable à la commission d'amélioration de l'habitat qui se prononce sur l'intérêt social de l'opération, la durabilité des travaux et leur impact environnemental.

5. Insalubrité :

Pour les travaux de sortie d'insalubrité portant sur des logements occupés (avec arrêté préfectoral d'insalubrité ou avec grille ANAH) :

les taux de subvention majorés pour sortie d'insalubrité, à savoir le taux du logement + 20%, sont appliqués au cas par cas. Le déplaçonnement des travaux possible dans la limite de 30 000€ supplémentaires par logement concerné est également étudié au cas par cas. Il convient de rappeler que le dispositif majoré pour la résorption de l'habitat insalubre a vocation à résoudre les cas difficiles mais non à être appliqué mécaniquement.

Ainsi, pour les travaux de sortie d'insalubrité portant sur des logements vacants :

- avec arrêté préfectoral d'insalubrité, quelle que soit la durée de la vacance : les taux de subvention majorés pour sortie d'insalubrité sont appliqués, à savoir le taux du logement + 20%. Le déplaçonnement des travaux possible dans la limite de 30 000€ supplémentaires par logement concerné est étudié au cas par cas. La prime de vacance est mobilisable si ses conditions d'attribution sont remplies.

- avec grille d'insalubrité ANAH :

si la vacance est inférieure à 3 ans : les taux de subvention majorés pour sortie d'insalubrité sont appliqués, à savoir le taux du logement + 20%. Le déplaçonnement des travaux possible dans la limite de 30 000 € supplémentaires par logement concerné est étudié au cas par cas. La prime de vacance est mobilisable si ses conditions d'attribution sont remplies.

si la vacance est supérieure à 3 ans : pas de majoration pour sortie d'insalubrité ni de déplaçonnement des travaux dans la limite de 30 000€ supplémentaire par logement concerné. La prime de vacance est mobilisable si ses conditions d'attribution sont remplies.

6. Péril :

Pour les travaux de sortie péril portant sur des logements occupés (avec arrêté de péril) :

les taux de subvention majorés pour sortie de péril sont appliqués, à savoir le taux du logement + 20%. Le déplaçonnement des travaux possible dans la limite de 30 000€ supplémentaires par logement concerné est étudié au cas par cas.

Pour les travaux de sortie de péril portant sur des logements vacants :

- avec arrêté de péril, quelle que soit la durée de la vacance :

les taux de subvention majorés pour sortie de péril ne sont pas systématiquement appliqués, à savoir le taux du logement + 20%. Le déplaçonnement des travaux possible dans la limite de 30 000 € supplémentaires par logement concerné est également étudié au cas par cas. La prime de vacance est mobilisable si ses conditions d'attribution sont remplies.

7. Lutte contre le bruit :

La qualité acoustique des fenêtres est attestée par l'installateur ou le maître d'œuvre en annexe du devis et de la facture par l'intermédiaire des fiches ANAH. Le matériel doit répondre aux critères et niveaux de performance suivants quelque soit les matériaux :

- label ACOTHERM : AC2 ou plus

- procès-verbal d'essai acoustique : Ra, tr > ou = 35dB.

ANNEXE 5

Vu,

les articles L 321-4 et L 321-8 du Code de la Construction et de l'Habitation,

l'article 31 du Code Général des Impôts,

l'Instruction fiscale n°13 du 7 février 2008,

la circulaire UHC/DH2 N° 200 du 24 décembre 2007,

l'Instruction Anah 2007-04 du 31 décembre 2007

La commission d'amélioration de l'habitat (CAH) du département de Meurthe-et-Moselle réunie le 29 mai 2008 en sa forme ordinaire a adopté après une étude menée en conformité avec l'Instruction 2007-4 la délibération suivante.

1 : Définition des zones et des catégories

L'étude locale des niveaux de loyers qui a été menée a permis de définir une subdivision du marché local par zones.

Ces zones locales sont définies en annexe à cette délibération,

Par ailleurs, une classification des logements en catégories est ainsi définie :

Pour toutes les zones hors territoire en délégation de compétence des aides à la pierre, deux catégories ont été identifiées :

catégorie 1 = logements d'une surface utile fiscale inférieure ou égale à 70m2

catégorie 2 = logements d'une surface utile fiscale supérieure à 70m2.

Pour le territoire de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, en délégation de compétence des aides à la pierre, deux catégories ont été identifiées :

catégorie 1 = logements d'une surface utile fiscale inférieure ou égale à 60 m2

catégorie 2 = logements d'une surface utile fiscale supérieure à 60 m2.

Pour le territoire de la Communauté de Communes du Bassin de Pompey, en délégation de compétence des aides à la pierre, deux catégories ont été identifiées :

catégorie 1 = logements d'une surface utile fiscale inférieure ou égale à 50 m2

catégorie 2 = logements d'une surface utile fiscale supérieure à 50 m2.

2 : Loyers de marché

L'étude a permis de fixer pour les zones définies à l'article précédent les loyers de marché pour chaque zone et, pour chaque catégorie de logement dans chaque zone.

Ces loyers de marché en € au m² sont présentés dans le tableau ci dessous :

Département 54 hors délégation de compétence :

	Catégorie 1 (< ou = 70 m2)	Catégorie 2 (> 70m2)
ZONE 1		
Zone B et C dérogatoire	9,33 €	8,66 €
Zone C	8,36 €	6,75 €
ZONE 2		
Zone B et C dérogatoire	8,20 €	7,40 €
Zone C	7,50 €	6,70 €
ZONE 3		
Zone B et C dérogatoire	8,10 €	7,82 €
Zone C	7,40 €	6,90 €
ZONE 4		
Zone C dérogatoire	7,30 €	6,60 €
Zone C	6,85 €	6,20 €
ZONE 5		
Zone C dérogatoire	7,15€	6,32 €
Zone C	6,70 €	6,10 €

Territoires en délégation de compétence des aides à la pierre :

	Catégorie 1 (< ou = 60 m ²)	Catégorie 2 (> 60m ²)
Communauté Urbaine du Grand Nancy	9,45 €	7,15 €

	Catégorie 1 (< ou = 50 m ²)	Catégorie 2 (> 50 m ²)
Communauté de Communes du Bassin de Pompey	8,45 €	6,15 €

3 : Loyers plafonds

En application de la décision du conseil d'administration de l'Anah du 6 décembre 2007 et de l'Instruction 2007-4 du 31 décembre 2007, la CAH a déduit des loyers de marché présentés à l'article précédent les loyers plafonds qui seront applicables à compter du 1er juillet 2008.

Tous les dossiers déposés à compter de cette date se verront appliquer ce loyer.

Cette décision est applicable jusqu'à ce que la CAH adopte une autre décision ou qu'un texte pris dans les mêmes conditions mette fin à cette mesure.

Conventionnement sans travaux :

Loyer intermédiaire

Rappel : le loyer intermédiaire ne peut exister partout cf. l'instruction

Département 54 hors délégation de compétence :

	Catégorie 1 (< ou = 70 m ²)	Catégorie 2 (> 70m ²)
ZONE 1		
Zone B et C dérogatoire	8,40 €	7,79 €
Zone C	7,52 €	NR
ZONE 2		
Zone B et C dérogatoire	7,38 €	NR
Zone C	6,75 €	NR
ZONE 3		
Zone B et C dérogatoire	7,29 €	7,04 €
Zone C	6,66 €	NR
ZONE 4		
Zone C dérogatoire	6,57 €	NR
Zone C	NR	NR
ZONE 5		
Zone C dérogatoire	6,44 €	NR
Zone C	NR	NR

NR = Non retenu (signifie qu'aucune disposition n'est adoptée pour la zone et la catégorie concernées)

Territoires en délégation de compétence des aides à la pierre :

	Catégorie 1 (< ou = 60 m ²)	Catégorie 2 (> 60m ²)
Communauté Urbaine du Grand Nancy	8,50 €	NR

	Catégorie 1 (< ou = 50 m ²)	Catégorie 2 (> 50 m ²)
Communauté de Communes du Bassin de Pompey	7,60 €	NR

NR = Non retenu (signifie qu'aucune disposition n'est adoptée pour la zone et la catégorie concernées)

Les loyers sociaux et très sociaux demeurent fixés dans les conditions ordinaires par la circulaire loyers de la DGUHC.

Conventionnement avec travaux : [NB : uniquement pour les secteurs hors délégation de compétence]

Loyer intermédiaire

Rappel : le loyer intermédiaire ne peut exister partout cf. l'instruction

	Catégorie 1 (< ou = 70 m ²)	Catégorie 2 (> 70m ²)
ZONE 1		
Zone B et C dérogatoire	7,93 €	7,36 €
Zone C	7,11 €	NR
ZONE 2		
Zone B et C dérogatoire	6,97 €	NR
Zone C	6,38 €	NR
ZONE 3		
Zone B et C dérogatoire	6,89 €	6,65 €
Zone C	6,29 €	NR
ZONE 4		
Zone C dérogatoire	6,21 €	NR
Zone C	NR	NR
ZONE 5		
Zone C dérogatoire	6,08 €	NR

Zone C	NR	NR
--------	----	----

NR = Non retenu (signifie qu'aucune disposition n'est adoptée pour la zone et la catégorie concernées)

Loyer social dérogatoire

Rappel : le loyer social dérogatoire ne peut exister partout cf. l'instruction

S'applique à la place du loyer social de base qui demeure applicable en l'absence de mention.

	Catégorie 1 (< ou = 70 m ²)	Catégorie 2 (> 70m ²)
ZONE 1		
Zone B et C dérogatoire	6,34 €	6,26 €
Zone C	5,69 €	-
ZONE 2		
Zone B et C dérogatoire	6,06 €	-
Zone C	5,45 €	-
ZONE 3		
Zone B et C dérogatoire	5,69 €	5,65 €
Zone C	5,34 €	-
ZONE 4		
Zone C dérogatoire	5,27 €	-
Zone C	-	-
ZONE 5		
Zone C dérogatoire	5,16 €	-
Zone C	-	-

Les loyers sociaux et très sociaux demeurent fixés dans les conditions ordinaires par la circulaire loyers de la DGUHC.

Liste des communes

Zone 1. Secteur de Longwy

Zone B :

Cosnes-et-Romain, Gorcy, Haucourt-Moulaine, Herserange, Hussigny-Godbrange, Lexy, Longlaville, Longwy, Mexy, Mont-Saint-Martin, Réhon, Saulnes, Thil, Villerupt

Zone C dérogatoire :

Longuyon

Zone C :

Allondrelle-la-Malmaison, Baslieux, Bazailles, Beuveville, Boismont, Bréhain-la-Ville, Charency-Vezin, Chenières, Colmeur, Cons-la-Grandville, Cutry, Doncourt-lès-Longuyon, Épiez-sur-Chiers, Fillières, Fresnois-la-Montagne, Grand-Failly, Han-devant-Pierrepont, Laix, Montigny-sur-Chiers, Morfontaine, Othe, Petit-Failly, Pierrepont, Saint-Jean-lès-Longuyon, Saint-Pancré, Tellancourt, Tiercelet, Ugny, Ville-au-Montois, Ville-Houdlémont, Villers-la-Chèvre, Villers-la-Montagne, Villers-le-Rond, Villette, Viviers-sur-Chiers

Zone 2. Secteur de Briey

Zone B :

Auboué, Briey, Homécourt, Jœuf, Moutiers

Zone C dérogatoire :

Audun-le-Roman, Conflans-en-Jarnisy, Jarny, Labry

Zone C :

Abbéville-lès-Conflans, Affléville, Allamont, Anderny, Anoux, Avillers, Avril, Batilly, Béchamps, Bettainvillers, Beuvillers, Boncourt, Brainville, Bruville, Chambley-Bussières, Crusnes, Dampvitoux, Domprix, Doncourt-lès-Conflans, Errouville, Fléville-Lixières, Friaucourt, Giraumont, Gondrecourt-Aix, Hagéville, Hannonville-Suzémont, Hatrize, Jeandelize, Joppécourt, Jouaville, Joudreville, Landres, Lantéfontaine, Les Baroches, Lubey, Mairy-Mainville, Malavillers, Mance, Mancieulles, Mars-la-Tour, Mercy-le-Bas, Mercy-le-Haut, Moineville, Mont-Bonvillers, Mouville, Murville, Norroy-le-Sec, Olley, Orville, Ozeraillies, Piennes, Preutin-Higny, Puxe, Puxieux, Saint-Ail, Saint-Julien-lès-Gorze, Saint-Marcel, Saint-Supplet, Sancy, Serrouville, Sponville, Thumeréviller, Trieux, Tronville, Tucquegnieux, Valleroy, Villecey-sur-Mad, Ville-sur-Yron, Waville, Xivry-Circourt, Xonville

Zone 3. Secteur de NANCY

Zone B :

Bainville-sur-Madon, Chaligny, Chavigny, Dombasle-sur-Meurthe, Eulmont, Messein, Neuves-Maisons, Pont-Saint-Vincent, Rosières-aux-Salines, Saint-Nicolas-de-Port, Varangéville

Zone C dérogatoire :

Atton, Belleville, Blénod-lès-Pont-à-Mousson, Dieulouard, Jezainville, Maidières, Montauville, Norroy-lès-Pont-à-Mousson, Pagny-sur-Moselle, Pont-à-Mousson, Vandières

Zone C :

Abaucourt, Affracourt, Agincourt, Amance, Armaucourt, Arraye-et-Han, Autreville-sur-Moselle, Autrey, Azelot, Bainville-aux-Miroirs, Belleau, Benney, Bey-sur-Seille, Bezaumont, Bouxières-aux-Chênes, Bouxières-sous-Froidmont, Bouzanville, Bralleville, Bratte, Brin-sur-Seille, Buissoncourt, Burthecourt-aux-Chênes, Ceintrey, Cerville, Champenoux, Champey-sur-Moselle, Chaouilley, Chenicourt, Clémery, Clérey-sur-Brenon, Coyviller, Crantenoy, Crévichamps, Diarville, Dommarie-Eulmont, Dommartin-sous-Amance, Épy, Erbéviller-sur-Amezule, Étreval, Ferrières, Fey-en-Haye, Flavigny-sur-Moselle, Forcelles-Saint-Gorgon, Forcelles-sous-Gugney, Fraignes-en-Saintois, Frolois, Gellenoncourt, Gerbécourt-et-Haplemont, Germonville, Goviller, Griport, Gugney, Hammeville, Haraucourt, Haroué, Houdelmont, Houdreville, Housséville, Jeandelaincourt, Jevoncourt, Laitre-sous-Amance, Laloeuf, Landremont, Laneuvelotte, Laneuveville-devant-Bayon, Lanfroicourt, Lebeuville, Lemainville, Leménil-Mitry, Lenoncourt, Lesménils, Létrécourt, Leyr,

Loisy, Lupcourt, Mailly-sur-Seille, Maizières, Mangonville, Manoncourt-en-Vermois, Maron, Marthemont, Mazerulles, Méréville, Millery, Moivrons, Moncel-sur-Seille, Morville-sur-Seille, Mousson, Neuville-sur-Moselle, Nomeny, Ognéville, Omelmont, Ormes-et-Ville, Parey-Saint-Césaire, Phlin, Pierreville, Port-sur-Seille, Praye, Prény, Pulligny, Quevilloncourt, Raucourt, Réméréville, Richardmémil, Rouves, Roville-devant-Bayon, Saffais, Sainte-Geneviève, Saint-Firmin, Saint-Remimont, Saxon-Sion, Sivry, Sornéville, Tantonville, Thélod, They-sous-Vaudemont, Thézey-Saint-Martin, Thorey-Lyautey, Tonnoy, Vaudémont, Vaudeville, Vaudigny, Velaine-sous-Amance, Vézelize, Ville-au-Val, Ville-en-Vermois, Villers-lès-Moivrons, Villers-sous-Prény, Viterne, Vitrey, Vittonville, Voinémont, Vroncourt, Xeuilley, Xirocourt

Territoires en délégation de compétence logement :

Communauté Urbaine du Grand Nancy :

Communes en zone B :

Art-sur-Meurthe, Dommarmont, Essey-lès-Nancy, Fléville-devant-Nancy, Heillecourt, Houdemont, Jarville-la-Malgrange, Laneuville-devant-Nancy, Laxou, Ludres, Malzéville, Maxéville, Nancy, Pulnoy, Saint-Max, Saulxures-lès-Nancy, Seichamps, Tomblaine, Vandœuvre-lès-Nancy, Villers-lès-Nancy

Communauté de Communes du Bassin de Pompey :

Communes en zone B :

Bouxières-aux-Dames, Champigneulle, Custines, Frouard, Lay-Saint-Christophe, Liverdun, Malleloy, Pompey

Communes en zone C :

Faulx, Marbach, Montenois, Saizerias

Zone 4. Secteur de TOUL

Zone C dérogatoire :

Dommartin-lès-Toul, Écrouves, Foug, Toul

Zone C :

Aboncourt, Aingeray, Allain, Allamps, Andilly, Ansauville, Arnerville, Avrainville, Bagneux, Barisey-au-Plain, Barisey-la-Côte, Battigny, Bayonville-sur-Mad, Beaumont, Bernécourt, Beuvezin, Biqueley, Blénod-lès-Toul, Boucq, Bouillonville, Bouvron, Bruley, Bulligny, Charey, Charmes-la-Côte, Chaudeney-sur-Moselle, Choloy-Ménillot, Colombey-les-Belles, Courcelles, Crèpey, Crézilles, Dolcourt, Domèvre-en-Haye, Domgermain, Dommartin-la-Chaussée, Essey-et-Maizerais, Euvezin, Favières, Férocourt, Flirey, Fontenoy-sur-Moselle, Francheville, Gélaucourt, Gémonville, Germigny, Gézoncourt, Gibeauville, Gondreville, Grimonville, Griscourt, Grosrouvres, Gye, Hamonville, Jaillon, Jaulny, Lagney, Laneuville-derrière-Foug, Lay-Saint-Remy, Limey-Remenauville, Lironville, Lucey, Mamey, Mandres-aux-Quatre-Tours, Manoncourt-en-Woëvre, Manonville, Martincourt, Méné-la-Tour, Minorville, Mont-l'Étroit, Mont-le-Vignoble, Moutrot, Noviant-aux-Prés, Oche, Pagney-derrière-Barine, Pannes, Pierre-la-Treiche, Pulney, Rembercourt-sur-Mad, Rogéville, Rosières-en-Haye, Royauville, Saint-Bassey, Sanzey, Saulxerotte, Saulxures-lès-Vannes, Seicheprey, Selaincourt, Sexey-aux-Forges, Sexey-les-Bois, Thiaucourt-Regniéville, Thuilleux-aux-Groiselles, Tramont-Émy, Tramont-Lassus, Tramont-Saint-André, Tremblecourt, Trondes, Uruffe, Vandelainville, Vandéville, Vannes-le-Châtel, Velaine-en-Haye, Viéville-en-Haye, Vilcey-sur-Trey, Villers-en-Haye, Villey-le-Sec, Villey-Saint-Étienne, Xammes

Zone 5. Secteur de LUNEVILLE

Zone C dérogatoire :

Baccarat, Blainville-sur-l'Eau, Chanteheux, Damelevières, Jolivet, Lunéville, Moncel-lès-Lunéville

Zone C :

Amenoncourt, Ancerville, Angomont, Anthelupt, Arracourt, Athienville, Autrepierre, Avricourt, Azerailles, Badonviller, Barbas, Barbonville, Bathélmont-lès-Bauzemont, Bauzemont, Bayon, Bénaménil, Bertrambois, Bertrichamps, Bezange-la-Grande, Bienville-la-Petite, Bionville, Blâmont, Blémery, Bonviller, Borville, Bréménil, Brémontcourt, Brouville, Bures, Burville, Charmois, Chazelles-sur-Albe, Chenevières, Cirey-sur-Vezouze, Clayeures, Coincourt, Courbesseaux, Crévic, Crion, Croismare, Deneuvre, Deuxville, Domèvre-sur-Vezouze, Domjevin, Dompail-en-l'Air, Drouville, Einvaux, Einville-au-Jard, Emberménil, Essey-la-Côte, Fenneviller, Flainval, Flin, Fontenoy-la-Joûte, Frambois, Franconville, Fréménil, Frémonville, Froville, Gélaucourt, Gerbéviller, Giriviller, Glonville, Gogney, Gondrexon, Hablainville, Haigneville, Halloville, Harbouey, Haudonville, Haussonville, Hénaménil, Herbéviller, Hériménil, Hoéville, Hudiviller, Igney, Juvrecourt, Lachapelle, Lamath, Landécourt, Laneuville-aux-Bois, Laronxe, Leintrey, Lorey, Loromontzey, Magnières, Maixe, Manonville, Marainviller, Mattexy, Méhoncourt, Merviller, Mignéville, Montigny, Montreux, Mont-sur-Meurthe, Morviller, Moucourt, Moyen, Neufmaisons, Neuville-lès-Badonviller, Nonhigny, Ogéviller, Parroy, Parux, Petitmont, Pettonville, Pexonne, Pierre-Percée, Raon-lès-Leau, Raville-sur-Sânon, Réchicourt-la-Petite, Réclonville, Rehainviller, Rehrey, Reillon, Remonville, Remoncourt, Repaix, Romain, Rozelieures, Saint-Boingt, Saint-Clément, Sainte-Pôle, Saint-Germain, Saint-Mard, Saint-Martin, Saint-Maurice-aux-Forges, Saint-Rémy-aux-Bois, Saint-Sauveur, Seranville, Serres, Sionviller, Sommeriviller, Tanconville, Thiaville-sur-Meurthe, Thiébauménil, Vacqueville, Val-et-Châtillon, Valhey, Vallois, Vathiménil, Vaucourt, Vaxainville, Vého, Velle-sur-Moselle, Veney, Venezeux, Verdental, Vigneulles, Villacourt, Virecourt, Vitrimont, Xermaménil, Xousse, Xures

AUTRES SERVICES

Centre hospitalier universitaire de Nancy

Délégation de signature du 23 mai 2008

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu la Loi n°91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le Décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Art. 1^{er} : Donne délégation à M. Jean-Philippe SAJUS, Directeur des Achats, pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Direction des Achats, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à :

- M. Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Marchés Publics

Une délégation secondaire est donnée exclusivement pour la signature des certificats de réception de matériels d'une valeur inférieure à 5 000 euros Hors Taxes à :

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service

- Mme Catherine VASSEUR, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Achats Techniques et Hôtelières

- M. Damien PREVOST, Ingénieur Biomédical, responsable des Secteurs Achat Médical et Biomédical.

Art. 2 : Donne délégation principale à M. Jean-Philippe SAJUS, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Achats, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes de la Direction des Achats, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 2 quand le bon de commande n'excède pas 3 000 euros Hors Taxes, et de façon générale pour ceux de classe 6, à :

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service

- Mme Catherine VASSEUR, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Achats Techniques et Hôtelières

- M. Damien PREVOST, Ingénieur Biomédical, responsable des Secteurs Achat Médical et Biomédical.

La liste des comptes correspondant à chaque secteur d'achats est annexée à la présente délégation. Elle est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Art. 3 : Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes du secteur d'achats qu'il encadre, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6, à :

- M. Yoann MARTIN, Ingénieur en charge de la filière Laboratoire du Secteur de l'Achat Médical

Art. 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Art. 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Art. 6 : La présente délégation se substitue à celle du 7 mai 2007. Elle se renouvelle annuellement par tacite reconduction.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 mai 2008

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Syndicat interhospitalier nancéen de la chirurgie de l'appareil locomoteur

Délégation de signature du 1er juin 2008

Christian VUILLEMIN, Secrétaire Général du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil locomoteur, (SINCAL)

Vu la loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs des établissements publics de santé,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 mars 2004, le nommant en qualité de Secrétaire Général par intérim du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur au 1^{er} mars 2004

DECIDE

Art. 1^{er} : En l'absence ou en cas d'empêchement de Monsieur Christian VUILLEMIN, Secrétaire Général du SINCAL et de Monsieur Olivier CALLET, Secrétaire Général Adjoint du SINCAL, une délégation générale de signature pour l'ordonnancement des dépenses (PROGICIELS : C-PAGE FACTURATION, C-PAGE ECONOMAT), est donnée à :

- Mme Céline HERIAT, cadre administratif, agent de l'UGEAM, mise à disposition du SINCAL selon les termes de la convention UGEAM - SINCAL en date du 31 juillet 2002.

En l'absence ou en cas d'empêchement de Madame Céline HERIAT, une délégation générale de signature pour l'ordonnancement des dépenses (PROGICIELS : C-PAGE FACTURATION, C-PAGE ECONOMAT), est donnée à :

- Mme Marie-Odile GAZIN, Adjoint des Cadres Hospitaliers, agent du CHU de Nancy, mise à disposition du SINCAL selon les termes de la convention CHU - SINCAL en date du 1^{er} août 2002.

Art. 2 : Cette délégation générale d'ordonnancement est assortie d'une mission de contrôle de la régularité des procédures et d'une obligation de veiller à l'existence des crédits.

Art. 3 : La présente délégation prend effet à la date du 1^{er} juin 2008 et porte sur les crédits du budget 2008. Elle sera reportée pour chaque nouvel exercice budgétaire par tacite reconduction.

Nancy, le 1er juin 2008

Le secrétaire général,
Christian VUILLEMIN

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

*Direction départementale de l'équipement
Service aménagement, risques et urbanisme*

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 14530 du 19 juin 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Chanteheux

Par arrêté préfectoral n° 14530 en date du 19 juin 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA du lotissement « la Cour du Champ-de-Mars », rue du Champ-de-Mars sur la commune de Chanteheux.

AUTRES SERVICES

Caisse nationale des allocations familiales

Extrait de l'acte réglementaire du 15 mai 2007 relatif à l'application "Cafpro"

Le directeur de la caisse nationale des allocations familiales

DECIDE

Art. 1^{er} : Il est mis à la disposition des Caisses d'allocations familiales un service télématique à caractère professionnel -dénommé Cafpro- visant à améliorer le fonctionnement du service public de protection sociale et la qualité du service aux allocataires.

Art. 2 : Cafpro permet la consultation d'informations concernant les allocataires par les personnes relevant de la liste qui suit :

- agents administratifs et travailleurs sociaux des Caf ;
- assistants de service social et conseillers en économie sociale et familiale de l'Etat et des départements ;
- assistants de service social participant au service social départemental dans le cadre de conventions de travail social ;
- assistants de service social des services hospitaliers ;
- assistants de service social des collectivités territoriales ;
- assistants de service social des Caisses régionales d'assurance maladie et de la Mutualité sociale agricole ;
- prestataires bénéficiaires de crédits d'action sociale des Caf, pour le calcul de la participation financière des familles bénéficiaires des prestations de service ;
- agents habilités des organismes instructeurs du Revenu minimum d'insertion (Rmi) ;
- agents chargés du suivi des dossiers Rmi, habilités par le Président du Conseil général en métropole, habilités par l'agence départementale d'insertion dans les Dom ;
- agents habilités des Caisses primaires d'assurance maladie pour l'ouverture de droit ou le maintien au régime maladie maternité au titre de l'Allocation de parent isolé (Api), de l'Allocation aux adultes handicapés (Aah), de l'Allocation parentale d'éducation (Ape) à taux plein ou l'Allocation de présence parentale (App) à taux plein, l'ouverture de droit à la Couverture maladie universelle (Cmu) et Cmu au titre du Rmi, la prise en compte des prestations dans le calcul des ressources pour tous les demandeurs de Cmu autres que les bénéficiaires du Rmi, la justification de la résidence en France des demandeurs de Cmu s'ils perçoivent une ou plusieurs prestations familiales ;
- agents habilités des régimes particuliers d'assurance maladie :
 - . Caisses d'assurance maladie des professions indépendantes ;
 - . Caisses de mutualité sociale agricole ;
 - . Etablissement national des invalides de la marine ;
 - . Caisse nationale militaire de sécurité sociale ;
 - . Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaire ;
- pour l'ouverture de droit à la Cmu et à la Cmu des bénéficiaires du Rmi, la prise en compte des prestations dans le calcul des ressources pour les demandeurs de Cmu autres que les bénéficiaires du Rmi ;
- tuteurs et curateurs pour le suivi des dossiers allocataires qui leurs sont confiés par jugement ;
- bailleurs sociaux bénéficiaires du tiers payant ;
- agents habilités des commissions de surendettement chargés d'instruire les dossiers ;
- greffiers des bureaux d'aide juridictionnelle pour les dossiers d'attribution de cette aide ;
- agents administratifs :
 - . des services sociaux des départements et des Ccas ;
 - . des organismes gestionnaires des Fsl (Gip, associations agréées par le Conseil général),
 - . des associations habilitées par le Conseil général,
 - . des communes et des Etablissements publics de coopération intercommunale (Epci),

chargés de la préparation à l'instruction des dossiers Fsl et de la gestion des fonds de solidarité pour le logement ;

- agents habilités de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales chargés de la gestion des pensions ;
 - agents habilités par le prestataire agissant pour le compte du syndicat des transports en Ile de France dans le cadre de la tarification sociale.
- L'application Cafpro comporte également les rubriques "Dialogue", "Suivi des courriers", "Attestation de paiement".

Art. 3 : Catégories d'informations accessibles par :

- Les agents administratifs et travailleurs sociaux des Caf ;
- Les assistants de service social et conseillers en économie sociale et familiale de l'Etat et des départements ;
- Les assistants de service social participant au service social départemental dans le cadre de conventions de travail social ;
- Les assistants de service social relevant des services hospitaliers ;
- Les assistants de service social des collectivités territoriales ;
- Les assistants de service social des Caisses régionales d'assurance maladie et de la Mutualité sociale agricole.
- Les personnes habilitées au titre des tutelles et curatelles

Numéro allocataire

Nom et prénom de Monsieur et Madame

Indication du responsable du dossier

Rubrique « Paiements » (historique de 24 mois)

Type de paiement (mensuel ou exceptionnel ou Api), état du paiement (traité ou émis)

Date de traitement ou d'émission du paiement

Montant total payé, période concernée, montant de la récupération

Destinataire : allocataire ou libellé de la raison sociale si c'est un tiers

Nature et montant des prestations

Rubrique « Dossier »

Situation du dossier (affilié, radié, etc.), motif de la situation si radié

Suspension du dossier/ Date début

Situation familiale, date de début

Nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales

Nombre de personnes à charge au sens du logement

Montant du quotient familial Cnaf, date de calcul

Date de fin de validité du titre de séjour Monsieur et Madame

Mention concernant le surendettement

Avis de la Commission départementale des personnes handicapées -Cdph-

(accord ou

refus) pour Monsieur / Madame

Période de validité de l'avis de la Cdph, taux d'incapacité Monsieur/Madame

Références bancaires

Tutelles en cours ou passées (dans la limite d'un historique de 6 mois)

Nature de tutelle, date de début et fin de tutelle, nom du tuteur

Rubrique « Famille »

Situation de famille, date de début

Date naissance Monsieur/ Madame

Activité Monsieur / Madame, date début

Nom de naissance de Madame

Nir Monsieur / Madame

Date de décès de Monsieur / Madame

Date début grossesse, date début grossesse modifiée

Enfants à charge au sens des prestations familiales, du logement et/ou du

Rmi : nom, prénom, date naissance, type de charge (Pf ou Rmi ou les deux),

activité, si placement mention du non-maintien des liens affectifs Autres

personnes à charge : nom, prénom, date naissance, activité.

Rubrique « Droits » (24 mois d'historique)

Date d'effet du droit

Nature des prestations, montant des droits valorisés

Mention de suspension d'une prestation

Mention de montant inférieur à la limite de paiement

Rubrique « Logement »

Type d'occupation du logement

Date début d'occupation, date d'ouverture de droit

Montant du loyer ou remboursement de prêt

Date référence loyer, date de début de bail

Mention d'impayé, date de début de l'impayé

Mention de surpeuplement, mention absence de quittance de loyer ou d'avis

d'imposition

Rubrique « Rmi-Api »

Api

Date de la demande / date du fait générateur

Rmi

Situation du dossier (affilié, radié, etc.), date, motif de la situation si radié

Mention de suspension du dossier / date de début / motif de la suspension

Mention du demandeur Rmi (Monsieur/ Madame)

Nir du demandeur

Nombre d'enfants à charge au sens du Rmi

Date début du droit, date de fin

Mention de suspension du Rmi, date de début, motif

Motif de fin de droit : fin de droit Président du Conseil général (Pcg), fin de

droit

administrative, fin de droit allocation de soutien familial, mutation, autres cas

Date de la demande

Type occupation logement

Numéro instructeur

Dernier mois valorisé, montant dernier mois valorisé, dernier mois payé,

montant

Avis Pcg, date début, date fin

Montant des créances Rmi en cours

Mention de ressources supérieures au plafond
Mention absence de ressources, de quittance de loyer, d'avis d'imposition, de titre de séjour
Montant du loyer ou remboursement de prêt, montant du forfait logement
Montant du forfait fixé (employeur et travailleur indépendant)
Montant des prestations familiales prises en compte
Mention de neutralisation des ressources Monsieur/ Madame, date
Rubrique « Ressources » (pour les 3 dernières années connues)
Périodicité ressources (trimestrielle ou annuelle) Type personne (Monsieur/ Madame, etc.) Nature de ressources, montant
Rubrique « Créances »
Code nature créances
Destinataire de la créance
Montant du début de recouvrement, montant du remboursement direct ou montant retenu
ou taux de recouvrement, montant du solde réel
Etat de la créance (exemple : recouvrement / suspendu), motif, période concernée
Rubrique « Adresse » : adresse postale du dossier
Rubrique « Suivi du courrier »
Rubrique « Attestations de paiement »
Rubrique « Dialogue »
Pour les tutelles et curatelles seulement
Rubrique « Déclaration de ressources »
Il s'agit d'un accès direct à la télé déclaration du site « caf.fr », permettant d'effectuer en ligne la déclaration de ressources de l'allocataire sans avoir à connaître son code confidentiel.
Catégories d'informations accessibles par les prestataires de services sociaux bénéficiaires de crédits d'action sociale Caf, pour le calcul des participations des familles
Numéro allocataire
Nom et prénom de Monsieur et Madame
Indication du responsable du dossier
Rubrique « QF Cnaf »
Montant du quotient familial national - historique de 24 mois
Date de calcul, nombre de parts
Régime de protection sociale (général ou particulier)
Ressources annuelles à prendre en compte pour la prestation de service unique « petite enfance »
Nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales
Rubrique « Enfants et autres personnes »
Enfants / autres personnes à charge au sens des prestations familiales, du logement et/ou du
Rmi : nom, prénom, date naissance
Rubrique « Adresse » : adresse postale du dossier
Pour la prestation « aides aux vacances » basée sur le QF Caf:
Rubrique « QF Caf »
Date de calcul, montant du quotient familial Caf (historique de 24 mois)
Rubrique « Enfants et autres personnes »
Enfants / autres personnes à charge au sens des Pf, du logement et/ou du
Rmi : nom, prénom, date naissance
Rubrique « Adresse » : adresse postale du dossier
Rubrique « Dialogue »
Catégories d'informations accessibles par :
- les organismes instructeurs du Rmi (accès après vérification du numéro instructeur)
- les agents sous la responsabilité du Président du Conseil général (Pcg), ou l'Agence départementale d'insertion dans les Dom, chargés du suivi des dossiers Rmi
Numéro allocataire
Nom et prénom de Monsieur / Madame
Indication du responsable du dossier
Rubrique « Rmi »
Situation du dossier, date
Motif de la situation si radié
Suspension du dossier, date de début, motif de la suspension dossier
Mention du demandeur Rmi (Monsieur/ Madame)
Nir du demandeur
Nombre d'enfants à charge au sens du Rmi
Date début du droit
Mention de suspension du Rmi, date de début, motif
Date demande
Type occupation logement
Numéro instructeur
Dernier mois valorisé, montant/dernier mois payé, montant
Avis Pcg, date début / fin
Montant des créances Rmi en cours
Mention de ressources supérieures au plafond
Mention d'absence de ressources, de quittance de loyer, d'avis d'imposition ou de titre de séjour
Montant du loyer ou remboursement de prêt
Montant du forfait fixé (employeur et travailleur indépendant)
Montant des prestations familiales prises en compte, montant du forfait logement
Mention de neutralisation des ressources Monsieur/Madame, date de la neutralisation
Rubrique « Famille »
Situation de famille, date de début
Date naissance Monsieur / Madame

Activité Monsieur, Madame, date début
Nom de naissance de Madame
Nir de Monsieur, Madame
Date de décès de Monsieur / Madame
Date de début de grossesse, date début grossesse modifiée
Enfants à charge au sens des prestations familiales, du logement et/ou du
Rmi: nom,
prénom, date naissance, type de charge (Pf ou Rmi ou les deux), activité
Autres personnes à charge : nom, prénom, date naissance, activité
Rubrique « Ressources » (dans la limite de trois ans)
Périodicité ressources (trimestrielle ou annuelle) Type personne (Monsieur / Madame, etc.) Nature des ressources, montant
Rubrique « Droits » (24 mois d'historique)
Date d'effet du droit
Nature des prestations, montant des droits valorisés
Mention de suspension d'une prestation
Mention de montant inférieur à la limite de paiement
Rubrique Adresse : adresse postale
Rubrique « Dialogue »
Catégories d'informations accessibles par les agents habilités des Caisses primaires d'assurance maladie
Numéro allocataire
Nom et prénom de Monsieur et Madame
Indication du responsable du dossier
Rubrique « Ouverture de droit au régime maladie maternité au titre de l'Api ou de l'Aah »
« Maintien du droit antérieur au titre de l'Ape à taux plein ou App à taux plein »
Nom, prénom, nom marital du bénéficiaire, date de naissance
Nir du bénéficiaire
Date d'ouverture / de fin de droit, motif de fin de droit (décès, mutation, autre)
Rubrique « Ouverture de droit à la Cmu et Cmu au titre du Rmi »
Nom, prénom, nom marital, date de naissance, Nir du bénéficiaire / du conjoint / des enfants / des autres personnes à charge au sens du Rmi
Date de début et de fin de droit Rmi pour chaque personne
Type de résidence (stable, non stable)
Rubrique « Calcul des ressources pour les demandeurs de Cmu autres que Rmi » (24 mois d'historique)
Mois de droit
Nature des prestations à prendre en compte pour la Cmu, montant
Nom, prénom, nom marital, date de naissance des enfants et autres personnes à charge au sens des prestations familiales et si placement : mention du non maintien des liens affectifs
Rubrique « Justification de la résidence »
Mention du critère de résidence rempli ou non rempli
Rubrique « Adresse » : adresse postale du dossier
Rubrique « Dialogue »
Catégories d'informations accessibles par les agents habilités des régimes particuliers d'assurance maladie :
- Caisses maladie régionales des professions indépendantes (Cmr) ;
- Caisses de mutualité sociale agricole (Msa) ;
- Etablissement national des invalides de la marine (Enim) ;
- Caisse nationale militaire de sécurité sociale (Cnmss) ;
- Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaire (Crpcen).
Numéro allocataire
Nom et prénom de Monsieur et Madame
Indication du responsable du dossier
Rubrique « Ouverture de droit à la Cmu et Cmu au titre du Rmi » (24 mois d'historique)
Nom, prénom, nom marital, date de naissance du bénéficiaire / du conjoint / des enfants /
des autres personnes à charge au sens du Rmi
Nir du bénéficiaire / du conjoint
Date de début / de fin de droit Rmi pour chaque personne
Type de résidence (stable, non stable)
Rubrique « Calcul des ressources pour les demandeurs de Cmu autres que Rmi » (24 mois d'historique)
Mois de droit
Nature et montant des prestations à prendre en compte pour la Cmu, montant
Nom, prénom, nom marital, date de naissance des enfants / des autres personnes à charge
au sens des prestations familiales
Si placement : mention du non maintien des liens affectifs
Rubrique « Adresse » : adresse postale du dossier
Rubrique « Dialogue »
Catégories d'informations accessibles par les bailleurs sociaux
Les données sont accessibles avec le matricule allocataire, le code national bailleur et le destinataire du paiement de l'aide au logement.
Numéro allocataire
Nom et prénom de Monsieur et Madame
Indication du responsable du dossier
Rubrique « Paiements » concernant les seules aides au logement
L'historique est restitué sur une période de 24 mois ou dans la limite de l'historique concernant ce bailleur.
Type de paiement (mensuel, exceptionnel ou Aide personnalisée au logement (Api), état du
paiement (traité ou émis)
Date de traitement ou d'émission du paiement
Montant total payé, période concernée
Montant de la récupération

Destinataire : allocataire ou libellé de la raison sociale si c'est un tiers
 Nature et montant de la prestation
 Rubrique « Dossier »
 Situation du dossier (affilié, radié, etc.), motif s'il y a radiation
 Suspension du dossier, date de début
 Nombre de personnes à charge au sens du logement
 Rubrique « Droits » limitée aux seules aides au logement (historique de 24 mois)
 Mois d'effet du droit
 Nature de la prestation, montant des droits valorisés
 Mention de suspension d'une prestation
 Mention de montant inférieur à la limite de paiement
 Rubrique « Logement »
 Type d'occupation du logement
 Date début d'occupation, date d'ouverture de droit
 Montant du loyer
 Date référence loyer, date de début de bail
 Mention d'impayé, date de début de l'impayé
 Mention de surpeuplement, mention d'absence de quittance de loyer
 Rubrique « Ressources »
 Dernière année de ressources connue
 Rubrique « Adresse » : adresse postale du dossier
 Rubrique « Dialogue »
 Catégories d'informations accessibles par les personnes habilitées au titre de la commission de surendettement.
 Numéro allocataire
 Nom et prénom de Monsieur et Madame
 Indication du responsable du dossier
 Rubrique « Paiements » (historique de 24 mois)
 Type de paiement (mensuel ou exceptionnel ou Api), état du paiement (traité ou émis)
 Date de traitement ou d'émission du paiement
 Montant total payé, période concernée
 Montant de la récupération
 Destinataire : allocataire ou libellé de la raison sociale si c'est un tiers
 Nature et montant des prestations
 Rubrique « Dossier »
 Situation du dossier (affilié, radié, etc.), motif de la situation si radié
 Suspension du dossier, date début
 Mention concernant le surendettement
 Avis Cdph pour Monsieur / Madame, période de validité de l'avis, taux d'incapacité
 Tutelles (historique de 6 mois) : nature, date début/ fin tutelle, nom du tuteur
 Rubrique « Famille »
 Situation de famille, date de début
 Date début grossesse, date début grossesse modifiée
 Enfants à charge au sens des prestations familiales, du logement et/ou du Rmi : nom,
 prénom, date naissance, type de charge (prestations familiales ou Rmi ou les deux), activité,
 Si placement : mention du non maintien des liens affectifs
 Autres personnes à charge : nom, prénom, date naissance, activité
 Rubrique « Droits » (24 mois d'historique)
 Date d'effet du droit
 Nature des prestations, montant des droits valorisés
 Mention de suspension d'une prestation
 Mention de montant inférieur à la limite de paiement
 Rubrique « Logement »
 Mention d'impayé, date de début de l'impayé
 Rubrique « Créances »
 Code nature créances, libellé
 Destinataire de la créance
 Montant de début recouvrement
 Montant de remboursement direct ou montant retenu ou taux de recouvrement, solde réel
 Etat de la créance (exemple : recouvrement / suspendu), motif : (ex : faible montant)
 Période concernée
 Rubrique « Adresse » : adresse postale du dossier
 Rubrique « Dialogue »
 Catégories d'informations accessibles par les greffiers des bureaux d'aide juridictionnelle
 Numéro allocataire
 Nom et prénom de Monsieur et Madame
 Indication du responsable du dossier
 Rubrique « Paiements » concernant la seule allocation aux adultes handicapés
 L'historique mois par mois avec cumul est restitué selon les trois modalités suivantes :
 - Montant payé au cours de l'année civile qui précède
 - Montant payé au cours des 12 mois qui précèdent la demande
 - Montant payé au cours des mois de l'année en cours qui précèdent la demande
 (Le montant payé s'entend déduction faite des indus, paiement mensuel et rappel retenus en fonction de la date de paiement)
 Date de traitement ou d'émission du paiement, montant total payé / période concernée
 Rubrique « Dossier »
 Situation du dossier (affilié, radié, etc.), motif s'il y a radiation
 Suspension du dossier, date de début
 Nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales
 Nombre de personnes à charge au sens du logement

Nationalité : française, EEE, étrangère
 Date de fin de validité du titre de séjour de Monsieur / Madame
 Rubrique « Famille »
 Situation de famille, date de début
 Date de naissance Monsieur/ Madame
 Activité Monsieur / Madame, date de début
 Nom de naissance de Madame
 Enfants à charge au sens des prestations familiales, du logement et/ou du Rmi: nom,
 prénom, date de naissance, type de charge (prestations familiales et/ou Rmi et/ou logement),
 activité
 Si placement : mention du non maintien des liens affectifs
 Autres personnes à charge : nom, prénom, date de naissance, activité
 Rubrique « Rmi »
 Situation du dossier (affilié, radié, etc.), date, motif de la situation si radié
 Mention du demandeur Rmi (Monsieur/ Madame) Nombre d'enfants à charge au sens du Rmi Date début du droit / date de fin, motif Date de la demande
 Rubrique « Ressources »
 Ressources annuelles (les trois dernières années connues)
 Type personne (Monsieur/Madame, etc.)
 Nature des ressources et montant (tels qu'enregistrés par la Caf)
 Rubrique « Adresse » : adresse postale du dossier
 Rubrique « Attestations de paiement »
 Rubrique « Dialogue »
 Catégories d'informations accessibles par les agents administratifs :
 - des services sociaux des départements et des Ccas ;
 - des organismes gestionnaires des Fsl (Gip, associations agréées par le Conseil général) ;
 - des associations habilitées par le Conseil général ;
 - des communes et des Epci ;
 chargés de la préparation à l'instruction des dossiers Fsl et de la gestion des fonds de solidarité pour le logement ;
 Numéro allocataire
 Nom et prénom de Monsieur et Madame
 Indication du responsable du dossier
 Rubrique « Paiements » (historique de 24 mois)
 Type de paiement (mensuel ou exceptionnel ou Api), état du paiement (traité ou émis)
 Date de traitement ou d'émission du paiement
 Montant total payé, période concernée
 Montant de la récupération
 Destinataire : allocataire ou libellé de la raison sociale si c'est un tiers
 Nature et montant des prestations
 Rubrique « Dossier »
 Situation du dossier (affilié, radié, etc.), motif de la situation si radié
 Date de début de suspension du dossier
 Nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales
 Nombre de personnes à charge au sens du logement
 Montant du quotient familial Cnaf, date de calcul,
 Date de fin de validité du titre de séjour Monsieur/ Madame
 Mention concernant le surendettement
 Avis Cdaph Monsieur/ Madame, période de validité de l'avis
 Références bancaires
 Rubrique « Famille »
 Situation de famille, date de début
 Date naissance Monsieur, Madame
 Activité Monsieur / Madame, date début Nom de naissance de Madame
 Nir Monsieur / Madame
 Date de décès de Monsieur / Madame
 Date début grossesse, date début grossesse modifiée
 Enfants à charge au sens des prestations familiales, du logement et/ou du Rmi: nom,
 prénom, date naissance, type de charge (Pf ou Rmi ou les deux), activité
 Si placement : mention du non maintien des liens affectifs
 Autres personnes à charge : nom, prénom, date naissance, activité
 Rubrique « Droits » (24 mois d'historique)
 Date d'effet du droit
 Nature des prestations, montant des droits valorisés
 Mention de suspension d'une prestation
 Mention de montant inférieur à la limite de paiement
 Rubrique « Logement »
 Type d'occupation du logement
 Date début d'occupation, date d'ouverture de droit
 Montant du loyer ou remboursement de prêt
 Date référence loyer, date de début de bail
 Mention d'impayé, date de début de l'impayé
 Mention de surpeuplement
 Mention d'absence de quittance de loyer ou d'avis d'imposition
 Liste des adresses des logements précédemment occupés
 Rubrique « Ressources » (pour les 3 dernières années connues)
 Périodicité ressources (trimestrielle ou annuelle)
 Type personne (Monsieur/Madame, etc.)
 Nature des ressources, montant
 Rubrique « Créances »
 Code nature créances
 Destinataire de la créance
 Montant de début recouvrement
 Montant de remboursement direct ou montant retenu ou taux de recouvrement, montant du solde réel

Etat de la créance (exemple : recouvrement suspendu), motif (ex : créance faible montant)
 Période concernée
 Rubrique « Adresse » : adresse postale du dossier
 Rubrique « Suivi du courrier »
 Rubrique « Dialogue »
 Catégories d'informations accessibles par les agents habilités de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales chargés de la gestion des pensions d'orphelin et de réversion.
 Numéro allocataire
 Nom et prénom de Monsieur et Madame
 Indication du responsable du dossier dans Cristal
 Rubrique « Dossier »
 Situation du dossier (affilié, radié, etc., motif s'il y a radiation)
 Suspension du dossier, date de début
 Nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales
 Rubrique « Famille »
 Situation de famille, date de début
 Date de naissance Monsieur, Madame
 Nom de naissance de Madame
 Date de décès de Monsieur, Madame
 Enfants à charge au sens des prestations familiales, du logement et/ou du Rmi : Nom, prénom, date de naissance, type de charge (Pf et/ou Rmi et/ou logement), activité
 Si placement : mention du non maintien des liens affectifs
 Rubrique « Droits »
 Accès aux informations suivantes pour toutes les prestations sauf allocation parent isolé, allocation de soutien familial, allocation logement servie au titre d'un enfant infirme
 Nature des prestations, montant des droits valorisés
 Mention de suspension d'une prestation
 Mention de montant inférieur à la limite de paiement pour l'AL
 Rubrique « Adresse » : adresse postale du dossier
 Rubrique « Dialogue »
 Catégories d'informations accessibles par le prestataire mandaté par le syndicat des transports en Ile de France, en matière de tarification sociale des titres de transports
 Numéro allocataire
 Nom et prénom de l'allocataire, du conjoint
 Indication du responsable du dossier dans Cristal
 Rubrique « Adresse » : adresse postale du dossier si droit Rmi en cours de droit théorique :
 Rubrique « Famille »
 Date de naissance de l'allocataire/du conjoint
 Nom de naissance de Madame
 Enfants / autres personnes à charge au sens du Rmi: nom, prénom, date de naissance
 Rubrique « Rmi »
 Situation du dossier (affilié / radié), date
 Mention de suspension du dossier, date
 Mention de suspension du Rmi, date
 Mention de fin de droit du Rmi, date
 Dernier trimestre de référence avec indication des mois et de la notion de ressources
 fournies ou non
 Date de la demande
 Dernier mois payé
 Dernier mois valorisé ou, si non valorisé, code résultat : ressources non fournies /
 ressources trop élevées, Rmi calculé inférieur au seuil de versement
 5/ droit Api en cours :
 Rubrique « Famille »
 Date de naissance du bénéficiaire Api
 Nom de naissance du bénéficiaire Api
 Rubrique « Api »
 Date de début de droit Dernier mois payé
 Art. 4 : Pour assurer la confidentialité des informations, une procédure d'accès au fichier avec identification des tiers est définie par les Caisses d'allocations Familiales.
 Une convention fixe les conditions de mise à disposition de l'application et mentionne notamment pour l'utilisateur, son engagement à prendre toutes dispositions en matière de sécurité et de confidentialité des informations auxquelles il aura accès et l'existence de contrôles des connexions au service.
 Art. 5 : Le droit d'accès prévu aux articles 39 et 40 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée s'exerce auprès du directeur de la Caisse d'allocations familiales compétente.
 Art. 6 : La présente décision sera publiée par la Cnaf dans le guide des textes réglementaires édité par l'Ucanss.
 Elle sera insérée dans le recueil départemental des actes administratifs et tenue à la disposition
 du public dans les locaux d'accueil des Caisses utilisatrices.
 Le directeur
 Philippe GEORGES

Centre hospitalier universitaire de Nancy

Avis de concours interne sur titres de maître ouvrier du 16 juin 2008

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours interne sur titres de

Maître Ouvrier afin de pourvoir :

- ✎ 1 poste : Spécialité Blanchisserie
- ✎ 1 poste : Spécialité Chauffage
- ✎ 1 poste : Spécialité Magasin (Services Techniques)
- ✎ 1 poste : Spécialité Magasin
- ✎ 1 poste : Spécialité Menuiserie
- ✎ 2 postes : Spécialité Restauration

① CONDITIONS D'INSCRIPTION

→ Peuvent faire acte de candidature les ouvriers professionnels qualifiés ainsi que les conducteurs ambulanciers de 2^{ème} catégorie titulaires d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au 31 décembre 2007 au moins deux ans de services effectifs dans leur grade respectif.

② RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

→ Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse – affranchie à 1,33 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY – Direction des Ressources Humaines
 Service Concours et Examens
 29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
 54035 NANCY

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

✎ par lettre recommandée avec A.R.

ou

✎ par dépôt au Service concours et examens (Bureau n°18) contre la remise d'une attestation de dépôt

✎ Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 16 juin 2008

La directrice adjointe,
 Anne Lucie BOULANGER

Avis de concours externe sur titres de maître ouvrier du 16 juin 2008

En application du décret n° 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY organise un concours externe sur titres de Maître Ouvrier afin de pourvoir :

- ✎ 1 poste : Spécialité Chauffage
- ✎ 1 poste : Spécialité Electricité
- ✎ 1 poste : Spécialité Peinture
- ✎ 1 poste : Spécialité Restauration

① CONDITIONS D'INSCRIPTION

→ Peuvent faire acte de candidature les personnes titulaires, soit :

- de deux diplômes de niveau V ou de deux qualifications reconnues équivalentes ;
- de deux certifications inscrites au répertoire national des certifications professionnelles délivrées dans une ou plusieurs spécialités ;
- de deux équivalences délivrées par la commission instituée par le décret du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requis pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique, permettant de se présenter à ce concours ;
- de deux diplômes au moins équivalents figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

② RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

→ Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos nom et adresse – affranchie à 1,33 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY – Direction des Ressources Humaines
 Service Concours et Examens
 29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
 54035 NANCY

et à adresser, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, à cette même adresse :

✎ par lettre recommandée avec A.R.

ou

✎ par dépôt au service concours et examens (Bureau N°18) contre la remise d'une attestation de dépôt

✎ Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 16 juin 2008

La directrice adjointe,
 Anne Lucie BOULANGER

Avis de concours sur titres d'ouvrier professionnel qualifié du 16 juin 2008

Référence : Décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié portant statut particulier des personnels ouvriers, des conducteurs ambulanciers et des personnels d'entretien et de salubrité de la fonction publique hospitalière.

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

- ✎ 1 poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Gaz médicaux
- ✎ 1 poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Peinture
- ✎ 1 poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Sécurité
- ✎ 2 postes d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Restauration
- ✎ 2 postes d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Blanchisserie
- ✎ 1 poste d'Ouvrier Professionnel Qualifié – Spécialité Transports

I - CONDITIONS D'INSCRIPTION

Conditions générales :

Le concours est ouvert aux candidats titulaires soit :

- ☞ d'un diplôme de niveau V ou d'une qualification reconnue équivalente ;
- ☞ d'une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles délivrée dans une ou plusieurs spécialités ;
- ☞ d'une équivalence délivrée par la commission instituée par le décret n° 2007/196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;
- ☞ d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

Conditions particulières :

Les candidats à un emploi dans la spécialité conduite de véhicules doivent en outre justifier de la détention des permis de conduire des catégories A, B, C et D en cours de validité, en fonction des véhicules dont disposent les établissements qui préciseront, à l'ouverture du concours, le permis que devront détenir les candidats.

II - RÉCEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Le dossier d'inscription à ce concours est à retirer ou à demander par courrier, contre l'envoi d'une enveloppe à vos noms et adresse - affranchie à 1,33 € - format 21 x 29,7 à :

C.H.U. de NANCY – Direction des Ressources Humaines
Unité G.P.E. – Service Concours – Bureau n° 18
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - C.O. n° 60034
54035 NANCY CEDEX

Le dossier, dûment rempli et accompagné de toutes pièces justificatives, peut être valablement déposé à cette même adresse ou adressé au choix - sous pli recommandé, le cachet de la poste faisant foi.

☞ Un délai d'un mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 16 juin 2008

La directrice adjointe,
Anne Lucie BOULANGER

Centre hospitalier de Verdun**Extrait de la décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un ergothérapeute du 19 juin 2008**

Le directeur du centre hospitalier de Verdun

D E C I D E

Art. 1^{er} : Un concours sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de VERDUN pour pourvoir 1 poste vacant d'ergothérapeute.

Art. 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires du diplôme d'Etat d'ergothérapeute ou d'un titre admis comme équivalent, âgés de 45 ans au plus tard au 1^{er} janvier 2008.

* Cette limite d'âge est reculée ou supprimée dans les conditions prévues (par les textes en vigueur).

Art. 3 : les candidatures doivent parvenir dans le délai d'un mois après la publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs au Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, accompagnées des pièces suivantes :

- une copie de la carte nationale d'identité,
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,
- la copie du diplôme d'ergothérapeute,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatibles avec l'exercice des fonctions, (liste des médecins agréés adressée sur demande par la Direction des Ressources Humaines),
- un curriculum vitae.

Art. 4 : une décision ultérieure fixera la composition du jury.

Verdun, le 19 juin 2008

Le directeur,
C. WINGERT.

